



Plan local d'urbanisme (PLU) de la
Ville de Donzère

5.8 Déchets ménagers et assimilés

1. CONTEXTE LÉGISLATIF ET JURIDIQUE

1.1 Contexte national : le Grenelle de l'environnement

Les engagements du Grenelle de l'environnement sur les déchets sont traduits dans le plan d'actions sur les déchets publié par le ministère du développement durable en septembre 2009. L'objectif de la politique nationale traduite dans ce plan est de poursuivre et amplifier le découplage entre croissance et production de déchets.

Cet objectif exige des politiques volontaristes, cohérentes et hiérarchisées : priorité à la réduction à la source, développement de la réutilisation et du recyclage, extension de la responsabilité des producteurs, réduction de l'incinération et du stockage.

Le plan d'actions, qui couvre la période 2009-2012, vise les objectifs quantifiés fixés par la loi de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement du 3 août 2009 :

- Réduire de 7 % la production d'ordures ménagères et assimilés par habitant sur les cinq premières années ;
- Porter le taux de recyclage matière et organique des déchets ménagers et assimilés à 35 % en 2012 et 45 % en 2015. Ce taux est fixé à 75 % dès 2012 pour les déchets des entreprises et pour les emballages ménagers ;
- Diminuer de 15 % d'ici 2012 les quantités partant à l'incinération ou au stockage.

Le code de l'environnement :

- ✓ définit les priorités de gestion des déchets ;
- ✓ prévoit la réalisation de plans départementaux et régionaux pour l'élimination des déchets ;
- ✓ présente la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et prévoit la délivrance d'autorisations préalables pour l'exploitation d'unités de traitement ou stockage des déchets.

Le code général des collectivités territoriales instaure la responsabilité des communes pour l'élimination des déchets des ménages. Le code général des impôts, le code des douanes, le code de la santé publique ou encore le code pénal viennent compléter le dispositif.

1.2 Contexte local : le Plan Interdépartemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés des départements de la Drôme et de l'Ardèche (PIED) révisé et approuvé par arrêté interpréfectoral le 09 novembre 2005, actuellement en cours de révision

Le Plan Interdépartemental d'Elimination des Déchets (PIED) de la Drôme a été approuvé par arrêté interpréfectoral du 21 décembre 1995 et sa révision approuvée par arrêté du 9 novembre 2005.

Les principaux objectifs de gestion des déchets issus du PIED sont :

1. Réduire des déchets à la source
2. Développer le compostage
3. Valoriser les boues de station d'épuration
4. Améliorer la gestion des DIB et autres déchets assimilables
5. Développer la valorisation énergétique
6. Renforcer le potentiel et la qualité des installations de stockage

Le PIED prévoit une baisse de la production de déchets par habitants ce qui correspondrait pour les départements de l'Ardèche et de la Drôme, à une quantité variant de 262 000 à 309 000 tonnes en 2012. Le PIED a fixé les objectifs 2010-2015 pour le recyclage des différents types de déchets. Ainsi, il prévoit les taux de recyclage suivants :

Type de déchet	Objectif de recyclage à 5 ans (en %)	Objectif de recyclage à 10 ans (en %)
Papier et carton	50	80
Verre	80	90
DMS	100	100
Déchet verts	50	100
Encombrants	30	50
Boues de STEP	50	50

2. COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS & ASSIMILÉS

2.1 Organisation de la gestion des déchets à Donzère

Définitions

Les déchets ménagers sont les déchets produits par les ménages à l'exclusion notamment des déchets suivants :

- Déchets dangereux des ménages,
- Déchets encombrants,
- Déchets verts.

Les déchets assimilés sont les déchets, éliminés dans les mêmes conditions que ceux issus des ménages, mais produits par toute activité professionnelle, privée ou publique.

Collecte

La commune dispose de points de collecte. Elle dispose de points d'apport volontaire (PAV). On recense au total 13 points de collecte pour le verre et les journaux, revues et magazines (JRM).

Les déchets verts sont collectés le mardi de début mars à fin novembre sur appel téléphonique et uniquement en sacs ou fagots ne dépassant pas 1 m, la collecte des JRM est faite par SITA et le verre par COVED.

Pour la collecte des ordures ménagères il y a environ 200 points de collecte et cette dernière est effectuée en régie par les services municipaux, cette compétence sera transférée en 2016 à la Communauté de Communes Drôme Sud Provence.

Traitement

Mise en place le 24 août 1987, le centre de stockage et de traitement des déchets de Donzère, exploitée par Sita Mos, une filiale de Suez Environnement, traite en moyenne 150 000 tonnes de déchets par an. Sur les 30 hectares d'exploitation autorisés, la moitié est en cours d'exploitation et l'autre moitié déjà réaménagée. La déchèterie, située au Sud de la commune, collecte les encombrants, les déchets d'équipements électriques et électroniques, les produits phytosanitaires etc. Les déchets qui ne sont pas collectés par la déchèterie de Donzère (gravats, peintures, produits polluants etc.), sont amenés à la déchèterie voisine de Malataverne. La commune de Donzère possède également un centre de tri géré par Veolia, situé dans la zone industrielle des éoliennes. A noter que les ordures ménagères sont traitées au centre de tri de Roussas, la municipalité ayant un contrat d'acheminement des déchets avec cette commune. Il est important de mentionner que la Drôme reçoit près de 150 000 tonnes de déchets à traiter depuis les départements voisins, en particulier le Vaucluse (47 000 t) et le Gard et l'Isère (30 000 t chacun). Le centre d'enfouissement de Donzère reçoit à lui seul 80 000 tonnes de déchets des départements limitrophes.

2.2 Dispositions techniques à prendre en compte pour la collecte des déchets à Donzère

- La collecte de ces déchets est assurée selon les modalités suivantes :

Opération ou ensemble d'opérations de 15 logements et plus :

- ➔ Collecte en conteneurs enterrés

Opération ou ensemble d'opérations de moins de 15 logements :

- ➔ Collecte en bacs individuels

- Dispositions pour l'installation de conteneurs enterrés :

Principes d'implantation

Les conteneurs seront disposés sur l'espace privé, en limite de propriété dès lors que cela est possible, à une distance raisonnable des accès des bâtiments. Exceptionnellement et sur avis des services concernés, les conteneurs pourront être disposés sur l'espace public. Une attention particulière sera portée sur l'absence totale d'obstacle aérien et notamment de réseau ou candélabre susceptible de gêner le vidage des colonnes. Les conteneurs ne devront en aucun cas perturber le cheminement piéton. Dans le cadre d'opérations limitrophes, les conteneurs pourront

être mutualisés entre les différents propriétaires. Un point de collecte est composé a minima d'un conteneur pour les déchets résiduels et d'un conteneur pour les déchets recyclables.

La structure de chaussée sera dimensionnée pour une circulation lourde. La couche de surface sera en enrobés.

Caractéristiques des conteneurs

- Les fonds de fouilles devant recevoir les cuves béton préfabriquées seront drainées et si possible avec une évacuation des eaux intérieures vers les réseaux existants
- Les cuves seront en aciers avec un système de préhension "Kinshofer" – Elles auront une capacité de 5m³
- L'étanchéité autour des fouilles sera particulièrement soignée
- Les emplacements définitifs seront choisis et arrêtés contradictoirement avec les services de la Communauté des Communes gestionnaire de la collecte des ordures ménagères et des services techniques de la Ville de Donzère. Ces emplacements seront validés après vérification des possibilités au regard des réseaux souterrains et aériens.

Aménagements autour des conteneurs

Les aménagements autour des conteneurs enterrés devront tenir compte des contraintes du terrain afin d'éviter toute possibilité d'infiltration d'eau dans les conteneurs et permettre une accessibilité optimale pour tous et notamment pour les personnes à mobilité réduite.



PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA VILLE DE DONZERE

Pièce n°5 : Annexes

Plan Local d'Urbanisme approuvé le	03.03.2012
Révision simplifiée n°1 approuvée le	27.02.2014



**Plan local d'urbanisme (PLU) de la
Ville de Donzère**

5.1 Droit de préemption urbain (DPU)

PLU Donzère

Pièce n°5.1 - Droit de préemption urbain (DPU)

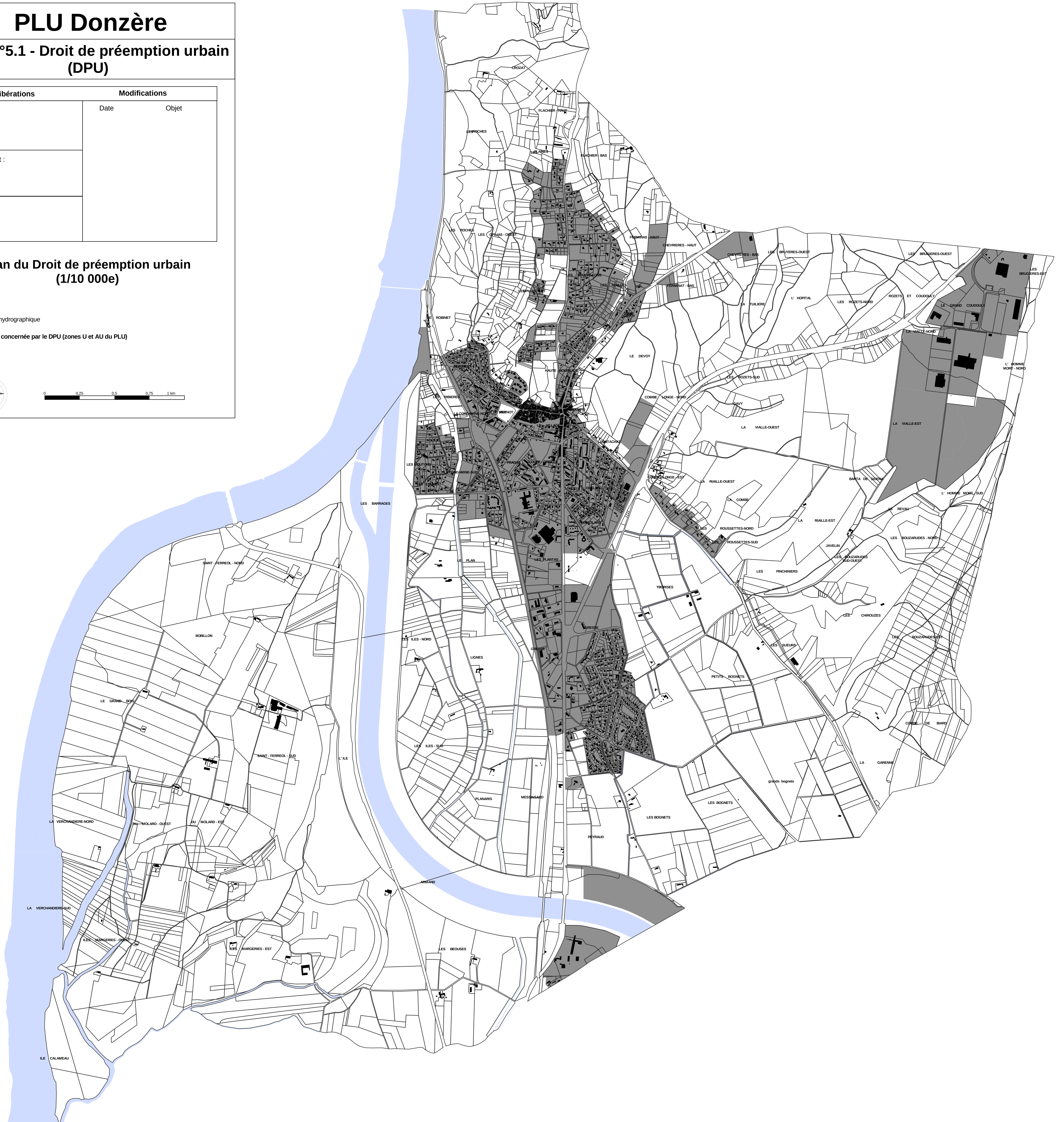
Délibérations	Modifications
Prescription :	Date Objet
Arrêt du projet :	
Approbation :	

Plan du Droit de préemption urbain (1/10 000e)

Réseau hydrographique

Emprise concernée par le DPU (zones U et AU du PLU)

0 0.25 0.5 0.75 1 km





Plan local d'urbanisme (PLU) de la
Ville de Donzère

5.2 Classement sonore des infrastructures terrestres

PREFECTURE DE LA DROME

ARRETE N° 748

AP Général

LE PREFET DE LA DROME
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipement en date du 20 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1

Lès dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur les plans joints en annexe.

Article 2

Les tableaux suivants donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

Ces tableaux sont classés dans l'ordre suivant :

- 1 - Classement des routes nationales
- 2 - Classement des routes départementales hors limite d'agglomération des communes de Valence, Bourg lès Valence, Romans sur Isère, Bourg de Péage, Montélimar et Pierrelatte.
- 3 - Classement des autoroutes A7 et A49

1 - CLASSEMENT DES ROUTES NATIONALES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 7 Drôme Nord	PR 0.000 à PR 28.000	SAINT RAMBERT D'ALBON CROZES HERMITAGE ANDANCETTE BEAUSEMBLANT LAVEYRON SAINT VALLIER PONSAS SERVES SUR RHONE EROME GERVANS TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain centre	PR 28.000 à PR 28.700	TAIN L'HERMITAGE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sortie Tain	PR 28.700 à PR 30.140	TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain sud	PR 30.140 à PR 36.140	TAIN L'HERMITAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE	2	250 m	ouvert
RN7 Pont d'Isère	PR 36.140 à PR 37.200	PONT D'ISERE	3	100 m	ouvert
RN 7 Sud Pont d'Isère	PR 37.200 à PR 45.000	PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence	PR 45.000 à PR 48.770	BOURG LES VALENCE VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 7 Portes les valence	PR 48.770 à PR 49.565	VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence sud	PR 49.565 à PR 56.340	VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 La Paillasse	PR 56.340 à PR 56.780	ETOILE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN7 sud Etoile	PR 56.780 à PR 63.200	ETOILE SUR RHONE LIVRON	3	100 m	ouvert
RN 7 Livron centre	PR 63.200 à PR 64.640	LIVRON	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Livron	PR 64.640 à PR 66.175	LIVRON LORIOI	2	250 m	ouvert
RN 7 sud Loriol	PR 66.175 à PR 72.240	LORIOI CLIOUSCLAT SAULCE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 Saulce centre	PR 72.240 à PR 73.000	SAULCE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Saulce	PR 73.000 à PR 76.700	SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 tourettes 1	PR 76.700 à PR 77.000	LES TOURETTES	2	250 m	ouvert
RN 7 tourettes 2	PR 77.000 à PR 77.700	LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Tourettes	PR 77.700 à PR 78.700	LES TOURETTES LA COUCOURDE	2	250 m	ouvert
RN 7 Coucourde	PR 78.700 à PR 80.550	LA COUCOURDE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Coucourde	PR 80.550 à PR 85.000	LA COUCOURDE SAVASSE	2	250 m	ouvert
RN 7 savasse	PR 85.000 à PR 85.980	SAVASSE	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Drôme	PR 85.980 à PR 114.400	SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE PIERRELATTE	2	250 m	ouvert
RN7 limite vaucluse	PR 114.400 à PR 118.807	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 507	PR 0.000 à PR 0.340	VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 1532	PR 0.000 à PR 9.952 (totalité)	VALENCE MALISSARD CHABEUIL	2	250 m	ouvert
DEVIATION DE BOURG LES VALENCE	TOTALITE	VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 532 (1)	PR 5.000 à PR 17.540	VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE ALIXAN BOURG DE PEAGE CHATEAUNEUF SUR ISERE	2	250 m	ouvert
RN 532 (2)	PR 17.540 à PR 18.520	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RN 532 (3)	PR 18.520 à PR 20.790	BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET	4	30 m	ouvert
RN 532 (4)	PR 20.790 à PR 35.390	BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN SAINT NAZAIRE EN ROYANS	3		ouvert
RN 532 (5)	PR 35.390 à PR 35.495	SAINT NAZAIRE EN ROYANS	2	250 m	profil en "U"
RN 102 (1)	PR 0.000 à PR 1.250	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RN 102 (2)	PR 1.250 à PR 3.835	MONTELMAR	2	250 m	ouvert
RN 92 (1)	PR 0.000 à PR 0.500	BOURG DE PEAGE	3	100 m	profil en "U"
		ROMANS SUR ISERE			
RN 92 (2)	PR 0.500 à PR 2.370	ROMANS SUR ISERE	4	30 m	ouvert
RN 92 (3)	PR 2.370 à PR 7.000	ROMANS SUR ISERE SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92 (4)	PR 7.000 à PR 7.200	SAINT PAUL LES ROMANS	2	250 m	profil en "U"
RN 92 (5)	PR 7.200 à PR 8.538	SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92A	PR 0.000 à PR 1.800	ROMANS SUR ISERE CHATUZANGE LE GOUBET	3	100 m	ouvert
RN 95	PR 0.144 à PR 2.698	TAIN L'HERMITAGE MERCUROL	3	100 m	ouvert
RN 304	PR 0.000 à PR 4.000	LORIOL	3	100 m	ouvert
RN 75	PR 0.000 à PR 9.550	LUS LA CROIX HAUTE	3	100 m	ouvert

2 - CLASSEMENT DES ROUTES DEPARTEMENTALES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 1	PR 5.880 à PR 7.500	ANNEYRON	3	100 m	ouvert
RD 1	PR 7.500 à PR 8.300	ANNEYRON	4	30 m	ouvert
RD 1	PR 8.300 à PR 9.0	ANNEYRON	4	30 m	profil en "U"
RD 6	PR 0.800 à PR 2.516	MONTÉLIMAR	4	30 m	ouvert
RD 6	PR 2.516 à PR 3.0	MONTÉLIMAR	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 0.0 à PR 1.300	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 1.300 à PR 2.129	BOURG LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 7	PR 2.129 à PR 2.354	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 2.354 à PR 2.517	BOURG LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 2.517 à PR 3.760	VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 3.760 à PR 5.528	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 5.528 à PR 6.500	PORTES LES VALENCE	3	100 m	profil en "U"
RD 7	PR 6.500 à PR 7.802	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 7.802 à PR 9.347	ETOILE SUR RHONE	4	30 m	ouvert
RD 11	PR 1.735 à PR 4.220	MONTÉLIMAR	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 0.0 à PR 0.878	SAINT VALLIER	4	30 m	ouvert
RD 51	PR 0.878 à PR 1.256	SAINT VALLIER	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 1.256 à PR 3.880	SAINT BARTHELEMY DE VALS	3	100 m	ouvert
RD 51A	PR 0.0 à PR 0.675	SAINT VALLIER	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 7.343 à PR 9.359	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.359 à PR 9.500	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.500 à PR 9.700	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 9.700 à PR 12.334	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 9.830 à PR 10.518	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 10.518 à PR 11.196	SOLÉRIEUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 11.196 à PR 12.506	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 12.506 à PR 18.200	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 18.423 à PR 19.280	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 19.280 à PR 19.448	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 22.800 à PR 25.765	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 2.819 à PR 3.430	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 3.430 à PR 10.333	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.435 à PR 12.477	SOLÉRIEUX	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.477 à PR 14.421	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 1.920 à PR 2.984	MONTÉLIMAR	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 2.984 à PR 6.440	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 6.440 à PR 7.200	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.200 à PR 7.500	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	profil en "U"
RD 73	PR 7.500 à PR 7.785	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.785 à PR 8.860	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 11.880 à PR 13.915	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 13.915 à PR 15.524	CREST	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 15.524 à PR 18.340	CREST	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 18.340 à PR 20.395	AOUSTE SUR SYE	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 20.395 à PR 21.895	AOUSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 21.895 à PR 27.760	MIRABEL ET BLACONS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 27.760 à PR 33.740	SAILLANS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 33.740 à PR 36.0	ESPEL	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 36.0 à PR 38.122	VERCHENY	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 16.191 à PR 17.175	SUZE LA ROUSSE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 23.800 à PR 24.153	TULETTE	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 24.153 à PR 24.700	TULETTE	4	30 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 94	PR 24.700 à PR 25.100	TULETTE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 25.100 à PR 25.656	TULETTE	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 38.310 à PR 39.450	VINSOBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 39.450 à PR 42.811	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 42.811 à PR 44.310	NYONS	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 44.310 à PR 44.996	NYONS	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 44.996 à PR 47.000	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.000+B129 à PR 47.800	AUBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.800 à PR 49.370	AUBRES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 49.370 à PR 50.400	PILLES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 50.400 à PR 50.800	PILLES	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 50.800 à PR 51.150	PILLES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 51.150 à PR 51.760	CONDORCET	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 0.0 à PR 2.145	CREST	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 2.145 à PR 3.300	DIVAJEU	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 3.300 à PR 6.725	CHABRILLAN	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 6.725 à PR 8.620	GRANES	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 16.820 à PR 18.0	LORIOLE	2	250 m	profil en "U"
RD 104	PR 18.0 à PR 19.813	LORIOLE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 0.0 à PR 2.198	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 2.198 à PR 5.185	PORTES LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 5.185 à PR 6.680	BEAUVALLON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 6.680 à PR 11.555	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 11.555 à PR 13.700	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 13.700 à PR 14.500	MONTOISON	2	250 m	profil en "U"
RD 111	PR 14.500 à PR 16.415	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.415 à PR 16.465	UPIE ALLEX	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.465 à PR 17.350	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 17.350 à PR 19.760	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 111A	PR 2.0 à PR 2.909	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.0 à PR 9.758	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.758 à PR 11.570	ROUSSAS	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 11.570 à PR 14.674	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 14.674 à PR 15.460	MALATAVERNE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 0.0 à PR 2.430	CREST	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 2.430 à PR 4.670	AOSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 4.670 à PR 8.225	PIEGROS LA CLASTRE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 8.225 à PR 8.285	MIRABEL ET BLACONS	3	100 m	ouvert
RD 220A	PR 0.0 à PR 1.878	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 238	PR 0.0 à PR 1.759	DIE	4	30 m	ouvert
RD 261	PR 3.57 à PR 4.871	MONTELEGER	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 4.871 à PR 10.0	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 10.0 à PR 13.534	VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 268	PR 0.0 à PR 3.0	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 3.0 à PR 7.28	LA ROCHE DE GLUN	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 7.28 à PR 7.911	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 414	PR 0.0 à PR 0.294	GRIGNAN	3	100 m	profil en "U"
RD 432	PR 0.0 à PR 2.0	VALENCE	2	250 m	ouvert
RD 432	PR 2.0 à PR 4.97	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 432	PR 4.97 à PR 5.186	SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 432	PR 5.186 à PR 5.394	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.0 à PR 0.165	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.165 à PR 5.254	LA GARDE ADHEMAR	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 5.254 à PR 8.741	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 0.0 à PR 3.592	MERCUROL	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.592 à PR 3.831	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.831 à PR 4.327	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 4.327 à PR 4.741	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 4.741 à PR 5.360	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 5.360 à PR 7.104	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.104 à PR 7.344	BEAUMONT MONTEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.344 à PR 7.430	CLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.430 à PR 9.939	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 9.939 à PR 10.351	GRANGES LES BEAUMONT	4	30 m	ouvert
RD 532	PR 10.351 à PR 11.71	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 11.71 à PR 13.770	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 29.444 à PR 30.417	PEYRINS	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 30.417 à PR 32.45	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 32.45 à PR 32.345	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 32.345 à PR 33.77	MOURS SAINT EUSEBE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 33.77 à PR 33.691	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.691 à PR 33.699	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.699 à PR 36.0	ROMANS SUR ISERE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 36.0 à PR 38.792	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 38.792 à PR 41.384	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 41.384 à PR 42.321	ALIXAN	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 42.321 à PR 43.350	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 43.350 à PR 45.763	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 45.763 à PR 46.331	MONTELMAR	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 46.331 à PR 47.227	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 47.227 à PR 52.432	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 52.432 à PR 55.590	MONTVENDRE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 55.590 à PR 59.892	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 59.892 à PR 60.820	UPIE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 60.820 à PR 67.345	VAUNAVEYS LA ROCHETTE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 67.345 à PR 70.400	CREST	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 130.873 à PR 135.950	VENTEROL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 135.950 à PR 138.280	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 144.920 à PR 145.500	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 145.500 à PR 145.600	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	profil en "U"
RD 538	PR 145.600 à PR 147.50	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 147.50 à PR 149.384	PIEGON	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 3.300 à PR 4.000	MONTMEYRAN	3	100 m	profil en "U"
RD 538A	PR 4.000 à PR 5.500	MONTMEYRAN	4	100 m	ouvert
RD 538A	PR 5.500 à PR 5.630	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 5.630 à PR 7.500	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 7.500 à PR 8.200	BEAUMONT LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 538A	PR 8.200 à PR 12.57	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.57 à PR 12.373	MALISSARD	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.373 à PR 12.700	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.700 à PR 14.950	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 540	PR 4.100 à PR 5.217	MONTELMAR	4	30 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 540	PR 5.217 à PR 10.390	MONTBOUCHER SUR JABRON	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 10.390 à PR 11.0	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 11.0 à PR 11.950	LA BATIE ROLLAND	3	100 m	profil en "U"
RD 540	PR 11.950 à PR 13.129	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 13.129 à PR 16.515	LA BEGUDE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 0.650 à PR 3.624	DONZERE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 3.624 à PR 4.190	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 5.880 à PR 6.75	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.75 à PR 6.286	GRANGES GONTARDES	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 6.286 à PR 6.312	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.312 à PR 7.496	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 7.496 à PR 8.800	VALAURIE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 8.800 à PR 8.886	VALAURIE	2	250 m	profil en "U"
RD 541	PR 8.886 à PR 9.0	VALAURIE	3	100 m	profil en "U"
RD 541	PR 9.0 à PR 12.98	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.98 à PR 12.658	REAUVILLE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.658 à PR 13.639	CHANTEMERLE LES GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 13.639 à PR 19.770	GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 19.770 à PR 20.465	SAINT PANTALEON LES VIGNES	3	100 m	ouvert

3 - AUTOROUTES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
AUTOROUTE A7	PR 26.280 à PR 142.610	SAINT RAMBERT D'ALBON ALBON BEAUSEMBLANT SAINT UZE SAINT BARTHELEMY DE VALS CHANTEMERLE LES BLES LARNAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LIVRON LORIOLE SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE SAINT MARCEL LES SAUZET SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE GRANGES GONTARDES LA GARDE ADHEMAR SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	1	300 m	ouvert
AUTOROUTE A49		BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN	2	250 m	ouvert

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U » ;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont, par ordre alphabétique :

ALBON	EYMEUX	PIERRELATTE
ALIXAN	GERVANS	PILLES
ALLAN	GRANES	PONSAS
ALLEX	GRANGES GONTARDES	PONT D'ISERE
ANDANCETTE	GRANGE LES BEAUMONT	PORTES LES VALENCE
ANNEYRON	GRIGNAN	REAUVILLE
AOUSTE SUR SYE	HOSTUN	ROMANS SUR ISERE
AUBRES	JAILLANS	ROUSSAS
BEAUMONT LES VALENCE	LA BATIE ROLLAND	SAILLANS
BEAUMONT MONTEUX	LA BAUME D'HOSTUN	SAINT BARTHELEMY DE VALS
BEAUREGARD BARET	LA BEGUDE	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE
BEAUSEMBLANT	LA COUCOURDE	SAINT MARCEL LES VALENCE
BEAUVALLON	LA GARDE ADHEMAR	SAINT NAZAIRE EN ROYANS
BOURG DE PEAGE	LA ROCHE DE GLUN	SAINT PANTALEON LES VIGNES
BOURG LES VALENCE	LARNAGE	SAINT PAUL LES ROMANS
CHABEUIL	LAVEYRON	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
CHABRILLAN	LES TOURETTES	SAINT RAMBERT D'ALBON
CHANOS CURSON	LIVRON	SAINT RESTITUT
CHANTEMERLE LES BLES	LORIOLE	SAINT UZE
CHANTEMERLE LES GRIGNAN	LUS LA CROIX HAUTE	SAINT VALLIER
CHATEAUNEUF DU RHONE	MALATAVERNE	SAULCE SUR RHONE
CHATEAUNEUF SUR ISERE	MALISSARD	SAUZET
CHATUZANGE LE GOUBET	MERCUROL	SAVASSE
CLERIEUX	MIRABEL ET BLACONS	SERVES SUR RHONE
CLIOUSCLAT	MIRABEL AUX BARONNIES	SOLERIEUX
CONDORCET	MONTBOUCHER SUR JABRON	SUZE LA ROUSSE
CREST	MONTELEGER	TAIN L'HERMITAGE
CROZES HERMITAGE	MONTÉLIMAR	TULETTE
DIE	MONTMEYRAN	UPIE
DIVAJEU	MONTOISON	VALAURIE
DONZERE	MONTVENDRE	VALENCE
EROME	MOURS SAINT EUSEBE	VAUNAVEYS LA ROCHETTE
ESPELUCHE	NYONS	VENTEROL
ESPENEL	PEYRINS	VERCHENY
ETOILE SUR RHONE	PIEGON	VINSOBRES
EURRE	PIEGROS LA CLASTRE	

Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

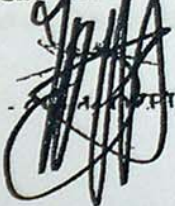
- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux et de transports en communs en site propre.

A Valence le 2 MARS 1999

Jean-Pierre MARQUIE

Pour ampliation

L'Adjoint Principal,
Chef de Bureau


J. P. MARQUIE

PREFECTURE DE LA DROME

ARRETE N° 970

LE PREFET DE LA DROME
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 11-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 22 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur le plan joint en annexe.

Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'infrastructures ferroviaires, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain traversé.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
VOIE FERREE "VALLEE DU RHONE"	KM 571+414 à KM 688.744	SAINT RAMBERT D'ALBON ANDANCETTE LAVEYRON SAINT VALLIER PONSAS SERVES EROME GERVANS CROZES HERMITAGE GERVANS TAIN L'HERMITAGE MERCUROL PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LIVRON LORIOI SAULCE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MONTELMAR DONZERE PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERREE "LIGNE TGV"	KM 454+327 à limite départementale	LAPEYROUSE MORNAY MANTHES MORAS EN VALLOIRE SAINT SORLIN EN VALLOIRE CHATEAUNEUF DE GALAURE MUREILS LA MOTTE DE GALAURE CLAVEYSON BREN MARSAZ CHAVANNES CLERIEUX GRANGES LES BEAUMONT SAINT MARCEL LES VALENCE MONTELIER CHABEUIL MONTVENDRE MONTMEYRAN OURCHES UPIE ROYNAC MARSAZ BONLIEU SUR ROUBION LA LAUPIE SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON VAUNAVEYS LA ROCHETTE EURRE CREST DNAJEU CHABRILLAN LA ROCHE SUR GRANE ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE ROUSSAS GRANGES GONTARDES DONZERE LA GARDE ADHEMAR PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERREE "LIGNE VALENCE- SAINT MARCEL"	KM 1+200 à KM 7+800	BOURG LES VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	ouvert

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U »;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont :

ALLAN
ANDANCETTE
BONLIEU SUR ROUBION
BOURG LES VALENCE
BREN
CHABEUIL
CHABRILLAN
CHATEAUNEUF DE GALAURE
CHATEAUNEUF DU RHONE
CHATEAUNEUF SUR ISERE
CHAVANNES
CLAVEYSON
CLERIEUX
CREST
CROZES HERMITAGE
DIVAJEU
DONZERE
EROME
ESPELUCHE
EURRE
ETOILE SUR RHONE
GERVANS
GRANGES GONTARDES
GRANGES LES BEAUMONT
LA COUCOURDE
LA GARDE ADHEMAR
LA LAUPIE
LA MOTTE DE GALAURE
LA ROCHE SUR GRANE
LAPEYROUSE MORNAY
LAVEYRON
LES TOURETTES
LIVRON

LORIOLE
MALATAVERNE
MANTHES
MARSANNE
MARSAZ
MERCUROL
MONTBOUCHER SUR JABRON
MONTELLIER
MONTELLIMAR
MONTMEYRAN
MONTVENDRE
MORAS EN VALLOIRE
MUREILS
OURCHES
PIERRELATTE
PONSAS
PONT D'ISERE
PORTES LES VALENCE
ROUSSAS
ROYNAC
SAINT MARCEL LES VALENCE
SAINT RAMBERT D'ALBON
SAINT SORLIN EN VALLOIRE
SAINT VALLIER
SAULCE
SAUZET
SAVASSE
SERVES SUR RHONE
TAIN L'HERMITAGE
UPIE
VALENCE
VAUNAVEYS LA ROCHETTE

Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux, ferroviaires et de transports en communs en site propre.

Valence le 15 MAR. 1999

Pour ampliation
L'Adjoint au Chef de Bureau

Françoise PUKALL

Jean-Pierre MARQUIE



Plan local d'urbanisme (PLU) de la
Ville de Donzère

5.3 Périmètres archéologiques

PRÉFECTURE DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

28 AVR. 2009

Direction régionale
des affaires culturelles

Service Régional de

l'Archéologie

04 72 00 44 50

Affaire suivie par : Joëlle

Tardieu

joelle.tardieu@culture.gouv.fr

COPIE

29 AVR. 2009

030578

Arrêté n° **09 - 157**

Objet : Zones de présomption de prescriptions archéologiques
Commune de Donzère (26)

Le Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V et son article L. 522-5 ;

Vu le décret n° 2004-490 du 13 juin 2004, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, notamment ses articles 1^{er}, 4 à 8 et 17 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 121-1, R. 111-4, R. 423-2, R. 423-7 à R. 423-9, R. 423-24, R. 423-59, R. 423-69 et R. 425-31 ;

Vu l'avis favorable de la Commission interrégionale de la recherche archéologique Centre-Est en date du 1^{er} juillet 2008 ;

Considérant l'importance historique du défilé de Donzère, occupé depuis l'Age du Bronze et dominé par l'oppidum de Saint-Saturnin, ainsi que les établissements agricoles antiques (*villae*) du Molard, des Opillas, du Plan et l'abbaye carolingienne et les autres sites archéologiques recensés par la Carte archéologique nationale sur la commune de Donzère

ARRÊTE

Article 1^{er}

Sur le territoire de la commune de Donzère sont délimitées quinze zones dans le périmètre desquelles les projets d'aménagement affectant le sous-sol pourront faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Ces zones sont délimitées et identifiées sur le plan, et décrites sur la notice de présentation, annexés au présent arrêté.

Article 2

Tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'aménager, situés dans les zones déterminées à l'article 1^{er} du présent arrêté sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à la réalisation de l'opération d'urbanisme ou d'aménagement faisant l'objet de la demande. Il en est de même pour les décisions de réalisation de zones d'aménagement concertées situées dans les zones déterminées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3.

Les demandes de déclaration préalable, situées dans les zones déterminées à l'article 1^{er} du présent arrêté sont également présumées faire l'objet de prescriptions archéologiques lorsqu'elles concernent :

- des piscines dont le bassin a une superficie inférieure ou égale à cent mètres carrés et qui ne sont pas couvertes ou dont la couverture, fixe ou mobile, a une hauteur au-dessus du sol inférieure à un mètre quatre-vingts ;
- des travaux de ravalement et les travaux ayant pour effet de modifier l'aspect extérieur d'un bâtiment existant ;
- des lotissements qui n'ont pas pour effet, sur une période de moins de dix ans, de créer plus de deux lots à construire ;
- l'aménagement ou la mise à disposition des campeurs, de façon habituelle, de terrains ne nécessitant pas un permis d'aménager ;
- les aires de stationnement ouvertes au public, les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes, susceptibles de contenir de dix à quarante-neuf unités ;
- les affouillements et exhaussements du sol dont la hauteur, s'il s'agit d'un exhaussement, ou la profondeur dans le cas d'un affouillement, excède deux mètres et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à cent mètres carrés ;
- les aires d'accueil des gens du voyage.

Article 4

Les dossiers, demandes et décisions, mentionnés aux articles 2 et 3 du présent arrêté, sont transmis aux services de la Préfecture de région (Direction régionale des affaires culturelles, Service régional de l'archéologie, 6 quai Saint-Vincent 69283 LYON CEDEX 01) afin que puissent être prescrites des mesures d'archéologie préventive dans les conditions définies par le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 susvisé.

Article 5

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département de la Drôme et notifié au maire de la commune de Donzère qui procèdera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Article 6

L'arrêté et ses annexes (plan et notice de présentation) seront tenus à disposition du public à la mairie de Donzère et à la Préfecture du département de la Drôme .

Article 7

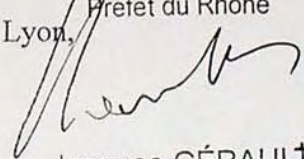
En application de l'article R 425-31 du Code de l'urbanisme, la délivrance d'un permis de construire, de démolir et d'aménager ou la réalisation de travaux dans le cadre d'une zone d'aménagement concertée, situés dans les zones déterminées à l'article 1^{er} du présent arrêté, ne peut intervenir avant que le préfet de région ait statué, dans les délais qui lui sont impartis, au titre de l'archéologie préventive.

Article 8

La réalisation des travaux, objets des demandes d'autorisation d'urbanisme mentionnées à l'article 2 du présent arrêté, est subordonnée à l'accomplissement de mesures d'archéologie préventive, lorsqu'elles sont prescrites. Dans ce cas, les décisions d'autorisation d'urbanisme indiquent que l'exécution de ces prescriptions est un préalable à la réalisation des travaux autorisés.

Article 9

Le Directeur régional des affaires culturelles, le préfet du département de la Drôme et le maire de la commune de Donzère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet
de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Fait à Lyon, 
Jacques GÉRAULT

DONZERE (26)

NOTICE DE PRESENTATION DES ZONES DE PRESOMPTION DE PRESCRIPTIONS ARCHEOLOGIQUES

L'article L.522-5 du Code du patrimoine prévoit que dans le cadre de l'établissement de la Carte archéologique, l'Etat peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

A ce titre, ont été définies sur la commune de Donzère, seize zones dont les délimitations s'appuient sur le passé archéologique très riche de la commune, et sur le potentiel de l'urbanisation.

Les zones ainsi délimitées sont les suivantes :

1 - Le défilé de Donzère et son revers.

- Le défilé de Donzère est occupé depuis le Néolithique et l'Age du Bronze jusqu'aux époques gallo-romaines et mérovingiennes :

- **Grotte La Baume Noire** : niveaux d'occupation du Chalcolithique, Campaniforme, Bronze ancien, Bronze moyen, Bronze final, de l'époque gallo-romaine et du Moyen Age.

- **Grotte des Crapauds** : niveaux d'occupation du Néolithique final et du Bronze final, une bergerie de l'Age du Fer I et des vestiges d'installation gallo-romaine.

- **Grotte de la Chauve-Souris** : niveaux d'occupation du Néolithique final, Chalcolithique, foyers du Bronze moyen et Bronze final I, dépotoirs, foyers et niveaux d'occupation du Hallstatt ancien et final, et Bas-Empire.

- **Grotte de l'Escalade** : niveaux d'occupation de l'Age du Bronze ancien et céramique gallo-romaine.

- **Grotte La Baume des Anges** : niveaux d'occupation du Néolithique final, Chalcolithique, Bronze ancien, Bronze moyen et Bronze final, de l'Age du Fer I, Age du Fer II ; sépultures isolées d'époque gallo-romaine et du Haut Moyen Age.

- **Abri de Jonas** : niveaux d'occupation du Haut Moyen Age.

- **Aven de Saint-Savournin** : gisement paléontologique paléolithique.

- **Abri des deux Cloches** : niveaux d'occupation de la préhistoire, d'époques gallo-romaine et indéterminée.

- Le site de hauteur de **Saint-Saturnin**, symétrique de celui de Château-Porcher (commune de Châteauneuf-du-Rhône) se développe en partie sur la commune voisine. Il est occupé à la préhistoire, à l'Age du Fer II, au Ier s. av. J.-C., au Bas-Empire et au Haut Moyen Age. Il est ceint d'un rempart daté de la première moitié du VIe s. Le site est toujours occupé à l'époque carolingienne avec une chapelle.

- **Le Port**, attesté au Bas Moyen Age (XVe s.), était situé à l'entrée sud du défilé.

- **"Sous les Roches"** : habitat du XVe s.

- Le revers du relief du défilé est également densément occupé dès l'Age du Bronze et à l'époque protohistorique.

- **Les Oppillas**, site de hauteur fortifié de l'Age du Bronze, qui domine l'important site antique.

- **Le Puits Saint-Vincent** : niveaux d'occupation de l'Age du Bronze et de l'Age du Fer.

- Les **"Roches sud"** : niveaux d'occupation de l'Age du Bronze et de l'Age du Fer.

- et le site de Javelas (**"Les Roches nord"**) : *Oppidum* de l'Age du Fer.

2 - Le long de la voie qui relie Donzère à Châteauneuf-du-Rhône dans la vallée nord-sud du Riaille mettant en communication le Tricastin, Donzère et le Logis-de-Berre au sud, avec la plaine de Montélimar au nord par le site de Châteauneuf du-Rhône au nord du défilé : dans l'Antiquité c'est le

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 09-157
du 18/04/2009

9 - Quartier Saint-Benoît

- Coupe-Aureille, Les Condamines, Quartier Saint-Benoît

Structures du Haut-Empire et nécropole mixte du Bas-Empire.

- Chapelle Saint-Benoît du cimetière

Eglise du Haut Moyen Age : construction, sur des structures antiques reprises aux IV^e-V^e s., d'une vaste salle contre laquelle viennent s'aligner des tombes sous tuiles en bâtières (IV^e-V^e s.). Lors de l'aménagement du **nouveau cimetière** qui se situe au sud de l'ancien (**Coupe-oreille**), des tombes sous lauses datées des VI^e-Xe s. ont été mises au jour. Son agrandissement a nécessité des sondages diagnostics en 2002 qui ont livré d'autres niveaux de sépultures, bien localisés dans la partie nord de la parcelle où l'utilisation de la nécropole semble se poursuivre depuis le Ve-VI^e s. jusqu'au XIII^e-XIV^e s. Cette basilique pourrait être à l'origine du premier monastère. Devenu à l'époque romane simple *capella Sancti Benedicti* (mention de 1119), dans la dépendance du prieuré, la tradition funéraire continue puisque l'on retrouve des sépultures avec du mobilier des XI^e-XII^e s. et XIII^e s.. Les ruines conservées dans le cimetière actuel présentent sur des parties basses romanes des vestiges de reconstructions d'envergure aux XIII^e-XIV^e siècles. Un sarcophage du XIV^e s. a été trouvé.

- site Coupe-Aureille, Le Molard, Gendarmerie

Cimetière gallo-romain mixte.

10 - Javelin

Habitat médiéval.

11 - Prés des Lignières, Le Plan

Villa gallo-romaine (Haut-Empire).

12 - La Laurence, Les Boisières

Niveaux d'occupation gallo-romaine.

Inhumations du Haut Moyen Age.

13 - Saint-Christol, Saint-Christophe, Bognet, Grands Boiniers

Vestige d'habitat gallo-romain peut-être du Haut-Empire.

Niveaux d'occupation gallo-romaine.

Etablissement religieux et cimetière (XV^e s.).

14 - Bastet

Habitat du Haut-Empire.

15 - Quartier Bayard

Ancien méandre du Rhône, site de plein air de l'Age du Bronze ancien.

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 05 - 157
du 28/03/2009

Zones de présomption de prescriptions archéologiques
(Préfecture de la Région Rhône-Alpes, Direction Régionale des Affaires Culturelles)

Département : Drôme
Commune : Donzère



Zones de présomption de prescriptions sur :
- les permis de construire
- les permis de démolir
- les permis d'aménager
- les DP mentionnées à l'article 3
du présent arrêté
- les décisions de réalisation de ZAC



0 500 1000 Mètres
1:15000



DRAC Rhône-Alpes, service de l'archéologie, cadastre Ville de Donzère, février 2009



Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 09-157
du 28/03/2009

Zones de présomption de prescriptions archéologiques
(Préfecture de la Région Rhône-Alpes, Direction Régionale des Affaires Culturelles)

Département : Drôme

Commune : Donzère



Zones de présomption de prescriptions sur :

- les permis de construire
- les permis de démolir
- les permis d'aménager
- les DP mentionnées à l'article 3 du présent arrêté
- les décisions de réalisation de ZAC



0 500 1000 Mètres

1:15000



DRAC Rhône-Alpes, service de l'archéologie, cadastre Ville de Donzère, février 2009

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 09-157
du 28/04/2009



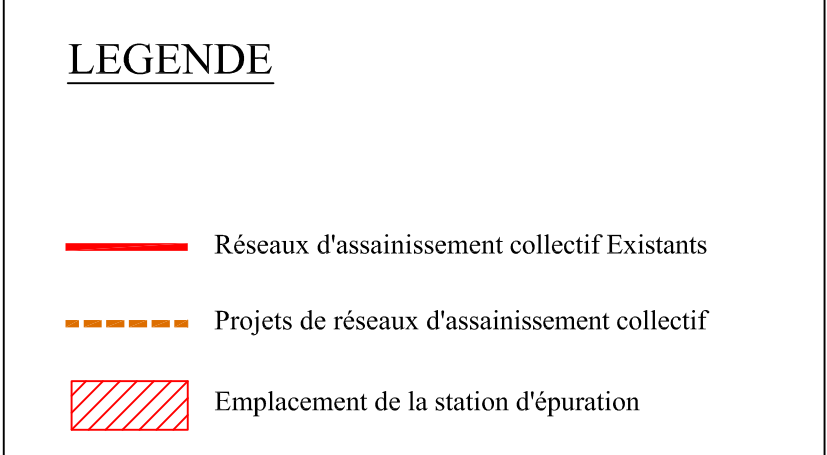


Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Donzère

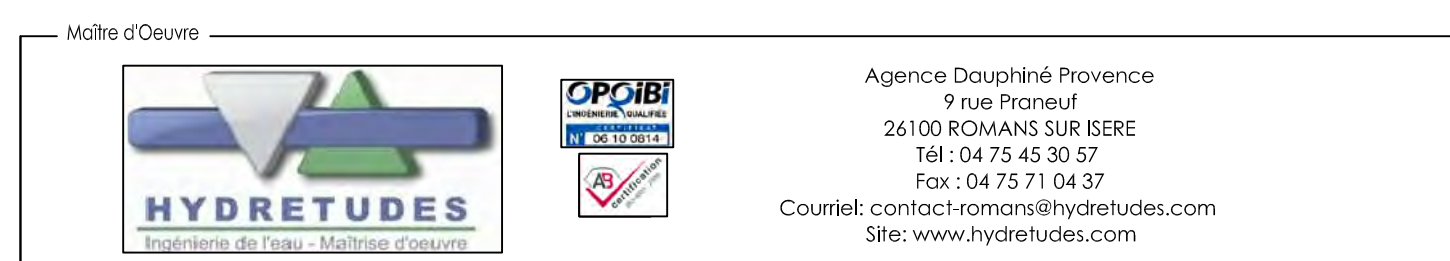
5.5 Réseaux

Plan local d'urbanisme (PLU) de la
Ville de Donzère

Plan des réseaux d'eaux usées



Maître d'Ouvrage
DEPARTEMENT DE LA DROME
Commune de DONZERE



— Nature des Ouvrages —

EAUX USEES

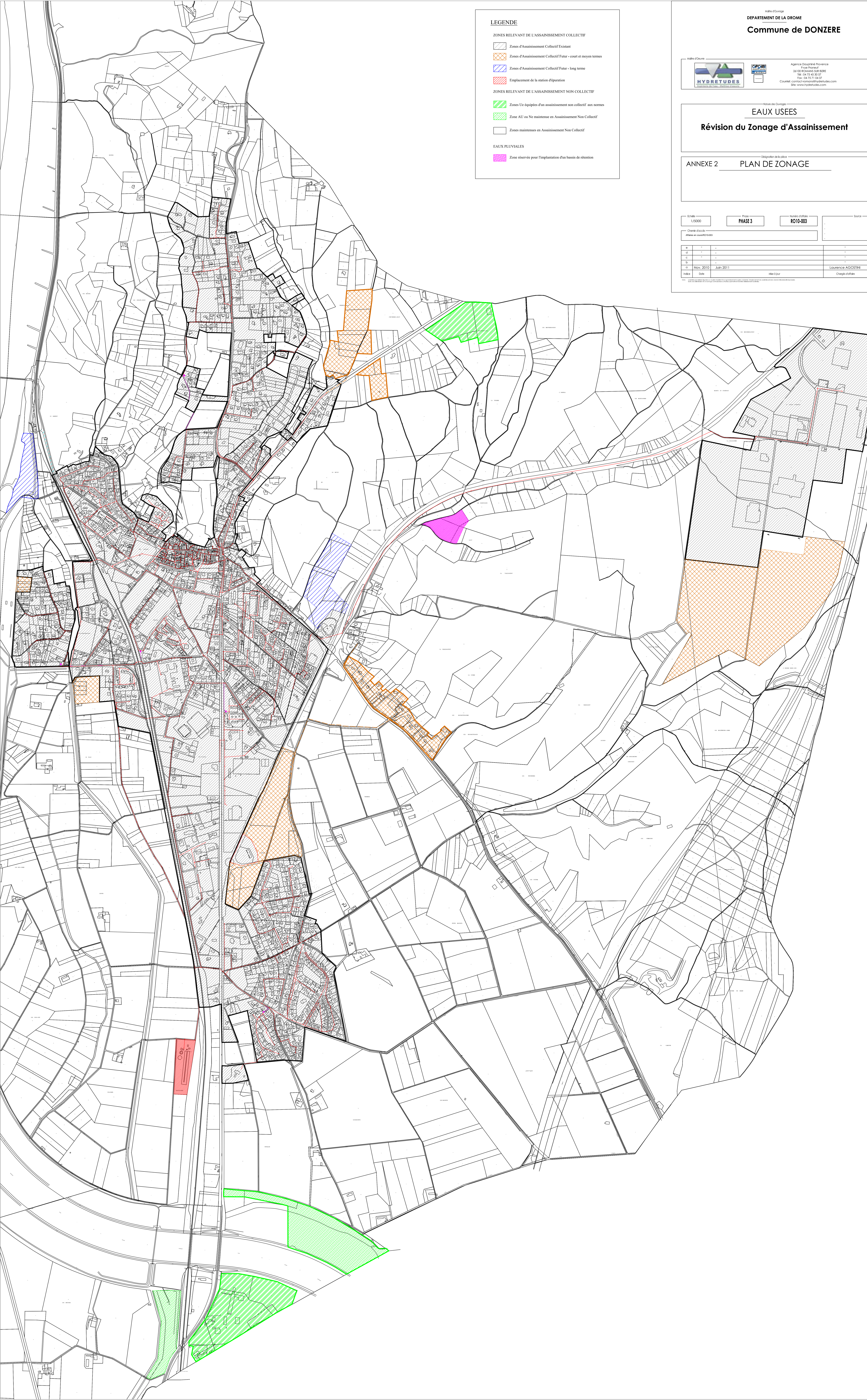
Révision du Zonage d'Assainissement

ANNEXE 1 PLANS DES RESEAUX EU

Date: 1/5000	Phase PHASE 2	Numéro d'affaire ROI0-003	Source:
Centre d'origine: Affaire en cours/ROI-0003			
a	+	=	=
d	+	=	=
e	+	=	=
b	+	=	=
Indice: Novembre 2010			Lourence AGOSTINI
Date:	Mise à jour:		Chargé d'affaire

Plan local d'urbanisme (PLU) de la
Ville de Donzère

Plan du zonage d'assainissement



Plan local d'urbanisme (PLU) de la
Ville de Donzère

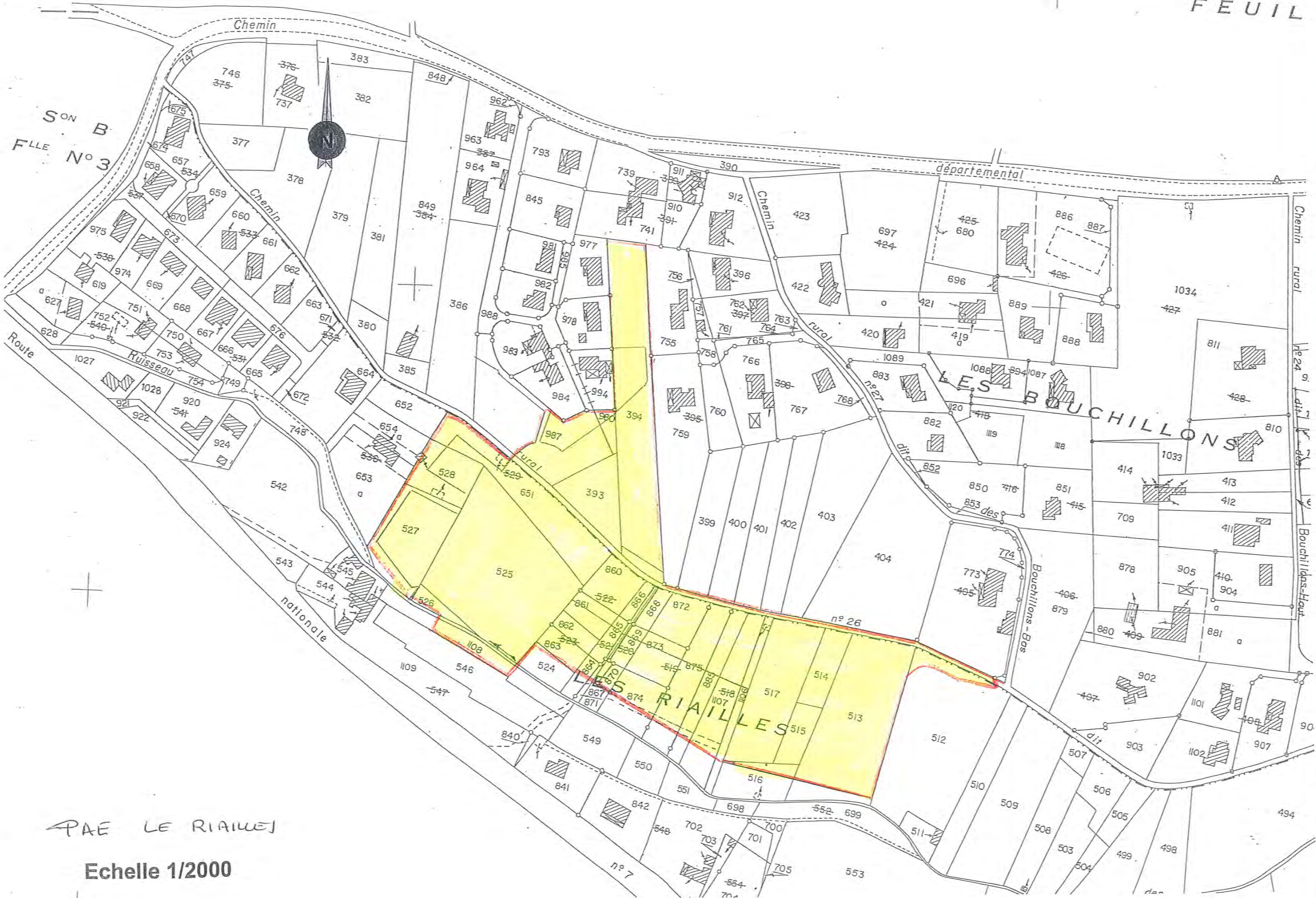
Plan des réseaux d'eau potable





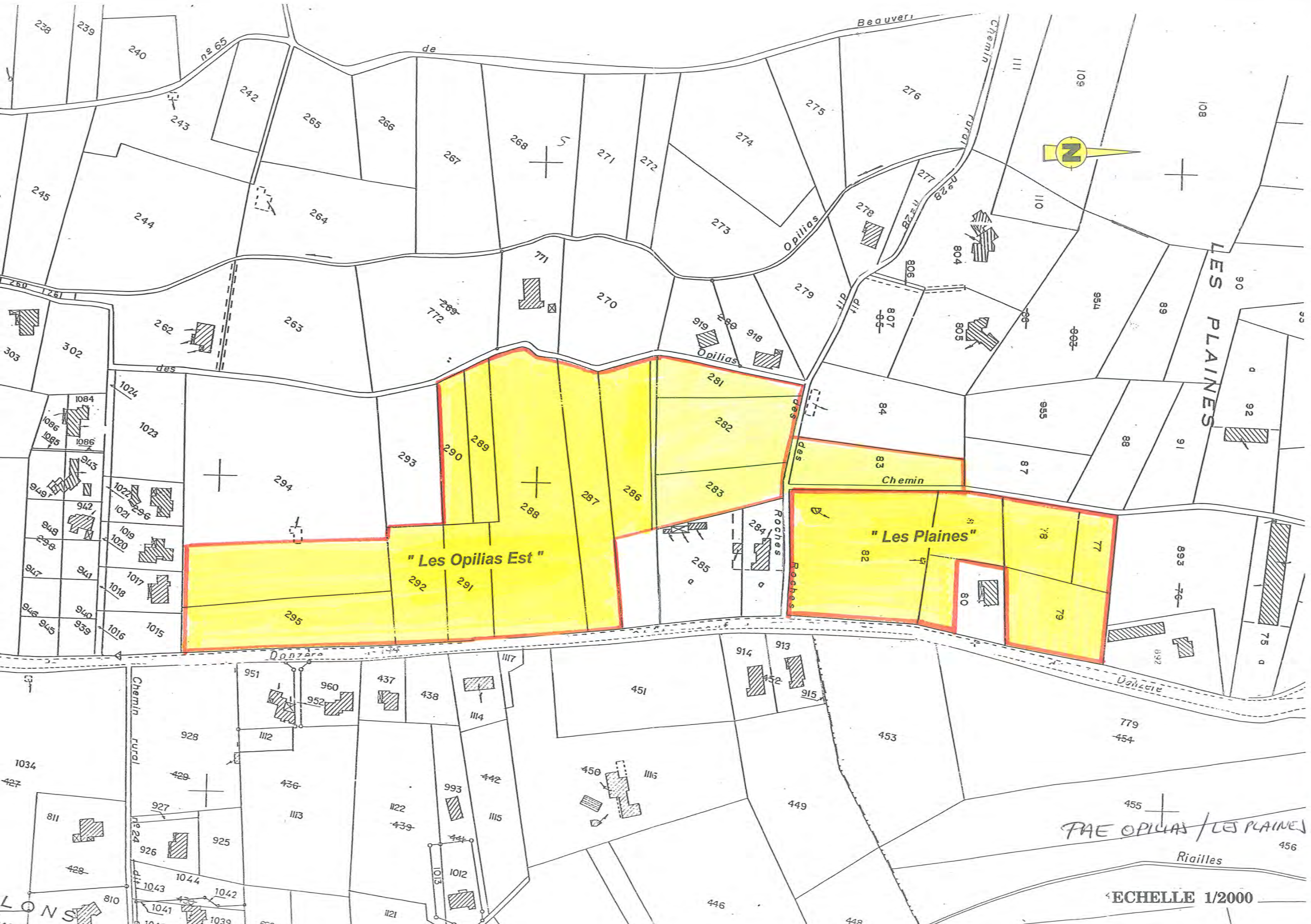
Plan local d'urbanisme (PLU) de la
Ville de Donzère

5.6 Programmes d'aménagement d'ensemble (PAE) approuvés



PAE LE RIAILLES

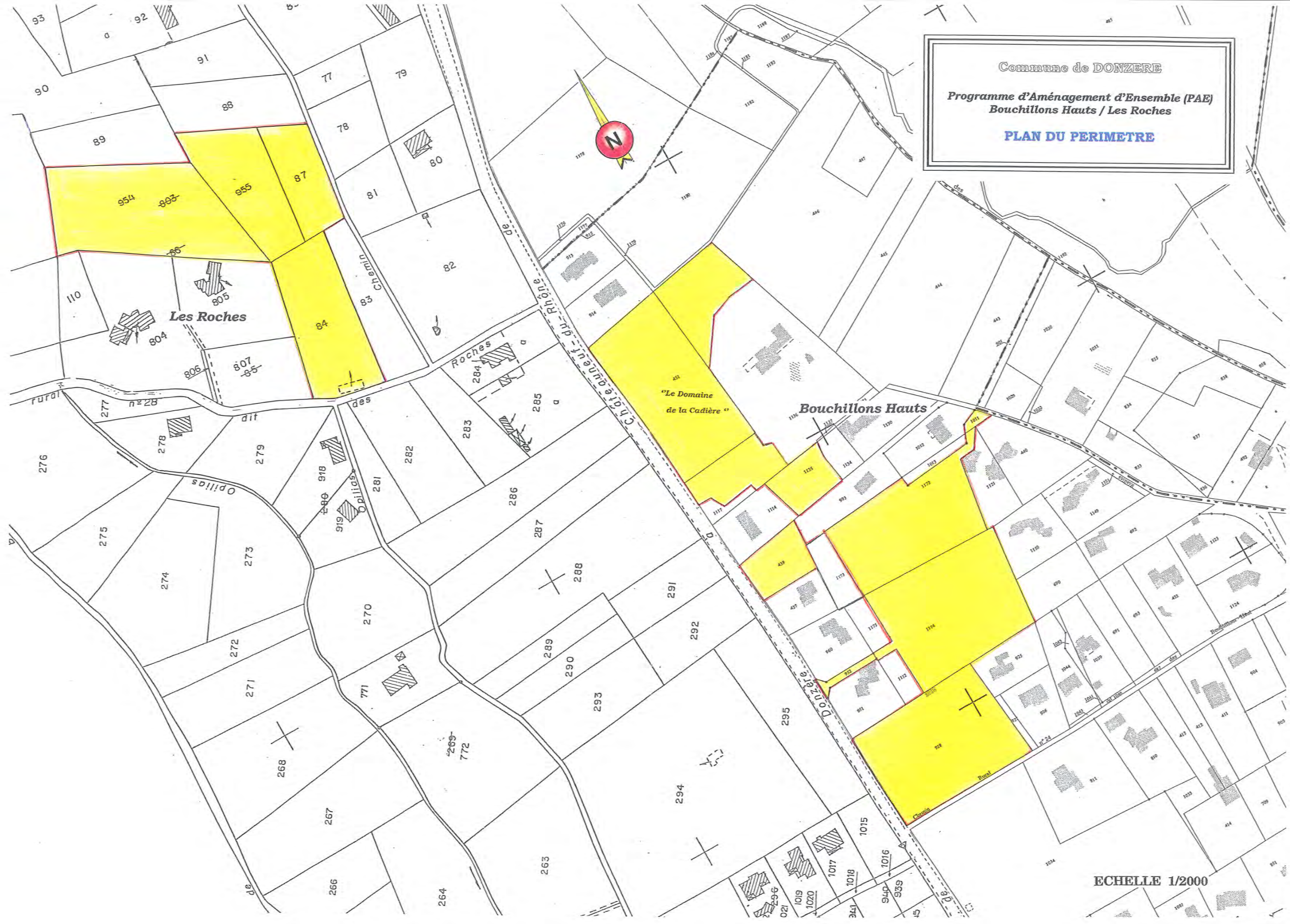
Echelle 1/2000



Commune de DONZERE

Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE)
Bouchillons Hauts / Les Roches

PLAN DU PERIMETRE



ECHELLE 1/2000



**Plan local d'urbanisme (PLU) de la
Ville de Donzère**

5.7 Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRI)



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DROME

Préfecture
Direction des collectivités
et de l'utilité publique
Bureau des enquêtes publiques
Affaire suivie par :
Lucette MANGUIN
Tel.: 04.75.79.28.71
Fax : 04 75 79 28.55
Courriel :
lucette.manguin@drome.gouv.fr
Courriel du BEP : pref-enquetes-publiques@drome.gouv.fr

Valence, le 01 février 2012

Direction des Territoires
Service Aménagement du Territoire et des Risques
Pôle Prévention des Risques
Affaire suivie par :
Alain BRECHET
Tél. : 04 81 66 81 24
courriel : alain.brechet@drome.gouv.fr

Arrêté n° 2012032 0003 portant approbation de la révision du Plan de Prévention des Risques naturels-inondations prévisibles sur la commune de DONZERE

**Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L562-1 à L562-9 et R562-1 à R562-12 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU la loi n° 2004.811 du 13 août 2004 modifiée, de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU la circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables ;

VU la circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables ;

VU la circulaire du 30 avril 2002 relative à la politique de l'État en matière de risques naturels prévisibles et de gestion des espaces situés derrière les digues de protection contre les inondations et les submersions marines ;

VU la circulaire du 21 janvier 2004 relative à la maîtrise de l'urbanisme et de l'adaptation des constructions en zone inondable ;

VU l'arrêté préfectoral n°05-3578 du 4 août 2005 approuvant le Plan de Prévention des Risques naturels inondation sur la commune de DONZERE;

VU l'arrêté préfectoral n°10-0885 du 8 mars 2010 prescrivant la révision du Plan de Prévention des Risques naturels inondation sur la commune de DONZERE approuvé en 2005;

VU l'arrêté préfectoral n°2011294-0031 du 21 octobre 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de Plan de Prévention des Risques naturels inondation de la commune de DONZERE ;

VU l'avis du conseil municipal de DONZERE du 18 juin 2011 ;

VU l'avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 25 juillet 2011 ;

VU l'avis du centre régional de la propriété forestière Rhône-Alpes du 17 juin 2011 ;

VU l'avis du service départemental d'incendie et de secours du 21 juin 2011 ;

VU l'avis du service de navigation Rhône-Saône du 13 juillet 2011 ;

VU l'avis de la chambre d'agriculture de la Drôme du 18 juillet 2011 ;

VU le bilan de la consultation des services et de la concertation avec le public annexé au registre de l'enquête publique ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 15 janvier 2012 ;

VU le rapport d'analyse de février 2012 de la direction départementale des territoires en réponse à chacune des observations du commissaire enquêteur, (rapport à M. le Préfet de la Drôme : analyse des enquêtes publiques conjointes, propositions de suite à donner) ;

Considérant que les avis exprimés avant et lors de l'enquête publique ne modifient en rien la conception du projet dans son économie générale comme dans les détails d'application ;

Considérant dès lors :

- que la révision du plan de prévention des risques inondation de la commune de DONZERE est conforme aux objectifs de préservation des vies humaines et de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens,
- que le règlement contient des mesures de prévention et de sauvegarde conformes à la doctrine nationale exprimée dans les circulaires sus-visées,
- que rien ne s'oppose à sa mise en œuvre ;

Sur la proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Drôme ;

ARRETE

Article 1er :

Le Plan de Prévention des Risques naturels inondation prévisibles de la commune de DONZERE est approuvé.

Article 2

Le Plan de Prévention des Risques naturels inondation prévisibles comprend les pièces suivantes ci-annexées :

- la note de présentation
- la carte de zonage réglementaire
- le règlement

Sont également annexées, à titre d'information :

- les pièces graphiques complémentaires (carte des aléas et carte des enjeux)

Article 3

Le Plan de Prévention des Risques naturels inondation prévisibles de la commune de DONZERE est tenu à la disposition du public aux jours et heures ouvrables à la mairie de DONZERE ainsi qu'en Préfecture de la Drôme (bureau des Enquêtes Publiques).

Article 4

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département.

L'arrêté sera également affiché pendant un mois au minimum à la mairie de DONZERE et porté à la connaissance du public par tout autre procédé en usage dans la commune.

Un certificat du maire justifiera l'accomplissement de cette formalité.

Article 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP1135 38022 GRENOBLE Cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Article 6

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Drôme, Monsieur le Sous-Préfet de Nyons, Monsieur le Maire de la commune de DONZERE, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **01 FEV. 2012**
Le Préfet,



Pierre-André DURAND

RHÔNE et affluents

Plan de Prévention des Risques Naturels - inondation

Commune de DONZERE

1 – Note de présentation

**Direction Départementale
des Territoires de la Drôme**

Prescription le : 8 mars 2010

Sommaire

1 LA DOCTRINE ET LE CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE.....	5
1.1 La politique de l'Etat en matière de prévention et de gestion des risques d'inondation.....	7
1.1.1 Pourquoi une politique de prévention des inondations ?.....	7
1.1.2 Les textes législatifs et réglementaires.....	8
1.1.3 La doctrine PPRi	10
1.1.4 Le Plan Rhône	11
1.1.5 La doctrine Rhône.....	12
1.2 Le contenu du PPR.....	15
1.2.1 Note de présentation.....	15
1.2.2 Plan de zonage réglementaire.....	15
1.2.3 Règlement.....	15
1.2.4 Autres pièces graphiques.....	16
1.3 La procédure d'élaboration du PPR.....	17
1.3.1 Prescription.....	17
1.3.2 Élaboration du dossier par le service déconcentré de l'Etat.....	17
1.3.3 Consultations.....	17
1.3.4 Enquête publique	18
1.3.5 Approbation.....	18
2 - LA MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION DU PPR INONDATION DE LA COMMUNE DE DONZERE.....	21
2.1 Les raisons de la prescription du PPRi	23
2.2 Le périmètre d'étude et le contexte hydrologique.....	25
2.2.1 La commune de Donzère.....	27
2.2.2 Le Rhône et les aménagements CNR.....	27
2.2.3 Les ruisseaux.....	30
2.3 Détermination de la crue et de l'aléa de référence	31
2.3.1 Eléments de connaissance : les données historiques et les crues caractéristiques.....	31
2.3.1.1 Les crues du Rhône.....	31
2.3.1.2 Les crues des ruisseaux affluents.....	38
2.3.2 Crue de référence.....	39
2.3.2.1 La crue de référence du Rhône.....	39
2.3.2.2 La crue de référence pour les ruisseaux affluents.....	40
2.3.3 Modélisation hydraulique.....	41
2.3.3.1 Le Rhône.....	41
2.3.3.2 les ruisseaux affluents.....	43
2.4 La qualification des aléas.....	45
2.4.1 Le Rhône.....	45
2.4.1.1 Débordement direct.....	45
2.4.1.2 Digue CNR.....	45
2.4.2 Les ruisseaux affluents.....	46
2.5 Commentaires de la carte d'aléas.....	47
2.5.1 Pour le Rhône.....	47
2.5.2 Pour les ruisseaux affluents.....	48
2.6 Commentaires de la carte des enjeux.....	51
2.6.1 Méthodologie.....	51
2.6.2 Les principaux enjeux en zone inondable.....	52

2.6.2.1 Les zones urbanisées.....	52
2.6.2.2 Les Établissements Recevant du Public (ERP).....	52
2.6.2.3 Les activités agricoles.....	52
2.6.2.4 L'habitat dispersé.....	52
2.6.3 Les autres enjeux divers.....	53
2.6.4 Les champs d'expansions de crues.....	53
2.7 le plan de zonage règlementaire et le règlement	55
2.7.1 Le plan de zonage règlementaire.....	55
2.7.2 Le règlement	55
2.8 L'association des collectivités	57
2.9 La concertation avec le public.....	59
3 - ANNEXES.....	61
3.1 Sigles et abréviations	63
3.2 Glossaire.....	65
3.3 Scénario hydrologique de la crue de référence du Rhône.....	71
3.4 Les textes de référence.....	73
3.4.1 Les textes spécifiques à l'élaboration des PPR.....	73
3.4.2 Les textes décrivant les effets du PPR.....	74
3.4.3 Les textes spécifiques aux PPRI Rhône et au PPRI de Donzère.....	75
3.5 Dommages et assurances.....	77

1 La doctrine et le contexte réglementaire

1.1 La politique de l'Etat en matière de prévention et de gestion des risques d'inondation

1.1.1 Pourquoi une politique de prévention des inondations ?

Ces dernières années, des catastrophes d'ampleur nationale sont venues rappeler les conséquences dramatiques des crues :

- Le Grand-Bornand, juillet 1987, 23 victimes dans un terrain de camping,
- Nîmes, octobre 1988, 9 morts, 625 millions d'euros de dégâts,
- Vaison-la-Romaine, septembre 1992, 46 morts, 450 millions d'euros de dommages,
- Inondations de 1993-1994 touchant 40 départements et 2750 communes et ayant entraîné la mort de 43 personnes et occasionné 1,15 milliard d'euros de dégâts,
- Sud-ouest novembre 1999, 36 victimes,
- Sud-est septembre 2002, 23 victimes et 1,2 milliard d'euros de dégâts,
- Rhône moyen et aval décembre 2003, 1 milliard d'euros de dégâts,
- Drôme en août et septembre 2008, plus de 100 communes en état de catastrophe naturelle,
- Xynthia février 2010, submersion marine en Vendée et Charentes Maritimes, 41 victimes dans ces deux départements et 1,5 milliard d'euros en première estimation,
- Le Var en 2010, 23 victimes, dommages estimés à 700 millions d'euros.

Il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau, les crues font partie du fonctionnement naturel des fleuves et cours d'eau. Les exemples historiques d'inondations dévastatrices sont légion. Le Rhône et ses affluents n'échappent pas à ce constat comme le montre la chronologie des crues présentée au paragraphe 2.3.1.

Même si le nombre de décès lors des inondations est, heureusement, plus faible que dans le passé (grâce à une meilleure organisation des secours, de l'information et de la communication, une surveillance accrue, des techniques constructives parfois imposées et prenant en compte ce risque), on cherchera tout d'abord à ne pas augmenter voire à réduire le nombre de personnes exposées aux risques. Statistiquement, les victimes seront moindres avec une population restreinte soumise à l'aléa. Il faut comprendre par-là, qu'il faut limiter, voire interdire dans la mesure du possible les nouvelles installations dans les zones à risques. Rappelons qu'il fallut six mois à Lyon pour reprendre une activité normale après les inondations de 1856, et plus récemment, Vaison-la-Romaine (84) a mis deux ans et demi pour effacer les stigmates de la crue de septembre 1992.

Ces exemples démontrent qu'au-delà des personnes, les biens (habitations, activités industrielles, artisanales, commerciales ou encore agricoles) sont vulnérables aux phénomènes de crues. Les locaux sont envahis par les eaux, les voies de communication et de transport de l'énergie et des matières premières sont interrompues. Outre le préjudice financier des éventuelles remises en état, la baisse ou l'arrêt de l'activité économique peut entraîner du chômage technique, des pertes de clientèle, des diminutions de rendement, qui vont parfois bien au-delà du retrait des eaux.

De plus la collectivité doit supporter financièrement la remise en état des équipements collectifs, mais aussi les secours et l'assistance des personnes sinistrées (approvisionnement, relogement, etc.). On doit donc veiller à ne pas augmenter cette vulnérabilité économique, en limitant dans la mesure du possible les nouvelles installations dans les zones à risques et en protégeant l'existant par des mesures constructives ou des techniques prenant en compte le risque inondation.

Enfin, certains aménagements peuvent également modifier profondément les mécanismes de crue. Une délibération du conseil municipal de Tarascon (84) du 19 juin 1856 met en cause les remblais aménagés pour le passage du chemin de fer : *«...nous pouvons ajouter une cause essentiellement aggravante produite par la main des hommes : nous voulons parler de la construction et de la situation du chemin de fer....Les eaux jusqu'à présent fuyaient dans la vaste plaine qui leur était ouverte, et grâce à ce puissant écoulement, la ville n'était inondée qu'à un niveau bien inférieur à celui de la dernière crue..... Les eaux du Rhône se sont élevées dans la ville à 2 mètres au-dessus du niveau de celles de 1840...»*

On le voit, il faut assurer le libre écoulement des eaux, et veiller à préserver les champs d'expansion de crue afin de ne pas aggraver les risques en aval et en amont. On doit donc limiter au maximum les remblaiements et aménagements obstruant ou gênant la propagation et l'expansion de la crue. Il peut paraître qu'un faible remblai ne changera pas la physionomie du fleuve ou de la rivière, mais il faut avoir à l'esprit que la somme de ces impacts apparemment négligeables peut être la cause d'augmentation du risque.

1.1.2 Les textes législatifs et réglementaires

Les retours d'expérience, issus des événements présentés ci-dessus, ont conduit à l'adoption d'une série de textes législatifs qui définissent la politique de l'État dans le domaine de la prévention des risques au sens large, mais aussi dans ses aspects plus spécifiques au risque inondation :

- Loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles,
- Loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs¹,
- Loi n° 95-101 du 2 février 1995 (loi Barnier), relative au renforcement de la protection de l'environnement,
- Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 (loi Bachelot) relative à la prévention des risques naturels et technologiques et à la réparation des dommages,
- Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile.
- Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi « Grenelle 2 ».

Ces textes² ont, pour la plupart, été codifiés dans le code de l'environnement (Livre V, Titre VI), notamment en ce qui concerne les PPR aux articles L562-1 à L562-9.

La procédure d'élaboration des PPR est, quant à elle, codifiée aux articles R562-1 à R562-12 du même code de l'environnement (codification du décret modifié du 5 octobre 1995)

¹ Ce texte a été abrogé par l'article 102 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004, il figure ici pour illustrer la chronologie des textes.

² Les textes de référence pour l'élaboration des PPR en général et ceux du Rhône en particulier sont listés en annexe.

Les objectifs généraux assignés aux PPR sont définis par l'article **L562-1** du code de l'environnement. Ils doivent permettre d'éviter les situations catastrophiques décrites ci-dessus. Ces objectifs sont :

1. *De délimiter les zones exposées aux risques, en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient y être autorisés, de prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;*
2. *De délimiter les zones, qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux, et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que prévues au 1 ci-dessus;*
3. *De définir des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1 et au 2 ci-dessus, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;*
4. *De définir, dans les zones mentionnées au 1 et au 2 ci-dessus, les mesures, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existant à la date de l'approbation du plan, qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.*

En application des alinéas 1° et 2° (présentés ci-dessus) du II de l'article L562-1, le PPR peut définir deux types de zones³.

L'article L562-1 précise que le PPR doit délimiter les « zones exposées aux risques » quelle que soit l'intensité de l'aléa. Une zone d'aléa faible est bien exposée aux risques (le risque peut même y être fort en fonction des enjeux exposés et de leur vulnérabilité)⁴ elle doit donc être réglementée dans le PPR selon les principes du 1° du II de l'article L562-1.

Le 2° du II de l'article L562-1 vise lui expressément les zones « qui ne sont pas directement exposées aux risques », c'est dire non touchées par l'aléa. Une zone d'aléa faible ne peut, en aucun cas, être considérée comme une zone relevant du 2° du II de l'article L562-1.

En fait, pour bien comprendre la nature de ces deux types de zones, il faut garder à l'esprit que la loi s'applique à tous les types de risques naturels. Ainsi les zones « non directement exposées aux risques » concernent principalement les risques d'avalanche et plus encore les mouvements de terrain. En effet, pour ces types de phénomène, des projets implantés sur des secteurs situés en dehors de l'aléa (donc non exposés aux risques) peuvent amplifier fortement l'aléa sur d'autres secteurs. Par exemple, l'infiltration dans le sol des eaux pluviales, d'un lotissement implanté sur un plateau stable, peut provoquer des mouvements de terrain en pied de versant. Le lotissement lui-même n'est pas affecté, mais il amplifie le risque pour les terrains situés en pied de versant. Dans ce cas le plateau doit être considéré comme une zone devant

3 L'article 222 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 a modifié la rédaction de l'article L562-1 du code de l'environnement en supprimant la notion de « zone de danger » et de « zone de précaution », introduite par la loi du 30 juillet 2003 pour qualifier les deux types de zones que peut définir un PPR, pour rétablir le texte dans sa version originelle (loi du 2 février 1995).

4 L'objectif de maîtrise de la vulnérabilité, assigné par le législateur au PPR, s'applique aux personnes et aux biens. Si on peut considérer que dans une zone inondable où l'aléa est faible le risque direct est limité pour les personnes, il n'en est absolument pas de même pour les biens. Une cloison en plaque de plâtre, qui baigne dans l'eau pendant 5 à 6 heures, sera pratiquement dans le même état que la hauteur d'eau soit de 1 mètre ou de 50 cm. Les difficultés de réinstallation dans le bâtiment, et donc les effets indirects sur les personnes, seront quasiment les mêmes dans les deux cas de figure.

être réglementée selon les principes du 2° du II de l'article L562-1. En matière d'inondation il est rarement nécessaire de définir ce type de zones. En effet, au-delà du champ d'inondation, pour avoir une réelle influence sur la dynamique des crues (augmentation des volumes ruisselés, raccourcissement du temps de concentration, augmentation du débit de pointe) les opérations doivent être d'ampleur suffisante et sont donc soumises à des réglementations (autorisation de défrichement, loi sur l'eau, etc.) qui permettent d'examiner l'influence du projet sur les crues en fonction des caractéristiques du projet. A l'inverse au stade du PPR, et en l'absence de projet concret, il n'est pas possible de définir de règles précises qui pourraient même être contradictoires avec la mise en œuvre des autres réglementations.

En ce qui concerne les PPRi des communes riveraines du Rhône, il n'a pas été nécessaire de définir des zones correspondant au 2° du II de l'article L562-1. Les zones extérieures au champ d'inondation de la crue de référence et au lit majeur ne présentent pas, actuellement, d'utilisation du sol susceptible de fortement faire varier les caractéristiques des crues. Elles ne nécessitent donc pas la mise en œuvre de mesures spécifiques. Si cette situation devait évoluer, les réglementations spécifiques aux opérations à engager (autorisation de défrichement, loi sur l'eau – article L214-1 et suivants du code de l'environnement, autorisation d'urbanisme, etc.) permettront d'intégrer l'impact de l'opération sur les crues.

Au-delà des objectifs généraux de l'article L562-1, le code de l'environnement assigne également un objectif particulier aux PPR inondation : la préservation des champs d'expansion des crues, c'est l'objet de **l'article L562-8** :

« Dans les parties submersibles des vallées et dans les autres zones inondables, les plans de prévention des risques naturels prévisibles définissent, en tant que de besoin, les interdictions et les prescriptions techniques à respecter afin d'assurer le libre écoulement des eaux et la conservation, la restauration ou l'extension des champs d'inondation. »

Dans les champs d'expansion des crues, le PPRi se doit d'imposer une stricte maîtrise de l'urbanisation en application de l'article L562-8 du code de l'environnement.

1.1.3 La doctrine PPRi

Les textes⁵ législatifs et réglementaires relatifs aux PPR ont été commentés et explicités dans une série de circulaires, en particulier celles du 24 janvier 1994, du 24 avril 1996, 30 avril 2002 et du 21 janvier 2004 qui détaillent la politique de l'Etat en matière de gestion de l'urbanisation en zones inondables.

D'autre part, les principes d'élaboration des PPR sont précisément décrits dans deux guides édités par les ministères de l'Environnement et de l'Equipe et publiés à la documentation française :

- Guide général - plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPR), 1997 - 78 pages.
- Guide méthodologique - plans de prévention des risques naturels – risques d'inondation, 1999 - 124 pages.

Ces documents de référence constituent le socle de « doctrine des PPRi » sur laquelle s'appuient les services instructeurs pour les élaborer.

5 La liste des textes constituant le corpus de doctrine est présenté en annexe du règlement.

1.1.4 Le Plan Rhône

La crue majeure de 2003 a accéléré la demande publique d'une politique globale de prévention, cohérente et solidaire, des inondations du Rhône.

Dès 2004, en réponse à ces attentes légitimes, l'État, les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes, en réponse à l'**Appel du Grand Delta** lancé par les présidents des trois régions, élaborent **la stratégie globale de prévention des inondations du Rhône**. Cette stratégie repose sur une meilleure protection mais aussi sur le développement et le maintien d'une connaissance et d'une culture du risque partagée par tous.

Elle s'inscrit dans la continuité de l'histoire de l'aménagement du Rhône pour ce qui est de conforter et de fiabiliser les ouvrages existants. Mais elle crée également une rupture avec l'illusion d'une protection absolue assurée par la technique. En effet, elle vise aussi à redonner au fleuve plus d'espace de liberté et à préserver sa richesse écologique.

Les orientations stratégiques du Plan Rhône ont été validées par le Comité Interministériel de l'Aménagement et de Compétitivité Territoriale (CIACT) le 6 mars 2006. Les engagements financiers des différents partenaires du plan (614 M € pour les partenaires nationaux et 33,8 M € pour l'Europe) se sont concrétisés par la signature le 21 mars 2007 du contrat de Projets interrégional Plan Rhône (CPIER) pour la période 2007-2013.

Les objectifs du plan Rhône sont construits sur trois ambitions de développement durable du territoire :

- concilier la prévention des inondations et les pressions d'un développement urbain et des activités humaines en zone inondable,
- respecter et améliorer le cadre de vie des habitants, ce qui passe par la qualité des eaux et le maintien de la biodiversité, par la valorisation du patrimoine et par un tourisme reposant sur les espaces naturels et le patrimoine culturel,
- assurer un développement économique de long terme en développant notamment le transport fluvial.

Six volets thématiques permettent de décliner ces objectifs en actions concrètes construisant un projet d'aménagement ambitieux et respectueux du fleuve et de son environnement :

- promouvoir la **culture** rhodanienne, son patrimoine et son identité,
- concilier la prévention des **inondations** et les pressions d'un développement urbain et des activités humaines en zones inondables,
- garantir la **qualité des eaux** et le partage de la ressource, préserver la biodiversité remarquable du fleuve et de ses annexes aujourd'hui très fragilisées,
- assurer le développement de la production d'**énergie** du couloir rhodanien dans le respect de l'environnement,
- gérer la demande exponentielle de déplacements dans la vallée du Rhône en assurant un meilleur équilibre et une complémentarité entre les différents modes de **transports**,
- assurer à partir du fleuve et de ses berges le développement d'un **tourisme** de qualité.

Les actions du volet inondation s'articulent autour de trois champs d'interventions ayant pour finalité :

- La réduction de l'aléa en agissant, quand c'est possible, sur le phénomène lui même.

- La réduction de la vulnérabilité en proposant des aménagements et des modes de développement plus adaptés au risque d'inondation.
- Savoir mieux vivre avec le risque en développant la connaissance et la compréhension des phénomènes pour faire évoluer les attitudes face aux risques.

Prévenir les conséquences des crues du Rhône en maîtrisant l'urbanisation des zones inondables est une préoccupation ancienne. A l'aval de Beaucaire les Plan des Zones Inondées (PZI) et les Plans des Zones Submersibles (PZS) sont approuvés dès 1911, à l'amont de Beaucaire les Plans des Surfaces Submersibles (PSS) sont approuvés entre 1979 et 1981 (8 janvier 1979 pour le PSS de la commune de Donzère). Entre 1982 et 1995 certaines communes sont dotées d'un Plan d'Exposition aux Risques (PER), c'est le cas dans la Drôme de Livron ou Montélimar par exemple. Enfin, à partir de 1995 des Plans de Prévention des Risques inondation (PPRI) sont élaborés sur quelques communes, le plus souvent pour intégrer les risques liés aux affluents, comme à Donzère ou à Etoile-sur-Rhône.

Cependant, dans le cadre du Plan Rhône, l'hétérogénéité des documents de maîtrise de l'occupation du sol est vite apparue comme un handicap important pour la mise en œuvre d'une politique cohérente sur l'ensemble du bassin. Pour remédier à cette situation, la réalisation de Plan de Prévention des Risques d'inondation, pour toutes les communes du bassin, a été inscrite comme une des actions prioritaires du **volet inondation** du Plan Rhône. Cette maîtrise de l'occupation des sols par les PPRI concourt à la non aggravation de la vulnérabilité des personnes et des biens et permet d'initier des démarches de réduction de la vulnérabilité de l'existant.

Afin, de garantir la cohérence technique des documents et l'équité de traitement des populations riveraines le Préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée a souhaité que ce document soit élaboré dans un cadre commun, sur tout le bassin. Cette volonté s'est traduite par la rédaction de la « doctrine commune pour l'élaboration des plans de prévention des risques d'inondation du Rhône », dite « doctrine Rhône ».

1.1.5 La doctrine Rhône

La doctrine Rhône décline, dans le contexte du fleuve Rhône marqué notamment par les aménagements de la CNR, les principes généraux de prévention des risques inondation contenus dans les documents nationaux.

Elle définit les objectifs suivants :

- limiter les implantations humaines dans les zones inondables et les interdire dans les zones les plus exposées afin de répondre à la sécurité des personnes,
- préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques en amont et en aval et pour que les secteurs qui sont peu ou pas urbanisés continuent à jouer leur rôle de régulation des crues,
- réduire les dommages et les coûts d'indemnisation.

Ces objectifs dictent les principes de gestion des zones inondables à mettre en œuvre :

- prendre des mesures interdisant les nouvelles constructions en zone de risque fort et permettant de réduire les conséquences et les dommages provoqués par les inondations sur les constructions existantes ainsi que sur celles qui peuvent être autorisées en zone de risque moins important,
- exercer un strict contrôle de l'extension de l'urbanisation dans les champs d'expansion des crues, pour que ces zones conservent leurs capacités de stockage et d'étalement

des crues et contribuent à la sauvegarde des paysages et des écosystèmes des zones humides,

- éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés.

La doctrine Rhône reprend également les principes de la circulaire du 30 avril 2002, en matière de gestion des espaces situés derrière les digues de protection contre les inondations, et les décline au cas particulier des aménagements de la CNR (en ce qui concerne les digues, ces règles sont détaillées au paragraphe 2.4.1)

Ainsi l'Etat veille à ce que l'élaboration des PPRI repose sur des règles homogènes de manière à assurer la cohérence et l'équité sur l'ensemble du bassin, d'une rive à l'autre, de l'amont à l'aval.

Approuvée en juin 2006 par l'ensemble des préfets de région et de département, la doctrine Rhône a été publiée en avril 2007 par le Préfet coordonnateur de bassin. Elle est disponible à l'adresse suivante :

http://www.rdbmrc-travaux.com/spge/site_v2/IMG/pdf/doctrine_PPRI_Rhone_derniere_version.pdf

En tant que traduction opérationnelle de la doctrine Rhône, le PPRI est donc l'outil local privilégié, au niveau d'une commune, pour la mise en œuvre de la politique nationale de gestion de l'urbanisation en zone inondable.

1.2 Le contenu du PPR

Établi sur l'initiative du préfet de département, le PPR a pour objet de délimiter, à l'échelle communale, voire intercommunale, des zones exposées aux risques qualifiés de naturels prévisibles tels que les tremblements de terre, **les inondations**, les avalanches ou les mouvements de terrain, afin de définir dans ces zones les mesures permettant d'atteindre les objectifs présentés au paragraphe 1.1.

Un PPR comprend au minimum 3 documents : une note de présentation, un plan de zonage réglementaire et un règlement.

1.2.1 Note de présentation

Il s'agit du présent document, qui a pour but d'expliquer, de justifier et de préciser :

- la politique de prévention des risques,
- la procédure d'élaboration du plan de prévention des risques,
- les effets du PPR,
- les raisons de la prescription du PPR sur le secteur géographique concerné,
- les phénomènes naturels pris en compte,
- les éléments de définition des aléas pris en compte,
- les règles de passage de l'aléa au zonage réglementaire,
- la présentation du règlement et du zonage réglementaire.

1.2.2 Plan de zonage réglementaire

Ce document présente la cartographie des différentes zones réglementaires. Il permet, pour tout point du territoire communal, de repérer la zone réglementaire à laquelle il appartient et donc d'identifier la réglementation à appliquer.

Ce document cartographique est présenté sur un fond de plan cadastral⁶ à l'échelle du 1/5 000^{ème}.

1.2.3 Règlement

Pour chacune des zones définies dans le plan de zonage, ce règlement fixe :

- les mesures d'interdiction concernant les constructions, ouvrages, aménagements, exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales, industrielles,
- les conditions dans lesquelles les constructions, ouvrages, aménagements, exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles autorisés doivent être réalisés, utilisés ou exploités.

⁶ Les fonds cadastraux utilisés sont ceux issus la BD parcellaire ® de l'IGN, édition 2006. Afin de respecter le géoréférencement initial ces fonds sont conservés tout au long de l'étude. De ce fait il est possible que des constructions nouvelles n'apparaissent pas sur les cartes du PPRi, ce qui ne nuit en rien au repérage des parcelles et à l'examen de leur situation par rapport à la zone inondable, qui reste l'objectif premier du plan de zonage réglementaire.

Il énonce également :

- les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités ou les particuliers,
- le cas échéant, les travaux imposés aux biens existants avant l'approbation du PPR.

1.2.4 Autres pièces graphiques

En plus des pièces réglementaires présentées ci-dessus, d'autres cartes sont produites pour aider à la compréhension du dossier. Il s'agit de :

- la carte des aléas,
- la carte des enjeux.

Ces documents n'ont pas de portée réglementaire.

1.3 La procédure d'élaboration du PPR

La procédure d'élaboration⁷ d'un PPR déroule chronologiquement les phases décrites dans les articles suivants. La révision du PPRi de Donzère s'inscrit dans la même procédure.

1.3.1 Prescription

Le PPR est prescrit par un arrêté préfectoral qui :

- détermine le périmètre mis à l'étude et la nature des risques pris en compte,
- désigne le service déconcentré de l'Etat chargé d'instruire le projet,
- définit les modalités de la concertation avec la public,
- est notifié aux maires des communes concernées,
- est publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

1.3.2 Élaboration du dossier par le service déconcentré de l'Etat

La première phase consiste à réaliser les études techniques⁸ concernant les risques pris en compte sur le territoire de prescription du PPR.

A partir de leurs résultats, confrontés aux enjeux du territoire, le zonage et le règlement sont élaborés en association avec les collectivités concernées.

Le projet de PPR est également soumis à concertation avec le public, selon les modalités définies dans l'arrêté de prescription.

1.3.3 Consultations

Le projet de PPR est soumis à l'avis des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan.

Si le projet de plan contient des mesures de prévention des incendies de forêt ou de leurs effets ou des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde relevant de la compétence des départements et des régions, ces dispositions sont soumises à l'avis des organes délibérants de ces collectivités territoriales. Les services départementaux d'incendie et de secours intéressés sont consultés sur les mesures de prévention des incendies de forêt ou leurs effets.

⁷ La révision du PPRi de Donzère ayant été prescrite le 8 mars 2010, l'ensemble de la procédure, prescription, élaboration, consultations des services et enquête publique, est conduite selon les dispositions des articles L562-3 et R562-7 à R562-9 du code de l'environnement (dispositions issues de la loi du 30 juillet 2003 et du décret du 12 octobre 2007).

⁸ Ces études sont détaillées au paragraphe 2.3.

Lorsque le projet de plan concerne des terrains agricoles ou forestiers, le projet est également soumis à l'avis de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière.

Éventuellement, d'autres services ou organismes sont consultés, sans pour autant que cela soit obligatoire, pour tenir compte de particularités propres à la commune (sites sensibles, vestiges archéologiques,...) et dans le cas du Rhône pour assurer une cohérence d'ensemble (DREAL).

Tout avis demandé qui n'est pas rendu dans un délai de deux mois est réputé favorable.

1.3.4 Enquête publique

Le projet de plan est soumis par le préfet à une enquête publique dans les formes prévues par les articles L562-3, R562-8, L123-1 à L123-16 et R123-6 à R123-23 du code de l'environnement, et assortie des dispositions des deux alinéas qui suivent :

- Les avis recueillis en application des trois premiers alinéas de l'article R562-7 sont consignés ou annexés au registre d'enquête dans les conditions prévues par l'article R123-17 du code de l'environnement.
- Le maire de la commune sur laquelle le plan doit s'appliquer est entendu par le commissaire enquêteur, une fois l'avis du conseil municipal consigné ou annexé au registre d'enquête.

Pendant la durée de l'enquête, les appréciations, suggestions et contre-propositions du public peuvent être consignées sur le registre d'enquête tenu à leur disposition dans chaque lieu où est déposé un dossier. Les observations peuvent également être adressées par correspondance au commissaire enquêteur. Elles y sont tenues à la disposition du public. En outre, les observations du public sont reçues par le commissaire enquêteur, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et annoncés.

Durant l'enquête publique le commissaire enquêteur reçoit le maître d'ouvrage de l'opération soumise à enquête publique, l'Etat représenté par la DDT dans le cas d'un PPR (article L123-9 du code de l'environnement devenu L123-13 suite à la loi du 12 juillet 2010).

Après clôture de l'enquête le commissaire enquêteur entend toute personne qu'il lui paraît utile de consulter ainsi que le maître de l'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande. Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies et les réponses apportées par le maître d'ouvrage. Le commissaire enquêteur consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération. Le commissaire enquêteur transmet au préfet le dossier de l'enquête avec le rapport et les conclusions motivées dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête.

1.3.5 Approbation

A l'issue des consultations et de l'enquête, le plan de prévention des risques naturels, éventuellement modifié pour tenir compte des avis recueillis, est approuvé par arrêté préfectoral.

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public en préfecture et en mairie.

Le PPR approuvé vaut servitude d'utilité publique et doit être annexé au PLU en application des articles L126-1, R126-1, R126-2 et R123-22 du code de l'urbanisme.

PROCEDURE D'ELABORATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS (Art R562-1 à R562-10 du code de l'environnement))
<i>PRESCRIPTION R562-1 et R562-2</i>
Arrêté préfectoral de prescription Il détermine le périmètre mis à l'étude, la nature des risques, désigne le service de l'état chargé de l'instruction du dossier et indique les modalités de la concertation avec le public.
<i>ELABORATION R562-3 à R562-5</i>
Elaboration du projet de PPR par le service instructeur, désigné par le préfet Réalisation des études et élaboration du dossier (note de présentation, plan de zonage réglementaire, règlement) Association des collectivités durant toute la procédure d'élaboration. Concertation avec le public dans les conditions définies par l'arrêté de prescription.
<i>CONSULTATIONS⁹ R562-7</i>
Recueil des Avis : du ou des conseils municipaux, des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme, de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière, si le projet concerne des terrains agricoles ou forestiers, du service départemental d'incendie et secours (SDIS), si le projet contient des mesures relatives aux incendies de forêt, du conseil général ou du conseil régional, si le projet contient des mesures relevant de leurs compétences.
<i>ENQUÊTE PUBLIQUE R562-8 et R123-6 à 23</i>
Arrêté préfectoral de mise à l'enquête publique L'enquête a une durée d'un mois minimum. Les avis recueillis lors des consultations sont annexés au registre d'enquête. Les maires des communes sur le territoire desquelles le plan doit s'appliquer sont entendus par le commissaire enquêteur. Le maître d'ouvrage (service instructeur) est entendu par le commissaire enquêteur. Le commissaire enquêteur rédige un rapport et formule des conclusions motivées. Les avis recueillis lors des consultations et des observations émises lors de l'enquête publique ainsi que des réponses du maître d'ouvrage sont prises en compte. Ces documents sont rendus publics.
<i>APPROBATION R562-9</i>
Arrêté préfectoral d'approbation Le plan éventuellement modifié pour tenir compte des avis recueillis au cours de l'enquête est approuvé par arrêté préfectoral. L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département et dans un journal régional ou départemental, il est affiché un mois en mairie et au siège des EPCI compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme. Le plan approuvé est tenu à la disposition du public dans les mairies et aux sièges des établissements publics de coopération intercommunale ainsi qu'en préfecture.
<i>EFFETS L562-4</i>
Le PPR approuvé vaut servitude d'utilité publique Il est annexé au PLU en application des articles L126-1, R126-1, R 126-2 et R 123-22 du code de l'urbanisme.

⁹ Tout avis non rendu dans un délai de 2 mois est réputé favorable.

2 - La méthodologie d'élaboration du PPR inondation de la commune de DONZERE

2.1 Les raisons de la prescription du PPRi

Doter les communes riveraines du Rhône de PPRi, établis à partir de règles cohérentes et homogènes sur tout le bassin, est une des actions phares du Plan Rhône (Cf. supra). En effet, les crues de 2003 sont venues rappeler l'absolue nécessité de la maîtrise de l'urbanisation en zones inondables.

L'analyse des catastrophes récentes montre que l'accroissement des dommages résulte de plusieurs facteurs :

- l'extension urbaine (notamment dans les années 60 à 90) qui s'est souvent faite dans des zones inondables sans conscience de leur vulnérabilité en particulier à l'arrière des ouvrages de protection,
- l'accroissement des moyens techniques et la création des infrastructures qui ont augmenté notablement la valeur des biens, la vulnérabilité des activités exposées et la pression sur les zones inondables,
- la diminution des champs d'expansion de crues, consécutive à l'urbanisation aggravée par l'édification de digues et de remblais qui pouvaient avoir pour but de protéger des zones agricoles, souvent d'anciennes prairies mises en cultures, qui a notoirement réduit l'effet naturel d'écrêtement des crues, bénéfique aux secteurs aval des cours d'eau,
- l'aménagement hasardeux des cours d'eau, dont l'objet était bien souvent étranger à la lutte contre les inondations (extraction de granulats, protection de berge) favorisait un écoulement rapide localement, sans se soucier des conséquences hydrauliques amont-aval.
- le changement de pratiques culturelles et d'occupation des sols (suppression des haies, diminution des prairies au profit des cultures, manque d'entretien des cours d'eau, recalibrage et création de fossés de drainage, labours dans le sens de la pente) et l'urbanisation qui engendre l'imperméabilisation des sols, ont également pu contribuer à l'augmentation du risque d'inondation.

L'étude des catastrophes récentes, tout comme l'examen de la longue chronologie des crues du Rhône (Cf. infra), démontrent qu'en réalité c'est bien plus la vulnérabilité (risque de pertes de vies humaines ou coût des dommages pour une crue de référence), que l'aléa (intensité des phénomènes de crue) qui a augmenté ces dernières années. De même, ce sont plus les conséquences des inondations que les inondations elles-mêmes qui sont allées grandissantes.

La prescription d'un PPR, répond donc à plusieurs objectifs. En effet c'est un dossier qui permet de disposer d'un document unique de gestion des risques d'inondation pour :

- garantir la prise en compte du risque dans les politiques d'urbanisation et d'aménagement,
- définir les orientations d'aménagement durable des communes au travers des documents d'urbanisme (PLU et carte communale),
- garder en mémoire et intégrer le risque sur l'ensemble des communes concernées, même sans document d'urbanisme,
- intégrer les risques spécifiques liés aux ouvrages de protection,
- instruire en toute connaissance de cause les autorisations d'urbanisme,
- définir des actions de prévention individuelles ou collectives.

Application à la commune de Donzère

La commune de Donzère est dotée d'un PPRi approuvé le 4 août 2005.

Afin de répondre aux objectifs du plan Rhône en matière de réalisation des PPRi, le Préfet de la Drôme a validé en juin 2008 un programme d'élaboration des « PPRi Rhône » du département. Dans ce programme, il est indiqué qu'une révision du PPRi de la commune de Donzère était envisageable pour la partie affluents dans la mesure où des travaux de diminution de la vulnérabilité étaient mis en œuvre dans le centre bourg sur le ruisseau des Riailles.

Les travaux correspondants ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage communale au cours de l'année 2009.

Cette situation a donc conduit à la révision du PPRi de la commune de Donzère, par arrêté préfectoral n°10-0885 du 8 mars 2010.

Cette révision permet également de mettre en accord le nouveau dossier de PPRi avec les préconisations contenues dans la doctrine Rhône.

A noter que depuis l'approbation du PPRi, le PSS, document approuvé en Conseil d'Etat pour un linéaire important du Rhône, demeure, même si dans les faits, la servitude générée par le PPRi supplante celle du PSS qui est donc devenu inopérant pour la gestion de l'urbanisme sur la commune de Donzère.

2.2 Le périmètre d'étude et le contexte hydrologique

Le périmètre d'étude concerne l'ensemble du territoire communal. Du point de vue hydrographique, il concerne en premier lieu le Rhône et ses affluents principaux sur la commune : le ruisseau des Opillas, le ruisseau des Riailles, les écoulements de Combelonge et la rivière de la Berre dont le cours ne fait que longer une partie de la limite Sud de la commune, mais également les talwegs, ravins et vallats (voir chapitre 4 du Titre 1 du règlement).

Le Rhône s'écoule selon un axe quasiment rectiligne orienté Nord-Sud. Il pénètre dans le territoire communal par le « défilé de Donzère » (rétrécissement d'environ 3 km lié à la présence de falaises) qui marque le dernier véritable « verrou » de la vallée du Rhône avant que son cours ne rejoigne la plaine du Tricastin puis la mer Méditerranée par une succession de relief de plaine. La pente moyenne est de l'ordre de 0,066% (0,66 m/km).



*Le « défilé » du Rhône entre Viviers et Donzère
(Wikipédia - by Bapsy)*

L'étendue du bassin versant, l'influence climatique (océanique et méditerranéenne) et la diversité des terrains drainés confère au Rhône un régime complexe que les affluents méridionaux viennent également perturber.

A noter toutefois qu'aucun affluent d'importance significative pour le débit du Rhône ne vient se jeter directement dans le Rhône sur le territoire de la commune de Donzère.

Au niveau de l'agglomération de Donzère, débute l'aménagement de Donzère-Mondragon qui comprend les ouvrages suivants :

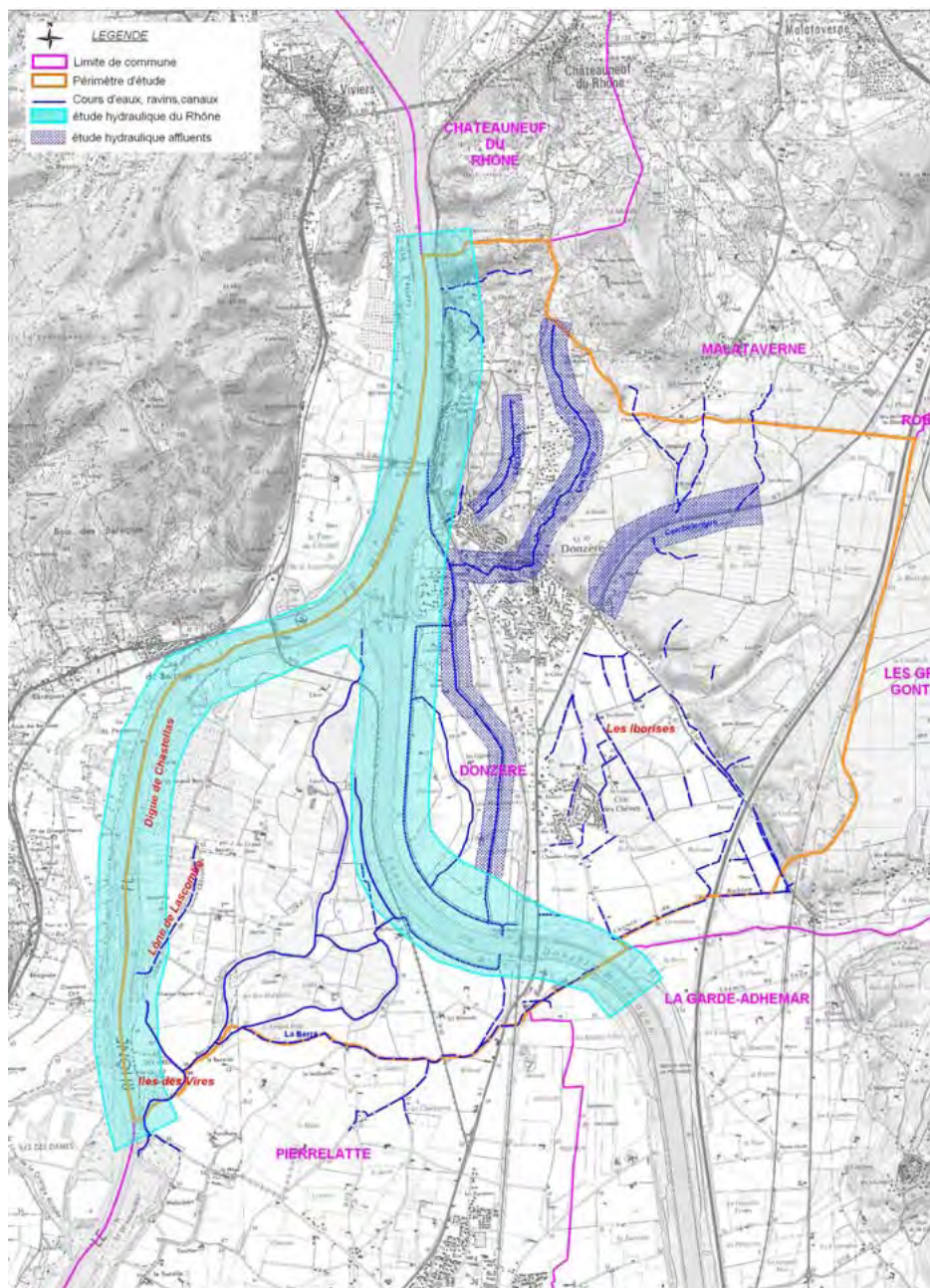
- un barrage de retenue avec une passe à poisson,
- un barrage de garde usinier marquant l'entrée du canal de dérivation
- un barrage de garde comprenant une passe navigable,
- le canal d'amenée d'une longueur de 17 km,
- l'usine écluse de Bollène,
- le canal de fuite d'une longueur de 11 km.

La partie comprise entre le vieux Rhône court-circuité (RCC) et le canal de d'amenée représente la zone inondable par le Rhône sur la commune de Donzère. Il s'agit d'une plaine essentiellement agricole et accueillant plusieurs sites de carrières.

Concernant les autres affluents :

- les Opillas se présentent sous forme de deux combes sèches (Opillas Est et Opillas Ouest qui affectent, après leur confluence, le Nord du bourg avant de se diriger vers leur exutoire : le canal de Pierrelatte. Ces deux combes drainent de petits bassins versants (total de 0,8 km²) et les pentes moyennes sont d'environ 6%

- Combelonge draine un bassin versant de 10 km² qui récupère les eaux pluviales depuis le plateau de Malataverne et du grand Coudouly, longe la RN7 puis s'étale largement, à partir de la RD541, pour affecter tout le territoire Sud-Est de la commune. A l'origine, ce ruisseau s'écoulait à l'Ouest de la RN7, vers le triangle de « Gresse » où son cours se perdait dans un marais.
- Le bassin versant des Riailles d'environ 2 km² entre le Navon (sommet de 335 m) et le centre de Donzère est de forme allongé et sa pente est de l'ordre de 5%. A l'origine, ce ruisseau traversait Donzère à ciel ouvert puis il a été busé dans sa traversée de la ville par une buse ovoïde T 1500. La capacité cette buse (3,5 m³/s) correspondait au débit maximal d'une crue décennale. La crue de 1988 a montré l'insuffisance de cette capacité en provoquant de gros dégâts dans le centre ville. Depuis cette date plusieurs travaux d'aménagement ont été réalisés et en dernier lieu, ceux de 2009 qui ont permis de supprimer l'aléa inondation et donc la vulnérabilité sur le centre ancien pour une crue de référence centennale.
- Par ailleurs, le canal de dérivation de Donzère est venu couper l'écoulement normal de la Berre (bassin versant de 125 km²) qui se jette désormais, par un déversoir bétonné, dans le canal d'amenée au PK 175,5, après avoir transité par 2 bassins de décantation destinés à retenir le débit solide.



Périmètre de l'étude et réseau hydrographique

2.2.1 La commune de Donzère

Donzère est une commune de 4 932 habitants (estimation 2007), d'une superficie de 3 210 hectares, située au bord du Rhône, au Nord de la plaine du Tricastin, qui présente une largeur moyenne de 5 km, entre le Rhône et les premiers contreforts montagneux des Pré-alpes. L'altitude moyenne de la commune est de 74 m variant de 200 m au droit du défilé à 55 m dans la plaine.

Outre les zones pavillonnaires autour du centre ancien, l'urbanisation s'est développée dans le quartier de la cité des Chênes ainsi qu'autour de la RD 844 et RN 7.

Les zones inondables sont composées essentiellement de secteurs agricoles, de secteurs de carrières alluvionnaires ainsi que d'un secteur pavillonnaire au quartier 'Villa des Roses ».

Deux voies importantes traversent la commune suivant un axe Nord-Sud en coupant les axes d'écoulement des affluents : la RN 7 et la voie SNCF. L'autoroute A 7 et la voie TGV contournent la commune par l'Est.

Évolution démographique

1911	1962	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2007
1561	2311	3334	3223	3915	4265	4379	4787	4932

La commune de Donzère est dotée d'un POS actuellement en révision.

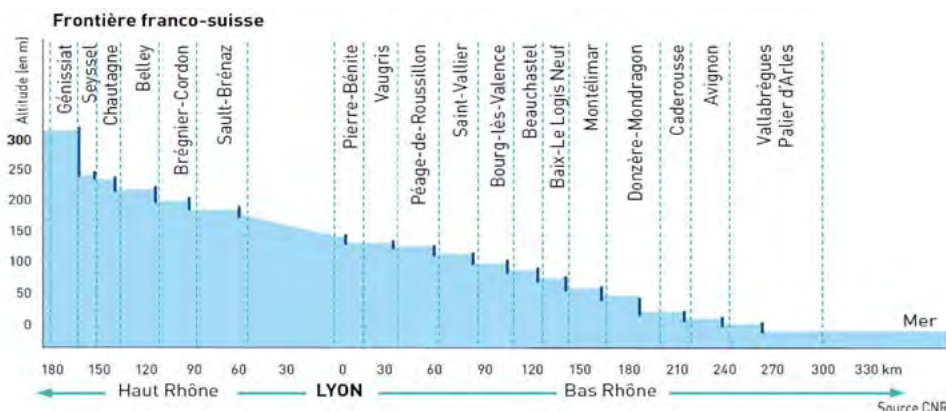
Elle fait partie du syndicat intercommunal d'aménagement et de gestion des abords du Rhône (SIAGAR), créé suite aux crues de 1994. Il assure la gestion et l'entretien des digues sur les communes de Donzère et Pierrelatte.

La réalisation des travaux d'aménagement des Rialles en 2009 vont permettre à la commune de disposer de terrains, maintenant hors zone inondable, propice à la construction d'équipements publics.

2.2.2 Le Rhône et les aménagements CNR

Concédée en 1934 à la Compagnie Nationale du Rhône (CNR elle même créée en 1933) la réalisation des aménagements du Rhône répond à un triple objectif :

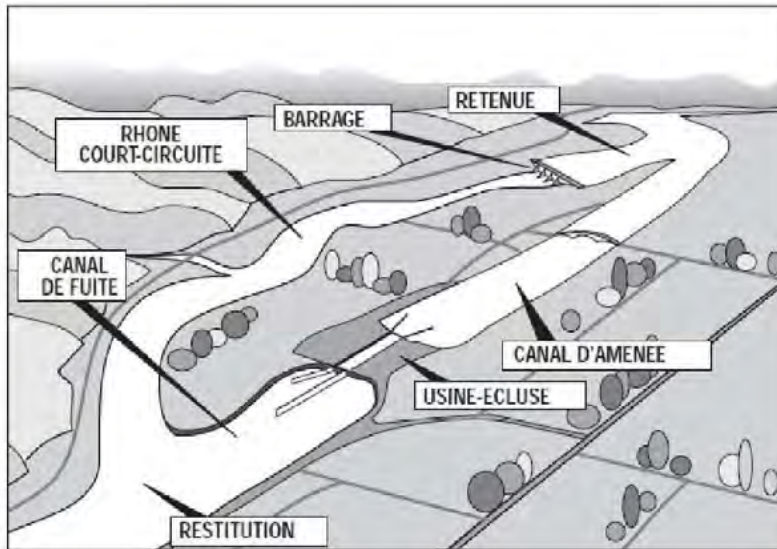
- assurer la navigation sur le fleuve,
- permettre le développement agricole par l'irrigation,
- utiliser la force hydraulique pour la production d'énergie électrique.



La succession des aménagements (Source : Le Rhône en 100 questions, 2008, p.81)

Réalisés de 1934 à 1986 les aménagements du Rhône se présentent comme une succession de chute de faible hauteur au fil de l'eau, formant une série de « marches d'escaliers » de Génissiat à la mer.

La majorité des aménagements répond au schéma ci-dessous.



Aménagement type du Rhône (Source CNR)

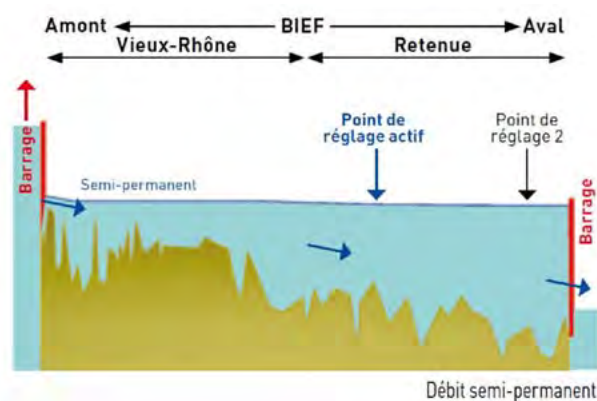
Un barrage mobile, à hauteur ajustable, crée une retenue contenue par des endiguements latéraux.

Un canal de dérivation (canal d'amenée) permet la navigation et conduit à l'usine hydroélectrique et l'écluse.

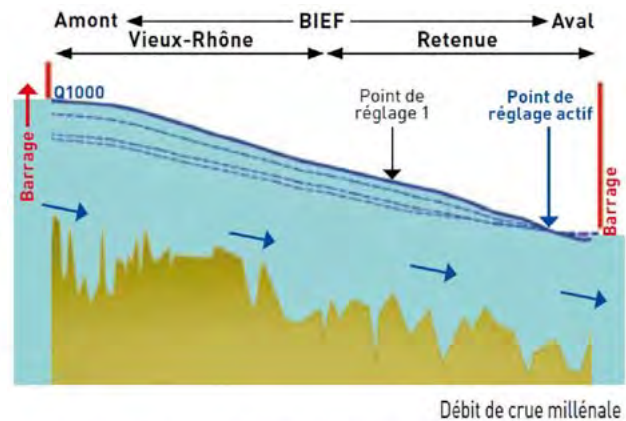
Des contre-canaux longent les endiguements pour assurer le drainage.

Le barrage permet également d'assurer le maintien du débit réservé dans le vieux Rhône (RCC).

Hors périodes de crue la hauteur de chute est maximale, le plan d'eau de la retenue est pratiquement horizontal. Pendant les crues le barrage de retenue est ouvert progressivement afin de faire transiter le surplus de débit. Pour une crue très forte le barrage est entièrement ouvert, le fleuve retrouve alors une pente naturelle au lieu des marches d'escaliers du fonctionnement habituel, comme l'illustre le schéma ci-dessous.



Situation normale



Basculement progressif du plan d'eau pour retrouver la pente naturelle du fleuve en crue.

Situation en crue

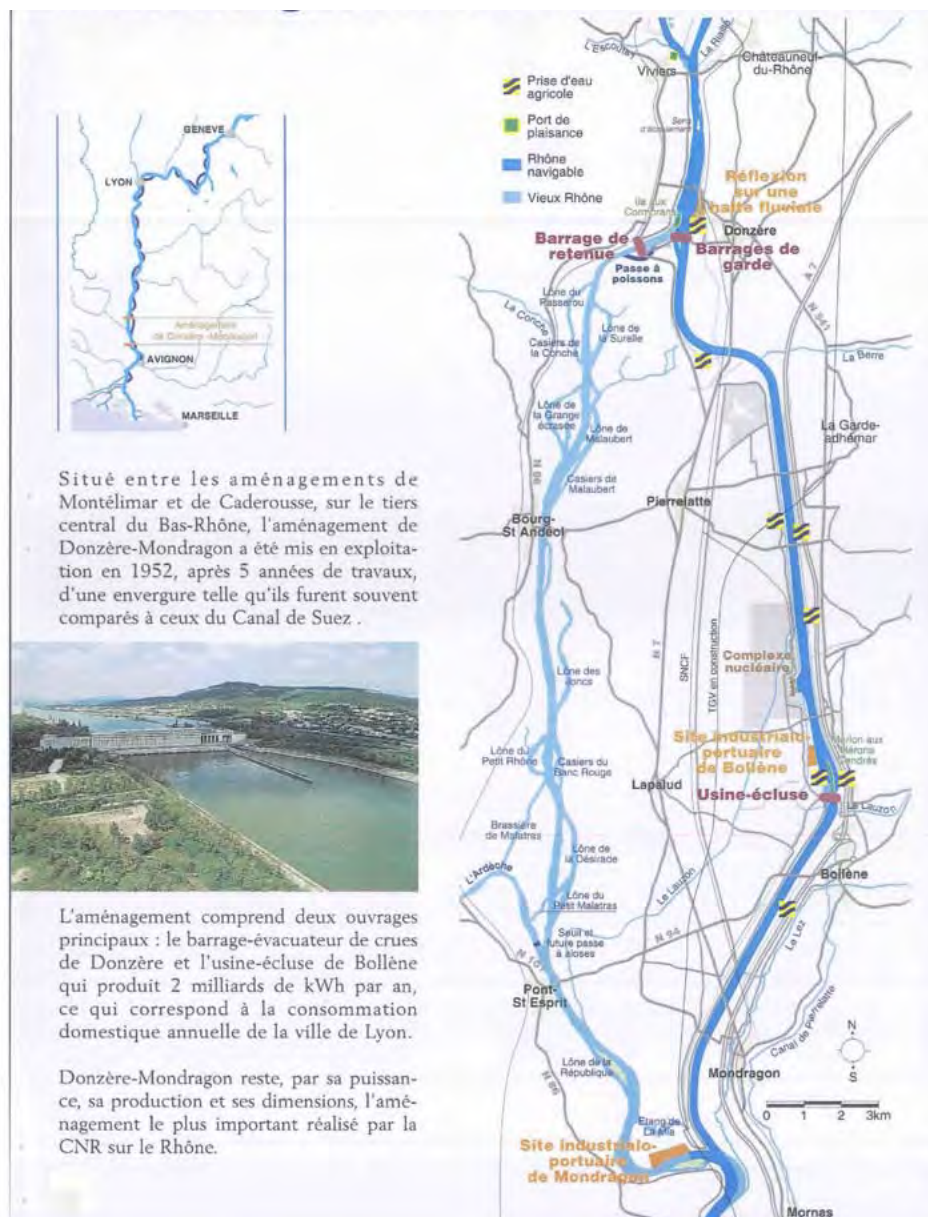
Le Rhône en 100 questions, 2008, p.85 (Source CNR)

Ce principe de fonctionnement conduit donc, pendant les crues, à un abaissement du plan d'eau à l'amont du barrage. Cet abaissement ne correspond pas à une vidange de la retenue, mais au retour au profil naturel d'écoulement des crues, le niveau s'élevant à l'amont du plan d'eau.

Les aménagements du Rhône n'ont donc pas été conçus pour écrêter les crues mais pour les laisser s'écouler naturellement, sans les aggraver par rapport à la situation avant aménagement. C'est un principe fondamental, inscrit dans le cahier des charges de la CNR, qui a prévalu lors du dimensionnement des ouvrages et qui guide la gestion et l'exploitation de ces ouvrages.

Environ le quart de la superficie (850 ha) de la commune de Donzère se trouve entre le Rhône court-circuité et le canal CNR du bief de Donzère-Mondragon mis en service en 1952 après 5 ans de travaux. Le barrage de retenue de Donzère règle le niveau de la retenue amont. L'aménagement s'étend sur environ 28 km entre le barrage de Donzère (PK 171,5) et la restitution une dizaine de km au sud de l'usine-écluse de Bollène vers le PK 201¹⁰ environ.

L'aménagement de Donzère-Mondragon



Source CNR : Etude globale du Rhône, 2002, Bief de Donzère-Mondragon

Au droit du barrage de Donzère, les eaux du Rhône empruntent le canal de dérivation et sont turbinées par l'usine-écluse de Bollène « au fil de l'eau », c'est à dire sans stockage dans la retenue. A l'aval de l'usine, les eaux sont restituées par le canal de fuite.

Sur la commune de Donzère, un siphon est repérable sous la canal d'amenée au PK 174,4. Il permet le ressuyage des eaux stockées rive gauche du canal, issues des écoulements des ruisseaux et ceux des débordements de la Berre.

10 PK : Point kilométrique, sur le Rhône aval le PK 0 est situé au confluent Rhône Saône.

2.2.3 Les ruisseaux

Comme indiqué en début de chapitre, la commune de Donzère comprend plusieurs ruisseaux pour lesquelles l'aléa a déjà été qualifié dans le PPR approuvé en 2005.

Seul l'aléa du ruisseau des Riailles doit être modifié pour tenir compte des travaux d'aménagement effectués en 2009 sur cet axe d'écoulement.

2.3 Détermination de la crue et de l'aléa de référence

La première étape technique de réalisation d'un PPRi consiste à déterminer la crue qui va permettre de cartographier l'aléa, c'est à dire les zones inondées. La doctrine nationale indique que la crue de référence ne peut être inférieure à la crue centennale. Si une crue historique connue et bien renseignée est supérieure à la crue centennale, elle constitue la crue de référence permettant de déterminer l'aléa à retenir dans le PPRi. Les limites de la crue exceptionnelle, c'est-à-dire celle qui va conduire à l'occupation de l'ensemble de la plaine alluviale, doivent également être intégrées à la démarche PPRi¹¹.

2.3.1 Eléments de connaissance : les données historiques et les crues caractéristiques

La connaissance des crues historiques permet de mieux comprendre les phénomènes et leurs conséquences ; elle contribue au maintien de la mémoire du risque et constitue la première étape de détermination de la crue de référence.

Elle a été élaborée à partir des documents et observations disponibles, certains datant parfois d'une époque où les lits mineurs et majeurs avaient des caractéristiques et des occupations fort différentes. Ces données servent donc de référence historique mais ne déterminent pas le zonage du PPRi qui résulte de la situation actuelle.

L'histoire du Rhône est jalonnée d'épisodes de crues plus ou moins dévastateurs.

2.3.1.1 Les crues du Rhône

Crue de 1840 (Les inondations en France du VI^{ème} au XIX^{ème} siècle d'après l'oeuvre de Maurice Champion - 2002)

L'année 1840 fut, pour les populations riveraines du Rhône et de la Saône, comme de la plupart de leurs affluents, une époque des plus calamiteuses : les eaux débordées exercèrent partout d'épouvantables ravages.

De toutes les villes victimes du fléau, la plus importante comme la plus cruellement éprouvée fut Lyon, déjà tant de fois ensevelie sous les eaux.

.....La nuit du 30 au 31 octobre fut horrible, et au point du jour on reconnut avec effroi que déjà un assez grand nombre de maisons avaient été renversées par la violence des eaux, et qu'un plus grand nombre encore étaient sur le point d'être abattues à leur tour. Une multitude d'infortunés étaient menacés de périr sous les débris de leurs maisons en ruine ; et les autorités de la Guillotière, enfermées par les eaux, ne pouvaient diriger aucun secours. La ligne de flottaison du Rhône surpassait de 0^m,35 les plus hautes eaux connues, celles de 1812.

.....le 1^{er} novembre, nos inquiétudes diminuaient du côté du Rhône, mais la Saône, parvenue déjà à une hauteur considérable, continuait à grossir.

¹¹ Ces principes sont définis dans la circulaire du 21 janvier 2004 relative à la maîtrise de l'urbanisme et l'adaptation des constructions en zone inondable. Ils ont bien sûr été déclinés dans la doctrine Rhône.

.....Dans la nuit du 3 au 4, la Saône, après avoir atteint les points culminants de l'espace qui la sépare du Rhône, menaçait de se précipiter dans ce fleuve rentré complètement dans son lit. Franchissant le quai des Célestins, elle couvrit la place Bellecour jusqu'à la hauteur de 1^m ou 1^m,30.

.....Une lettre datée de Tournon, le 3 novembre, disait : " La pluie n'a pas cessé, et le Rhône, gonflé encore de la crue de la Saône et de l'Isère, s'élève plus haut et plus menaçant que jamais. Ni en 1802, ni en 1812, il n'avait atteint cette effroyable hauteur ; les eaux inondent et couvrent toute la vallée. Champs et habitations ne forment qu'un lac immense sur lequel çà et là on voit les toits rouges de quelques maisons et le sommet des peupliers les plus hauts. Toute la basse ville déménage. Le pont de Tournon, couvert en partie, fait craindre d'être emporté. Le Doux énormément grossi, a inondé la ville.

.....La population presque entière de Tain a déménagé et s'est réfugiée dans les environs, sur les hauteurs.

Crue de 1856 (Extrait du « Courrier de Lyon » au sujet de la crue du 31 mai 1856 - Eaux de Rhône Méditerranée Corse – 1991 – page 213)

Vendredi 30 mai

3 heures : La crue du Rhône est formidable et approche le niveau de 1840 . La Saône a crû de plus de 1 mètre depuis hier et monte avec une rapidité menaçante.

8 heures : Cette nuit, vers 3 h du matin, la levée en terre de la Tête d'Or a crevé à hauteur du champ de manoeuvre, le quartier des Charpennes et une partie de Villeurbanne sont inondés. Plusieurs maisons se sont écroulées et des cris de « au secours » se faisaient entendre de tous côtés. Le fort de la Vitriolerie a été envahie et l'on a dû évacuer sa garnison en bateau. Ces scènes de destruction et de désolation se déroulent dans toute la vallée rhodanienne.

8 heures 30 : Depuis 24 heures, nous avons une pluie battante et sans interruption. L'île de la Barthelasse, les quais et les rues basses d'Avignon sont de nouveau submergés. La circulation du chemin de fer entre Valence et Avignon est interrompue.

20 heures : Le Rhône a atteint à 19 heures le niveau de 1840 et l'a même dépassé. La moitié de la ville de Givors est sous les eaux, le chemin de fer de Marseille est coupé et des voyageurs sans place dans les auberges et sans voiture disponible ont été forcés de revenir à Lyon à pied sous une pluie diluvienne. Dans la matinée, la rivière le Garon a complété l'interruption des communications en emportant le pont de la route de Lyon à Givors.

22 heures : La pluie a cessé mais le Rhône continue de monter rapidement.

Samedi 31 mai

4 heures 30 : Le préfet des Bouches du Rhône envoie un message de secours : « Envoyer-moi ce soir 10 000 kg de pain, nous sommes inondés ».

11 heures : (au ministère des Travaux Publics) « La vanne située à la partie supérieure de la ville a cédé sous la pression des eaux d'au moins 3m d'élévation et l'eau entre à flots dans la ville et on m'annonce l'éboulement de 15 à 20 maisons à Lapalud ».

19 heures : « La brèche des remparts n'a pas moins de 25 mètres de large. Le fleuve inonde toute les parties de la ville inférieures à la place de l'Hotel de Ville. L'eau y est à 4 mètres de hauteur dans toutes les rues inondées.

Dimanche 1er juin

10 heures : « Le sous-préfet d'Orange m'écrit que toutes les digues du Rhône ont plus ou moins cédé à la pression des eaux. Un grand nombre de maisons sont détruites à Mondragon, Mornas, Piolenc, Lapalud, Caderousse (un homme et un enfant sont noyés) ».

Mardi 3 juin

2 heures 30 : L'empereur Napoléon III pénètre dans la ville d'Avignon à l'aide d'un bateau et il est accueilli par de vifs élans de reconnaissance et d'enthousiasme de la population, il quittera la ville le même jour à 17 heures.

Crue de 1856 (Un siècle de crues du Rhône – Regard d'un collectionneur – Histoire des crues)

1856 mai-juin / sauvetage des habitants de St Fons par les pontonniers (Droits réservés - l'illustration)

En mai 1856, des pluies continues font monter le Rhône comme la Loire. Il s'agit d'une crue tout d'abord océanique, qui touche la partie du bassin située au Nord de Montélimar. Cinq jours plus tard s'ajoute une crue méditerranéenne liée à des pluies cévenoles d'une grande violence. Le 16 mai, la Saône déborde. Le 19 mai, le Rhône envahit Avignon, Beaucaire et Arles. Le 30 mai, la digue de la Montagnette à Tarascon cède par trois brèches. L'ensemble du bassin est touché et le bas Rhône atteint **les plus grandes hauteurs d'eau connues à ce jour**. En venant sur place, dispenser les premiers secours, Napoléon III inaugure le voyage compassionnel et affirme la solidarité nationale à l'égard des victimes de la catastrophe. Le 19 Juillet 1856, par lettre de Plombières, l'Empereur annonce un programme général de défense contre les fleuves qui repose sur le confortement des digues protégeant les villes, l'organisation de déversements dans les plaines cultivées et la rétention des eaux sur les reliefs (reboisement des montagnes).

Le Service du Rhône, créé en 1840, réalise de nombreuses digues visant non pas à soustraire les plaines aux inondations, mais à organiser les déversements en recourant au procédé d'inondation par remontée aval. Ces aménagements (rencontrés dans la plaine de Donzère Mondragon par exemple) protègent des ruptures de digues en organisant la submersion des espaces agricoles. Ils sont complétés par des protections renforcées autour des villes et des villages, comme à Beaucaire et Caderousse. Entre 1860 et 1880, 580 kilomètres de digues sont élevées de Lyon au grand Delta que forme la Camargue.

Crue de 1890 (Un siècle de crues du Rhône – Regard d'un collectionneur – Histoire des crues)

En septembre 1890, une pluviométrie très forte touche le Gard (600 mm cumulés sur la Cèze) et l'Ardèche (700 mm sur six jours) et provoque une crue cévenole qui touche la partie la plus aval du Rhône. L'Ardèche dont la crue est décalée d'une journée avec celle du Rhône atteint un débit de 7500 m³/s et les Gardons 2900 m³/s.

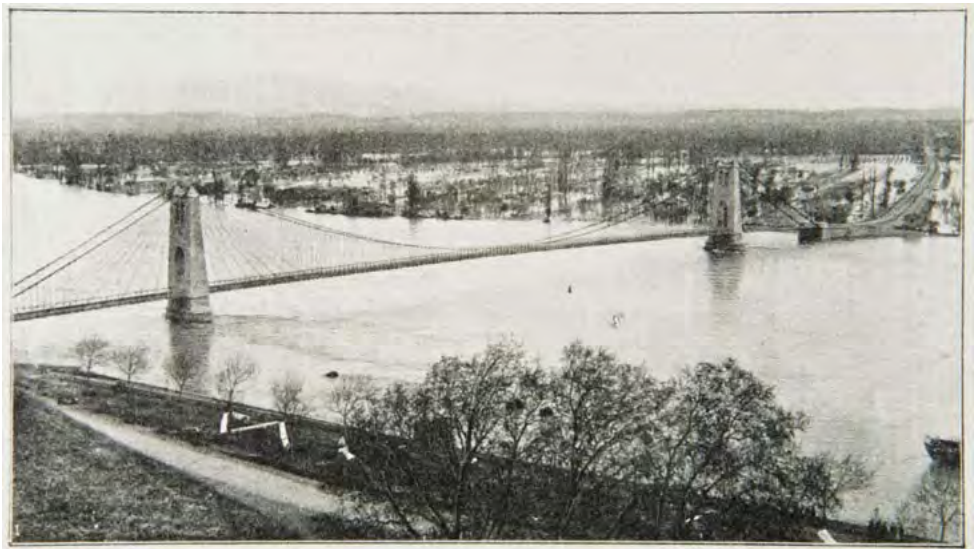
Les fortes crues de l'Ardèche provoquent à la confluence un remous important. Les eaux de l'affluent peuvent alors barrer la route du Rhône et aller frapper la rive opposée en provoquant des débordements à Lamotte-du-Rhône.

Les populations situées à l'aval parlent en ce cas des "crues de l'Ardèche" plutôt que de celles du Rhône, comme si l'affluent continuait de se distinguer dans le lit du Rhône.

*Octobre 1890 – La rue Badinaud, à Annonay, après l'inondation. La ligne blanche indique le niveau atteint par les eaux.
(Droits réservés – L'illustration)*

**Crues entre 1899 et 1910** (Un siècle de crues du Rhône – Regard d'un collectionneur – Histoire des crues)

Après des pluies océaniques importantes sur le Rhône amont à la mi-octobre 1896, des événements pluvieux généralisés se succèdent jusqu'à la fin du mois pour former une crue généralisée du Rhône, particulièrement forte à l'aval de Lyon du fait de la concomitance des crues de la Saône et du Rhône.



C'est la troisième plus importante après celles de 1840 et 1856. On enregistre 6800 m³/s à Valence et 7200 m³/s à Viviers. Au printemps 1902, le Rhône déborde ponctuellement à l'aval de Valence.

Avril 1902 – Le pont de La Voulte (Droits réservés – L'illustration)

19. Oullins inondé (Janvier 1910)



Rue de la Gare

En janvier 1910, en même temps que la crue historique de la Seine, le Rhône connaît une crue océanique. On mesure des débits importants sur les affluents de l'amont : 1700 m³/s sur le Doubs ; 2380 m³/s sur la Saône ; 1800 m³/s sur l'Ain et 1000 m³/s pour l'Isère. La crue est exceptionnelle à Lyon. En décembre de la même année, une crue méditerranéenne touche l'aval du Rhône.

Janvier 1910 – Oullins – Rue de la Gare (carte postale)

Après la Première Guerre mondiale, le fleuve est considéré à travers son potentiel hydroélectrique, agricole et navigable. Ce triple objectif est inscrit dans une loi de 1921. Une fois le programme d'aménagement conçu, la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) est créée en 1933 et reçoit la mission de le mettre en œuvre. L'aménagement du Rhône, qui était jusqu'alors laissé au caprice de la nature et du temps, est réalisé selon le principe de non-aggravation des lignes d'eau en crue et modifie le caractère inondable des territoires riverains. Certains sont soustraits aux crues du Rhône, comme Piolenc, ou sont partiellement protégés, comme Boulbon, tandis que d'autres ne bénéficient pas de protection supplémentaire, comme l'île de la Barthelasse et la Plaine de Donzère-Mondragon.

L'artificialisation du fleuve transforme les pratiques des populations riveraines. Elle introduit souvent une séparation physique avec le Rhône, qui s'écoule dorénavant derrière des digues, comme effacé du paysage. L'urbanisation se développe. L'agriculture se transforme et investit des terrains autrefois occupés par des zones naturelles alluviales. Les acteurs locaux oublient le risque inondation.

Crue de 1935 (Un siècle de crues du Rhône – Regard d'un collectionneur – Histoire des crues)

En 1935, la pluviométrie a été très importante depuis le mois d'octobre venant saturer les sols. De fortes averses se succèdent au début du mois de novembre, d'influence océanique d'abord puis cévenole et provençale ensuite. La crue du Rhône se prolonge jusqu'en janvier 1936 et touche particulièrement l'aval du bassin.



Avignon focalise l'attention de la presse et devient la ville sinistrée emblématique de ces inondations exceptionnelles. Cependant, des débordements ont lieu sur l'ensemble du bassin depuis Lyon jusqu'à l'aval particulièrement touché où les articles de presse relatent la situation de villes et de villages tel Roquemaure, Arles, Aramon, Beaucaire, Caderousse, Piolenc ou encore Vallabrègues.

Novembre 1935 – Evacuation des habitants et des animaux du marché aux bestiaux d'Avignon (Droits réservés - L'illustration)

Crues entre 1944 et 1955 (Un siècle de crues du Rhône – Regard d'un collectionneur – Histoire des crues)

Les deux épisodes pluvieux de novembre 1944 ont été accentués par la fonte des neiges pour former une crue très forte sur l'amont du Rhône, bien qu'écrêtée par les barrages suisses. La sortie du Rhône du Lac Léman a été gérée de manière à limiter le débit au moment du passage de la crue de l'Arve. On compte 1520 m³/s à Pougny, 2400 m³/s à Lagnieu, 4250 m³/s à Lyon.

La crue méditerranéenne de novembre 1951 touche principalement l'aval de Valence.

En janvier 1955, la crue de la Saône atteint 2800 m³/s à l'entrée de Lyon et ses effets se font sentir sur la vallée du Rhône jusqu'à Avignon.



Janvier 1955 – Dans la ville basse de Valence
(Droits réservés – Midi Libre)



Janvier 1955 – Inondation de la RN7 à l'entrée de
Tain l'Hermitage (Droits réservés – Midi Libre)

Crue des 2 et 3 décembre 2003

Après la répétition de crues importantes en Camargue en 1993 et 1994, des affluents de l'aval en 2002 et de l'ensemble du Rhône aval en décembre 2003, la conscience du danger des crues est ravivée. Ces catastrophes rappellent les limites de protection et révèlent le manque d'entretien des ouvrages, dont les ruptures entraînent des dégâts majeurs.



La crue de décembre 2003 est caractérisée par sa rapidité. Entre le 1er et le 2 décembre, le Rhône est passé de 1800 à 8000 m³/s à Viviers et de 2400 à 10000 m³/s à Beaucaire en moins de 30 heures.

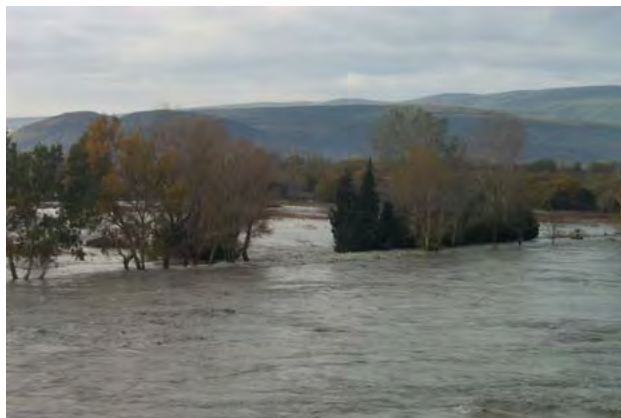
Cette rapidité est due à un épisode pluvio-orageux intense et généralisé sur le quart Sud-Est de la France. Outre les débits cités ci-dessus, il s'agit d'un phénomène exceptionnel par son amplitude géographique (20 départements en vigilance crue), sa durée dans le temps (plus de 48 heures) et son arrivée très tardive (arrière saison très douce et températures élevées en Méditerranée).

Inondation à l'aval du barrage de Donzère – Crue décembre 2003 (Source DDT)

A noter que jusqu'à Valence, aucun débordement n'a été recensé sur le Rhône et que la crue ne devient exceptionnelle qu'à partir de Viviers avec l'apport des affluents successifs : l'Eyrieux, la Drôme, l'Ouvèze et le Roubion.



Crue 2003 – aval barrage Donzère – Photo DDE



Crue 2003 – digue de Chastelas déversante – Photo DDE



4 décembre 2003 – Rhône à l'aval du barrage de Donzère après début de ressuyage – à noter les traces de rupture de digue - (photo DIREN de bassin)

Au delà de la description des crues et de leurs conséquences, on dispose sur le Rhône, grâce au réseau de stations limnimétriques, d'une longue série de mesures des hauteurs d'eau et des débits. Le tableau ci-contre, présente les crues historiques, classées par ordre décroissant de débit, aux trois stations caractéristiques pour le département la Drôme. A sa lecture on peut constater que toute les crues ne sont pas renseignées à toutes les stations, mais surtout que l'importance de la crue varie beaucoup d'une station à l'autre. Ainsi, la crue d'octobre 1993 est beaucoup plus forte à Valence et à Viviers que la crue de février 1957, alors qu'à Ternay la situation est inverse. Ce constat traduit la complexité et la variabilité des situations hydrologiques sur un bassin aussi vaste que celui du Rhône. La diversité des phénomènes météorologiques, conjuguée au rôle des affluents peuvent générer des épisodes de crues très différents les uns des autres. Il est donc impératif de disposer de tous les éléments de connaissance pour pouvoir comparer différents épisodes entre eux.

TERNAY 1895-2001			VALENCE 1855-2001			VIVIERS 1910-2001		
Date	H en m	Q en m ³ /s	Date	H en m	Q en m ³ /s	Date	H en m	Q en m ³ /s
26/02/1957		5320	31/05/1856	7.00	8300	09/10/1993	4.85	7715
16/02/1928		5120	01/11/1896	6.11	7400	02/12/2003	4.92	7700
01/01/1855		5075	08/10/1993	5.30	6700	07/01/1994		7588
26/11/1944		4850	11/11/1886	5.77	6620	17/11/2002	4.71	7500
02/11/1896		4830	26/11/1944	5.75	6620	21/11/1951		6060
25/12/1918		4830	16/11/2002	5.22	6600	14/06/1941		6470
23/03/2001	5.84	4780	17/02/1928	5.66	6480	20/01/1955		6320
27/05/1983		4756	19/01/1955	5.70	6300	27/11/1944		6180
05/01/1936		4700	26/12/1918	5.54	6100	23/03/2001	3.96	6162
12/02/1945		4680	03/01/1883		6040	13/11/1935		6000
17/11/2002	5.67	4613	23/03/2001	4.88	6022	18/02/1928		5975
30/12/1923		4570	06/01/1936	5.40	5830	28/02/1957	4.00	5900
10/10/1993	5.73	4417	18/05/1983	4.65	5690	11/12/1954		5860
21/01/1910		4380	27/02/1957	5.40	5680	19/05/1983	3.77	5850
17/02/1990	5.65	4354	31/12/1923	5.30	5630	07/01/1936		5800
23/11/1992	5.64	4309	02/12/2003	4.60	5600	13/11/1996		5795
16/01/1899		4230	13/11/1935	5.23	5470	05/01/1919		5770
19/12/1981		4186	05/01/1919	5.19	5450	26/12/1918		5725
01/01/1919		4160	28/10/1882	5.18	5440	01/12/1910		5720
12/02/1977		4105	07/01/1994	4.48	5380	10/10/1988		5655
14/11/1935		4100	18/12/1881	4.20	5376	04/05/1977		5480
06/11/1939		4090	23/11/1992		5328	23/11/1992		5464
08/01/1982		4045	18/01/1899	5.10	5300	20/11/1950		5460
23/02/1999	5.22	4040	11/04/1922	5.07	5280	23/03/1937		5400
28/12/1925		4030	02/06/1877		5235	06/10/1960		5390
05/09/1956		3980	20/12/1910	5.06	5220	18/11/1940		5390
12/04/1922		3940	01/01/1924		5220	15/02/1945		5375
26/02/1995	5.05	3883	15/03/1876	5.02	5200	08/05/1932		5375
09/03/1914		3870	17/02/1990		5189	31/12/1923		5375
27/11/1950		3840	03/11/1859		5160	17/02/1990		5345
			01/04/1902		5120	14/03/1931		5340

2.3.1.2 Les crues des ruisseaux affluents

On ne dispose pas pour les cours d'eau affluents du Rhône d'une chronologie des crues aussi fournie que celle du Rhône, mais les événements du 11 octobre 1988 sont venus rappeler combien leurs crues de ces ruisseaux, peuvent être dévastatrices.

Déroulement de la crue du 11 octobre 1988



Ruisseau des Riailles en juillet 2008 (photo mairie)

L'essentiel de l'orage s'est abattu sur la commune entre 14 et 17 heures. Les pluies ont repris peu après avec une intensité plus faible. Il faut noter que la période de retour de la pluie journalière de cet événement a été estimée supérieure à la crue centennale.

Les débordements se sont manifestés sur les 3 principaux ruisseaux de la commune : les Opillas, Les Riailles et Combelonge.

La crue du ruisseau des Riailles a occasionné d'importants dégâts dans la traversée du centre ville de Donzère. L'insuffisance du passage busé (ovoïde T 1500), et son obstruction partielle, ont provoqué un débordement en

amont du centre-ville. Les écoulements ont alors emprunté l'axe de la RD 144 jusqu'au point bas en aval du centre ville. La surpression occasionnée par la rupture du bouchon hydraulique, en amont du busage, a causé une destruction de la chaussée jusqu'au Champ de Mars

2.3.2 Crue de référence

Les principes de détermination de l'aléa et de la crue de référence sont fixés par la doctrine nationale de la manière suivante :

- l'aléa de référence ne peut être inférieure à la crue centennale,
- si une crue historique connue et bien renseignée, notamment en terme de débit et de zones inondées, est supérieure à la crue centennale, elle constitue la crue de référence permettant de déterminer l'aléa à retenir dans le PPRI.

Si la notion de crue historique s'appréhende aisément, la signification du terme « crue centennale » est beaucoup moins intuitive¹². En effet elle repose sur une approche statistique et probabiliste pour calculer les paramètres des crues possibles d'un cours d'eau. L'analyse statistique des séries chronologiques de mesures, par exemple du débit, permet de déterminer la probabilité d'occurrence d'un débit donné. Ainsi le débit centennal est celui qui a une chance sur cent d'être atteint ou dépassé chaque année. Il peut donc s'agir d'un débit qui n'a pas encore été observé par les riverains, de même il peut être atteint deux années de suite.

La circulaire du 21 janvier 2004 relative à la maîtrise de l'urbanisme et à l'adaptation des constructions en zone inondable, précise également que les conséquences d'une crue plus forte que la crue de référence, dite crue exceptionnelle, doivent être intégrées à la réflexion pour pouvoir éclairer les choix d'urbanisation, d'information de la population et de préparation de la gestion de crise.

2.3.2.1 La crue de référence du Rhône

Comme on l'a vu dans l'analyse historique, les informations sur les crues passées sont abondantes notamment en ce qui concerne les débits. Dans ces conditions l'application de la doctrine nationale conduit à retenir la plus forte crue historique connue comme crue de référence pour l'élaboration des PPRI.

En ce qui concerne le Rhône moyen (de Lyon à Viviers) **c'est la crue historique de mai 1856 qui a été retenue comme crue de référence**. Les paramètres de cette crue sont bien connus (travaux de Maurice Pardé¹³), elle correspond à des débits de 6 100 m³/s à l'aval du confluent Rhône Saône et de 12 500 m³/s au niveau de Beaucaire, **soit un débit de 8 500 m³/s à l'entrée de l'aménagement de Donzère Mondragon**.

Dans ces conditions, il est tentant de considérer que les zones inondées en 1856, qui sont parfaitement connues, constituent l'enveloppe de l'aléa de référence. Cette approche est erronée. En effet le contexte rhodanien est marqué par les aménagements majeurs effectués entre les années 1940 (aménagement du barrage de Génissiat) et 1986 (fin de l'aménagement du Haut-Rhône – barrage de Sault-Brénaz) par la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) pour exploiter le potentiel hydroélectrique du fleuve, favoriser la navigation et permettre l'irrigation.

¹² Les définitions permettant de mieux appréhender la notion de crue centennale (fréquence, période de retour) figurent dans le glossaire en annexe.

¹³ Cf. textes de référence en annexe.

Les conditions d'écoulement ont ainsi été fortement modifiées depuis les grandes crues du XIX^{ème} siècle.

Par conséquent, entre Lyon et Beaucaire, **la doctrine Rhône définit l'aléa de référence comme la crue de 1856 modélisée aux conditions actuelles d'écoulement (et avec des conditions de fonctionnement de chaque ouvrage CNR bien identifiées)¹⁴.**

Au niveau de l'aménagement de Donzère-Mondragon les 8 500 m³/s se répartissent de la façon suivante : 7 000 m³/s dans le Rhône court-circuité et 1 500 m³/s dans le canal d'amenée. Au niveau du pont de Bourg Saint-Andéol le débit dans le RCC est de 6 730 m³/s. Cette diminution est imputable à l'écêtement¹⁵ significatif de la crue dans la plaine du Tricastin entre les PK 170 et 190 du Rhône.

2.3.2.2 La crue de référence pour les ruisseaux affluents

Contrairement au Rhône, on ne dispose pas de série de mesures des débits des ruisseaux de la commune de Donzère, ni d'une chronologie des crues exploitables.

Par conséquent, **pour les ruisseaux, la crue de référence est la crue centennale** estimée par analyse hydrologique.

Les débits obtenus par cette analyse font ensuite l'objet d'une modélisation hydraulique qui permet, en fonction de la topographie de la rivière et des zones de débordement, de simuler la propagation d'une crue.

C'est l'ensemble de ces méthodes qui a été utilisé pour évaluer l'impact des inondations des affluents.

Les références des études réalisées sont les suivantes :

- Etude d'inondabilité du bassin versant de Combelonge, des Riailles et des Opillas, Géo+ 1998,
- Etude d'inondabilité de la Berre et compléments sur les Riailles, Géo+ 1999,
- Cartographie de l'aléa inondation, Combelonge, Riailles, Opillas et la Berre, Géo+ 2002.

Ces études ont conduit aux estimations suivantes de débits de pointe aux exutoires aval, pour un événement de fréquence centennal :

- 7 m³/s, pour le bassin de moins de 1 km² du ruisseau des Opillas,
- 13 m³/s, pour le bassin de 2,3 km² du ruisseau des Riailles,
- 45 m³/s, pour le bassin d'une dizaine de km² du ruisseau de Combelonge,
- 300 m³/s, pour le bassin de 125 km² de la rivière Berre.

L'ensemble des études ci-dessus a soutenu élaboration puis l'approbation du PPRi de 2005.

Suite aux dégâts importants causés par la crue de 1988 (cf. supra) et afin de protéger son centre ville, la commune de Donzère a souhaité mettre en œuvre des aménagement hydrauliques sur le ruisseau des Riailles avec un objectif de protection pour une crue centennale.

14 Une description plus détaillée de la méthode de détermination du scénario hydrologique de la crue figure en annexe.

15 Plus la crue est forte plus l'écêtement est important, ainsi pour un scénario de crue très forte (10 400 m³/s au niveau de Viviers) la capacité d'écêtement de l'ensemble de la plaine de Donzère Mondragon est d'environ 1 000 m³/s, soit un volume de 170 millions de m³.

En mai 2008, le bureau d'études Géo+ a réalisé cette étude d'aménagement du ruisseau des Riailles qui a conduit à la définition des travaux à réaliser.



Sortie à ciel ouvert du ruisseau des Riailles avant aménagement (photo Géo+)

Les différents travaux prévus sont listés ci-dessous :

- création d'un piège à embâcles (à noter que cet ouvrage nécessite une surveillance pendant les crues et un entretien régulier, notamment après chaque gros orage),
- remplacement de l'ovoïde par un cadre entre le Chemin du Paradis et le lavoir,
- suppression de l'ouvrage d'entonnement,
- remplacement des buses $\varnothing 2000$ par des cadres $1,50 \times 3,00$ m,
- remplacement de l'ovoïde par un cadre $1,50 \times 3,00$ m entre le lavoir et la sortie à ciel ouvert.

Ce projet a pour conséquence directe la suppression totale de l'aléa inondation dans la traverse urbaine de Donzère, la capacité d'écoulement¹⁶ étant portée sur l'ensemble du tracé à $22 \text{ m}^3/\text{s}$ pour un débit de crue de référence de $13 \text{ m}^3/\text{s}$.

Les travaux correspondants ont été mis en œuvre en 2009.

2.3.3 Modélisation hydraulique

La modélisation hydraulique permet de décrire l'écoulement des débits, issus de l'analyse hydrologique, dans les cours d'eau en fonction de leurs caractéristiques physiques (topographie, pente, nature des fonds et des berges, etc.). Les cours d'eau sont donc modélisés afin d'obtenir une description la plus proche possible de la réalité : c'est la raison pour laquelle on parle de modèles hydrauliques.

2.3.3.1 Le Rhône

Aléa de référence

Pour définir l'aléa de référence il est donc nécessaire de modéliser l'écoulement de la crue de 1856, dans le lit actuel du Rhône, en tenant compte des modalités de fonctionnement des ouvrages hydrauliques en période de crue.

Le modèle hydraulique utilisé est celui qui est mis en œuvre et actualisé par la CNR depuis l'entrée du Rhône en France jusqu'au barrage de Vallabrègues. Dans le cadre de la convention d'utilisation partagée de ce modèle entre la CNR et l'Etat, les services de l'Etat (DREAL Rhône-Alpes) procèdent aux modélisations nécessaires pour définir la ligne d'eau de référence. Ce modèle a été actualisé après la crue de décembre 2003 sur le secteur en aval de Viviers.

¹⁶ Avant les travaux de 2009, la section à l'aval de l'ouvrage de décharge n'admettait qu'un débit de $3,5 \text{ m}^3/\text{s}$.

Ce modèle fournit, à des profils rapprochés du Rhône, la ligne d'eau correspondant au débit modélisé. On dispose ainsi, pour un scénario de crue donné, de la hauteur d'eau atteinte par la crue dans le lit mineur du Rhône. Il est utilisé depuis de nombreuses années, il a notamment permis de calculer les lignes d'eau des Plans des Surfaces Submersibles (PSS). Or, la comparaison de ces lignes d'eau avec les résultats de l'Etude Globale Rhône 2002 (EGR)¹⁷, qui reposent sur la modélisation d'une large gamme de crues caractéristiques permettant de les comparer à la crue de 1856, montre que les lignes d'eau du Plan des Surfaces Submersibles (PSS) représentent de manière satisfaisante ce qu'induirait en terme de hauteurs d'eau la crue de 1856 si elle s'écoulait dans le lit actuel du Rhône. **Les lignes d'eau PSS peuvent donc être considérées comme représentatives de la crue de référence sur la majeure partie des zones inondables par le Rhône de Lyon à Avignon.** D'autant, que le PPRI, élaboré dans un objectif de prévention, n'a pas l'ambition de représenter avec exactitude les phénomènes correspondant à une crue particulière, compte tenu notamment des hypothèses retenues (type de pluie, concomitance des événements entre le fleuve et ses affluents, influence saisonnière, etc.).

Ainsi, pour une grande partie du territoire du département de la Drôme il n'a pas été nécessaire de recalculer les lignes d'eau. Cette situation présente l'avantage de ne pas introduire de nouvelles références dans la définition des mesures de prévention, tout en respectant parfaitement la doctrine nationale en matière de crue de référence.

La commission administrative de bassin (CAB) a validé en décembre 2007 l'utilisation des lignes d'eau PSS pour représenter l'aléa de référence, et elle a préconisé des analyses complémentaires spécifiques sur les linéaires où la ligne d'eau PSS n'était plus représentative des conditions actuelles d'écoulement. C'est le cas de la commune de Donzère où la modélisation, effectuée en 2008 avec le modèle CNR, a montré :

- au niveau du défilé, des lignes d'eau nettement supérieures à celles du PSS mais sans incidence rive gauche,
- à l'aval du barrage, des cotes de référence sensiblement équivalentes à celles du PSS (à + ou – 10 cm).

PK Rhône	Crue de référence en m (IGN 1969)
168	62,63
169	62,21
170	61,65
171	58,97
172	58,66
173	57,80
174	57,04
175	56,35
176	55,31

Les lignes d'eau, au niveau de Donzère, résultant de la modélisation 2008 de la crue de référence sont présentées dans le tableau ci-dessus.

Crue exceptionnelle

La doctrine recommande également de tenir compte de la crue exceptionnelle (10 040 m³/s à l'amont du barrage de Donzère et 11 050 m³/s à l'amont du barrage de Caderousse), afin d'examiner les conséquences d'une crue supérieure à la crue de référence, notamment sur les digues de protection. Cette approche n'a pas été retenue pour la commune de Donzère car les digues ne sont pas des digues de protection mais de contrôle de la dynamique de remplissage de la plaine, de plus la taille de la zone inondable couplée à la méthode de détermination de

¹⁷ Cf. textes de référence en annexe

l'aléa (cf. infra) ne conduisent pas à des différences significatives entre la crue de référence et la crue exceptionnelle. Enfin l'ensemble de la plaine entre le Rhône court-circuité et le canal de dérivation étant déjà affecté par un aléa fort à la crue de référence, la prise en compte de la crue exceptionnelle n'apporte pas de protection supplémentaire dans ce cas.

Détermination de la zone inondable et du niveau d'aléa

Le modèle hydraulique fournit une cote de crue en lit mineur (Cf. supra) au niveau de nombreux profils. A partir de chaque profil lit mineur, est projeté un profil lit majeur qui propage la cote de crue à l'ensemble du lit majeur. Cette projection est réalisée en prenant en compte le fonctionnement hydraulique (intrados ou extrados, largeur du champ d'expansion), c'est pourquoi les profils lit majeur ne se situent pas toujours dans l'exact prolongement des profils lit mineur. La cote de crue est ensuite comparée à l'altitude du terrain naturel donnée par le modèle numérique de terrain élaboré par l'IGN sur l'ensemble du bassin¹⁸. Cette méthode permet de déterminer l'enveloppe de la zone inondable, c'est à dire l'ensemble des points du territoire situé sous la cote de crue, ainsi que la hauteur d'eau recouvrant chaque point¹⁹. Ce travail a été réalisé par la direction départemental de territoires de la Drôme, sur la base des cotes de crues et des lignes de projection fournies par la DREAL Rhône Alpes.

La définition de l'aléa par projection horizontale constitue une hypothèse relativement majorante, pour les crues de faible durée, mais elle permet une estimation fiable des crues de plus longue durée, ce qui correspond bien aux objectifs de prévention du PPRI.

Le résultat brut est ensuite affiné par un travail de terrain qui permet de prendre en compte les obstacles infranchissables, les points de déversement sur les ouvrages linéaires (routes, digues de second rang, etc.), les passages inférieurs (pont, buses, etc.), les situations où le niveau d'eau dépend d'un point de débordement situé à l'aval (dans ce cas la projection directe n'est plus représentative du niveau d'eau), etc.

2.3.3.2 les ruisseaux affluents

Pour les ruisseaux des Opillas et de Combelonge ainsi que pour la rivière de la Berre, les résultats des modélisations utilisées dans le PPRI approuvé en 2005 ont été conservés.

Néanmoins, pour tenir compte des incertitudes liées à la modélisation et pour respecter la doctrine d'élaboration des PPRI, les limites de la zone inondable ont été étendues aux limites de la crue de 1988 lorsque celles-ci sont plus étendues que celles de la crue modélisée. Cette précaution conduit à une légère extension du champ d'inondation pour la Berre et Combelonge.

Ceux sont donc les cotes de référence obtenues en 2004 qui sont reportées sur le plan de zonage règlementaire.

En ce qui concerne le ruisseau des Riailles, la carte d'aléas produite par Géo+ en 2008, en situation après travaux d'aménagement, montre la suppression totale des débordements excepté un secteur très limité au niveau du piège à embâcles et un nouveau secteur de débordements du canal de Pierrelatte, vers le quartier des Ligniers en rive droite. Ce dernier point s'explique par le débit plus important qui transite, après les travaux, à ce niveau et excède la capacité du canal.

18 La base de données topographiques Rhône, dite BDT Rhône, a été élaborée spécifiquement par l'Institut Géographique National dans le cadre du Plan Rhône. Disponible sur les 3 000 km² du lit majeur du fleuve elle constitue une base de données géographiques et un modèle numérique de terrain (MNT) d'une très grande précision. Le MNT est constitué d'un maillage du territoire au pas de 2m avec une précision altimétrique de 20 cm, la précision altimétrique est même de 10 cm pour les crêtes de digues et les profils bathymétriques. La base de données contient tous les éléments permettant d'affiner la modélisation hydraulique par projection (ouvrages linéaires, voirie, voies ferrées, rupture de pente, canaux, linéaires traversants, etc.).

19 Le MNT étant au pas de 2m le maillage de points cotés est extrêmement dense, l'aléa est donc défini de manière très précise tant en surface qu'en altimétrie.

2.4 La qualification des aléas

2.4.1 Le Rhône

2.4.1.1 Débordement direct

En application de la doctrine Rhône, qui sur ce point est parfaitement calée sur la doctrine nationale, deux classes d'aléa sont définies uniquement en fonction de la hauteur de submersion.

Hauteur de submersion	Aléa
H < 1 m	Modéré
H > 1 m	Fort

La méthode de détermination de l'aléa ne permet pas de caractériser les vitesses d'écoulement, mais eu égard à la taille de la zone inondable de la plaine et à son rôle de champs d'expansion des crues ce paramètre n'a pas de conséquence discriminante sur le risque traduit dans le plan de zonage réglementaire. En d'autres termes la prise en compte du critère vitesse ne modifierait pas le plan de zonage réglementaire (Cf. infra) et conduirait au même niveau de prévention que celui issu de la seule prise en compte de la hauteur de submersion.

L'existence d'un dispositif de suivi et d'alerte, géré par l'Etat et relayé par les communes, permettant l'organisation de l'évacuation des personnes et la mise en sécurité des biens justifie elle aussi la qualification de l'aléa par la seule hauteur de submersion.

2.4.1.2 Digue CNR

Ces ouvrages de protection, bordant le canal de dérivation, comportent un contre-canal destiné à assurer, outre le drainage du pied de digue et le maintien de la nappe phréatique à un niveau convenable, l'évacuation des eaux de ruissellement.

Les digues CNR «millénales» se distinguent des digues ordinaires, communales ou syndicales, par plusieurs caractéristiques :

- Elles offrent une garantie très forte contre le risque de déversement et le risque de rupture : dimensionnement, conception, entretien, surveillance (celle-ci étant facilitée par un fonctionnement « toujours en eau ») : la probabilité de défaillance est assimilable à celle d'un barrage, nettement plus faible que celle de la crue de référence classique.
- Elles ne relèvent pas des procédures réglementaires classiques de contrôle et de surveillance des digues, mais des procédures relatives aux barrages.

Le PPRi prend en compte ces espaces protégés, pour des raisons de principe : pour le maintien de la mémoire et de la conscience du risque, et surtout pour la prévention d'un événement majeur.

Ainsi, à l'arrière de ce type d'ouvrage la doctrine Rhône préconise de prendre en compte une bande de sécurité en arrière immédiat des digues où l'aléa est considéré comme fort, en raison de « l'effet de vague » qui surviendrait en cas de rupture. Sa largeur est limitée à 100 mètres là où le contre-canal peut participer à la dissipation de l'énergie des eaux envahissant les espaces en arrière des digues. En fonction de la topographie locale, cette bande de sécurité pourra être effacée sur des secteurs hors d'eau pour la crue de référence.

2.4.2 Les ruisseaux affluents

Pour les affluents les critères de vitesse de courant et de hauteur de submersion s'avèrent prépondérants, compte tenu des faibles délais d'anticipation possibles. La qualification de l'aléa, issu des modélisations hydrauliques de 2004, résulte strictement de l'application de la matrice de croisement présentée ci-dessous.

		V = Vitesse d'écoulement en m/s		
		Faible ($V < 0,5$)	Moyenne ($0,5 < V < 1$)	Forte ($V > 1$)
H = hauteur d'eau en m	$H < 0,5$	faible	moyen	fort
	$0,5 < H < 1$	moyen	moyen	fort
	$H > 1$	fort	fort	fort

2.5 Commentaires de la carte d'aléas

La commune de Donzère est affectée :

- par un aléa fort généré par les débordements du Rhône dans la majeure partie de la plaine située entre le Rhône court-circuité et le canal de dérivation,
- par un aléa fort et moyen dans le lit mineur des ruisseaux ainsi que dans les points bas de stockage au sud de la commune,
- par un aléa faible dans la vaste zone d'étalement des eaux de Combelonge.

Les conséquences des crues peuvent donc être importantes, du fait de l'étendue de la zone inondable du Rhône, d'une part, et des secteurs touchés par les crues des ruisseaux, d'autre part. Elles méritent donc de continuer à être prévenues et contrôlées.

2.5.1 Pour le Rhône

La submersion de la plaine de Donzère-Mondragon était jadis contrôlée par un système de protection par des digues transversales favorisant l'inondation des terres par l'aval, limitant ainsi le risque de voir apparaître de fortes vitesses lors des premières submersions. Les zones situées en arrière des digues sont alors mobilisées en stockage plus qu'en tant que zones d'écoulement. Les risques d'érosion des terres et de rupture des digues sont ainsi atténués.



Digues présentes en 1908



Réseau de digue actuel

On constate aujourd'hui que ce grand système de digues s'appuie toujours sur les anciens systèmes existants, mais que beaucoup de tronçons épars ont été supprimés par rupture ou par faute d'entretien au cours du XXème siècle. Depuis la cartographie de 1908, il

ne subsiste, sur la commune de Donzère, que des tronçons partiels de la digue de Chastellas.

La digue de Chastellas est la seule à être directement en bordure du Rhône. Elle s'étend depuis le barrage de retenue de Donzère jusqu'à l'île des Vires au sud, du PK 171,6 au PK 175,5.

Les 300 premiers mètres de la digue de Chastellas directement en aval du barrage a été confortée par la CNR suite à la crue de décembre 2003.



*Digue de Chatelas – zone enrochée
(photo Prolog)*

Le reste de la digue suit le Rhône en rive gauche jusqu'à l'île des Vires, où elle se termine par une zone enrochée d'environ 200 mètres de long, dans le secteur où le lit de la lône de Lascombe est contigu au lit du vieux Rhône.

Entre le tronçon amont et le déversoir au sud, la digue de Chastellas est envahie de végétation et difficilement accessible, sa cote de déversement varie graduellement de 58 m à 55 m NGF environ vers la zone enrochée.

Les premiers débordements du Rhône vers la plaine en rive gauche interviennent pour des débits de l'ordre de 2 500 m³/s empruntant le Vieux Rhône (500 m³/s empruntant le lit mineur en rive droite). Ils apparaissent au droit de l'île des Vires.

Pour des débits du Rhône à Donzère de l'ordre de 3 700 m³/s, les débordements sont généralisés en rive gauche de la lône de Lascombe vers les terres cultivées.

En aval du barrage de Donzère, la surverse de la digue de Chastellas se produit à partir de débits compris entre 4 700 et 4 900 m³/s.

L'inondation se poursuit ensuite sur la plaine de Pierrelatte selon un schéma par remontée aval jusqu'à la surverse généralisée des digues transversales.

Comme on l'a vu plus haut, le croisement des lignes d'eau avec la topographie fournie par le modèle numérique de terrain de la BDT Rhône permet de définir avec une grande précision l'enveloppe de chaque classe d'aléa.

En terme de hauteur d'eau, pour la crue de référence, la majorité de la plaine est soumise à des niveaux de submersion compris entre 1 m et 2 m. Ces zones sont donc classées en aléa fort.

2.5.2 Pour les ruisseaux affluents

Ruisseau des Opillas.

La configuration de ce bassin (fortes pentes et ouvrages busés sur accès privés) provoque :

- des débordements avec vitesses fortes touchant la voirie et des habitations (lotissement de la Cité de l'Entrée),
- des sur-verses sur la RD 86j, vers Viviers, et des débordements vers le Nord,
- des écoulements et débordements (hauteurs et vitesses faibles) entre la voie ferrée et le canal de Pierrelatte.

Ruisseau des Rialles.

Suite aux travaux d'aménagement réalisés par la commune en 2009, les écoulements sont contenus dans le lit mineur exceptés au niveau du piège à embâcles et du quartier des Ligniers (cf. 2.3.3.2).

Ruisseau des Combelonge.

A l'amont, jusqu'à la RD 541, les débordements touchent quelques habitations en rive gauche, avec des hauteurs faibles, mais des vitesses élevées.

Le flux franchit ensuite la RD 541 pour s'étaler ensuite dans la plaine des Yborises, augmenté de l'apport de la combe de l'Homme Mort, où il ne touche que des terrains agricoles. Ces écoulements n'ont pas d'exutoire identifié dans la plaine. Lors des phénomènes les plus importants ils rejoignent le champ d'inondation de la Berre plus au sud.

La Berre.

Les débordements de la Berre se caractérisent par leur durée (de l'ordre de 8 heures), leur volume (environ 1 million de m³) et la relative complexité des cheminements engendrée par les nombreuses infrastructures barrant la plaine.

Ils touchent le Sud de la commune de Donzère avant de rejoindre leur exutoire : le canal de Pierrelatte et le siphon sous le canal de dérivation du Rhône.

Une partie du lotissement des Genévriers est exposée à ces débordements, avec des vitesses faibles (sauf au passage des voies), mais les hauteurs peuvent être assez importantes du fait de la topographie. Le flot de crue s'écoule du sud vers le nord jusqu'à un point bas qui lui permet de franchir la RN7 puis d'emprunter le passage sous la voie ferrée avant de s'étaler entre le canal de Pierrelatte et la voie ferrée, le remplissage de ce casier s'effectue alors du nord vers le sud.

En terme de superficie inondée à la crue de référence on obtient les données suivantes :

- surface inondable par le fleuve Rhône = 850 ha
- surface inondable par les affluents = 450 ha

soit un total de 1300.ha, ce qui représente une surface potentiellement inondable de 40 % de la surface totale de la commune de Donzère en cas de concomitance de crue du Rhône et des affluents.

2.6 Commentaires de la carte des enjeux

Le risque se caractérise par la confrontation d'un aléa avec des enjeux. L'analyse de ces derniers est donc essentielle à la réalisation du PPRi.

Les principaux enjeux à identifier sont les zones actuellement urbanisées et les champs d'expansion des crues²⁰. On distingue aussi tout ce qui contribue à la sécurité des personnes, à la gestion des biens comme à la gestion de crise (établissements sensibles ou stratégiques, industriels ou commerciaux, voies de circulation ou de secours, ouvrages de protection, réseaux, etc.).

Les cartes d'enjeux proposent une vue d'ensemble sur fond parcellaire à l'échelle 1/10 000^{ème}. Le fond de plan est enrichi de données issues de la banque de données topographiques de l'IGN pour permettre l'identification des principaux éléments structurants du territoire (routes, hydrographie, hydronymie, lieux-dits, etc.) afin de faciliter le repérage.

2.6.1 Méthodologie

Le recueil des données nécessaires à la détermination des enjeux est effectué par :

- visite sur le terrain,
- identification de la nature et de l'occupation du sol,
- analyse du contexte humain et économique,
- analyse des équipements publics et voies de desserte et de communication,
- examen des documents d'urbanisme,
- enquête auprès des élus et des riverains de la commune concernée.

D'une façon générale sur le périmètre d'études prescrit, la démarche engagée apporte une connaissance des enjeux du territoire répartis en cinq classes principales :

- **Les secteurs urbanisés**, vulnérables en raison des enjeux humains et économiques qu'ils représentent : il s'agit d'enjeux majeurs.
- A l'intérieur des espaces urbanisés sont identifiés **les centres urbains denses**²¹, où la notion de continuité de service et de vie, et la nécessité de renouvellement urbain doivent être intégrées aux réflexions sur la prise en compte des risques dans les projets d'aménagement.
- **Les espaces peu ou pas urbanisés**, zones d'habitations très diffuses, espaces agricoles, espaces naturels, etc.
- Au sein de ces espaces peu ou pas urbanisés, **les champs d'expansion des crues**, qui ont une fonction déterminante pour le bon écoulement des crues, et dont la préservation est une priorité.

20 Selon les termes de la circulaire du 24 janvier 1994, les champs d'expansion des crues sont : « *Les secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés où la crue peut stocker un volume d'eau important. Elles jouent en effet un rôle déterminant en réduisant momentanément le débit à l'aval, et en allongeant la durée de l'écoulement. La crue peut ainsi dissiper son énergie au prix de risques plus limités pour les vies humaines et les biens. Ces champs d'expansion de crues jouent également le plus souvent un rôle important dans la structuration du paysage et l'équilibre des écosystèmes.* »

21 Selon les termes de la circulaire du 24 avril 1996, les centres urbains denses sont caractérisés par leur historicité, leur mixité (habitats, commerces, services), leur densité et la continuité de leur bâti.

- **Les enjeux ponctuels et linéaires**, bâtiments ou ouvrages significatifs vis-à-vis des risques, infrastructures de transports, réseaux, etc.

Plus précisément, la démarche permet d'acquérir une connaissance des territoires soumis au risque, avec en particulier le recensement :

- des établissements recevant du public en général (ERP),
- des établissements recevant du public sensible (hôpitaux, écoles, maisons de retraite, etc.) dont l'évacuation sera très délicate en cas de crise,
- des équipements utiles à la gestion de crise (centre de secours, gendarmerie, lieu de rassemblement et/ou d'hébergement durant la crise, etc.),
- des activités économiques,
- des projets communaux.

L'identification et la qualification des enjeux constituent une étape indispensable qui permet d'assurer la cohérence entre les objectifs de la prévention des risques et les dispositions qui seront retenues dans le cadre du développement du territoire.

2.6.2 Les principaux enjeux en zone inondable

2.6.2.1 Les zones urbanisées

Les secteurs retenus implantés dans les zones d'aléas définies ci-dessus concernent essentiellement :

- la zone urbanisée Nord (cité de l'Entrée),
- la zone urbanisée Sud (cité des Chênes, Villa des Roses),
- la zone urbanisée de Blache au Nord-Est du giratoire Nord de la RN7.

2.6.2.2 Les Établissements Recevant du Public (ERP)

Les établissements de ce type ont été recensés essentiellement le long de la RN7. Il s'agit principalement d'activités artisanales ou commerciales :

- restaurants,
- hôtels,
- stations services,
- garage mécanique.

2.6.2.3 Les activités agricoles

Figurent sur la carte des enjeux, les bâtiments d'exploitation agricole en activité.

2.6.2.4 L'habitat dispersé

Présentes de manière diffuse sur l'ensemble de la plaine, on dénombre environ une vingtaine de maisons d'habitation, ce qui représente environ une cinquantaine d'habitants dans la zone inondable.

2.6.3 Les autres enjeux divers

Ont été repérés :

- les carrières en bordure du Rhône
- la station d'épuration,
- un centre équestre au sud du quartier des Ligniers.

2.6.4 Les champs d'expansions de crues

Un champ d'expansion de crues est une zone inondable à laquelle on donne le rôle complexe d'intervenir sur l'écêtement des crues. Cette fonction hydraulique majeure d'écêtement des crues par laminage du débit, permet d'atténuer les inondations à l'aval. Cette atténuation est d'autant plus importante que la capacité de rétention des zones inondables est grande, c'est-à-dire que la surface est importante. Il est donc essentiel que les modes d'utilisation ou d'occupation des sols soient parfaitement maîtrisés et compatibles avec cette fonction.

La commune de Donzère est inondable par débordement naturel dans le lit majeur et surverse au dessus des digues syndicales.

Sur le Rhône aval, trois grandes plaines contribuent pour 80 % de l'écêtement total des crues. Il s'agit des plaines de Donzère-Mondragon, Caderousse et Vallabrègues.

Le secteur de Donzère représente une partie importante de la plaine de Donzère-Mondragon, le plus grand champ d'expansion des crues du Rhône, du Lac Léman à la mer. Plus la crue est forte plus l'écêtement est important, ainsi pour un scénario de crue très forte (10 400 m³/s au niveau de Viviers) la capacité d'écêtement de l'ensemble de la plaine de Donzère-Mondragon est d'environ 1 000 m³/s, soit un volume de 170 millions de m³.

Le vaste secteur inondable par les écoulements de Combelonge représente aussi, côté affluents, un champ d'expansion des crues qu'il convient de protéger : c'est la raison pour laquelle il fait l'objet d'un zonage rouge sur le plan de zonage réglementaire.

2.7 le plan de zonage réglementaire et le règlement

Le zonage et le règlement représentent la transposition des objectifs de prévention énumérés au chapitre 1, en fonction de la gravité des crues décrite par les cartes d'aléas et d'enjeux du territoire.

2.7.1 Le plan de zonage réglementaire

Le plan de zonage réglementaire définit deux types de zone²² :

- La zone « rouge » où le principe est d'assurer une stricte maîtrise de l'urbanisation en application des articles L562-1, L562-8 et R562-3 du code de l'environnement, et des principes énoncés par les circulaires et guides présentés en annexe. Elle correspond aux vastes champs d'expansion de crues de la plaine de Donzère quelque soit l'aléa inondation ainsi qu'aux secteurs d'urbanisation récente sous forme pavillonnaire et classés en aléa fort.
- La zone « bleu » dans laquelle une poursuite de l'urbanisation est réalisable en limitant le plus possible la vulnérabilité des biens nouveaux, elle correspond aux secteurs en partie déjà urbanisés et soumis à un aléa modéré (hauteur d'eau inférieure à 1 mètre) pour le Rhône et un aléa faible (hauteur inférieure à 0,50 m et vitesse inférieure à 0,5 m/s) pour les affluents.

Le plan est présenté à l'échelle du 1/5 000^{ème} sur fond cadastral (cf. paragraphe 1.2).

2.7.2 Le règlement

Le règlement constitue un document autonome qui contient tous les éléments utiles à sa compréhension, le présent titre n'a pour objet que d'en rappeler les grandes lignes.

Le règlement est organisé en 4 titres.

Le titre 1 rappelle les fondements juridiques, présente les principes d'élaboration du règlement et donne les définitions utiles à la compréhension du document.

Les titres 2 et 3 présentent le règlement des zones « rouge » et « bleu ». Ils sont organisés selon le même plan :

- un premier chapitre présente la réglementation des projets nouveaux,
- le deuxième chapitre décrit les mesures applicables aux biens existants antérieurement à l'approbation du PPRi,
- enfin le troisième chapitre traite des infrastructures et des équipements publics.

Le titre 4 définit les mesures plus globales de prévention, de protection et de sauvegarde à mettre en œuvre par les collectivités, les gestionnaires d'ouvrages ou les particuliers.

Les principes suivants ont guidé la rédaction du règlement :

²² Les règles de passage de l'aléa au zonage sont présentées dans le règlement.

- L'importante exposition aux risques conduit à interdire les constructions nouvelles en zone « rouge ». Quelques possibilités d'aménagements ponctuels ou d'extensions sont toutefois autorisées. Elles devront toujours être conçues dans un sens de diminution globale de la vulnérabilité de la construction existante. Le règlement tient également compte des spécificités des activités agricoles.
- En zone « bleu » hormis les établissements qui accueillent le plus de public (ERP catégorie 1, 2 et 3), les plus sensibles (ERP R, U et J) ou établissements nécessaires à la gestion de crise, les projets nouveaux sont réalisables moyennant la mise en œuvre de prescriptions destinées à garantir la sécurité des personnes et à réduire la vulnérabilité.

Les prescriptions applicables aux projets autorisés sont classées en fonction de leur nature :

- les prescriptions d'urbanisme font l'objet d'un contrôle par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'urbanisme (commune ou Etat),
- les prescriptions constructives sont de la responsabilité d'une part du maître d'ouvrage qui s'engage à respecter ces règles lors de sa demande d'autorisation d'urbanisme, et d'autre part du maître d'œuvre chargé de réaliser le projet,
- enfin, les prescriptions ne relevant ni du code de l'urbanisme ni du code de la construction sont de la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des exploitants en titre.

Les prescriptions et recommandations applicables aux biens et activités existants sont destinées à réduire, autant que possible, leur vulnérabilité.

Les établissements recevant du public, et parmi eux ceux accueillant des personnes vulnérables (handicapés, malades, personnes âgées, enfants, etc.), sont plus exposés en cas de crue (difficultés d'évacuation, mauvaise connaissance des consignes de sécurité, risque de panique, etc.), c'est pourquoi ils font l'objet d'une réglementation plus stricte dans toutes les zones.

Les projets nouveaux de bâtiments publics nécessaires à la gestion de crise et notamment ceux utiles à la sécurité civile et au maintien de l'ordre public sont interdits en zone inondable quel que soit l'aléa, sauf à démontrer l'impossibilité d'une implantation alternative.

En cas de transgression des interdictions et prescriptions du PPRi, les sanctions pénales sont celles prévues par le code de l'urbanisme.

2.8 L'association des collectivités

Le PPRi a fait l'objet d'une association régulière avec la commune.

Le tableau ci dessous présente cette démarche depuis l'origine du dossier.

Dates	Objet
11 juillet 2008	M. le Maire informe M. le Préfet que des travaux d'aménagement sur le ruisseaux des Riailles vont être réalisés en 2009 et qu'il demandera ensuite la révision du PPRi approuvé en 2005.
1 ^{er} septembre 2009	Réunion en mairie sur l'état d'avancement des travaux sur les Riailles et la procédure à mettre en œuvre pour modifier le PPRi de 2005.
6 novembre 2009	Délibération du conseil municipal décidant de solliciter M. le Préfet pour lancer une procédure de révision du PPRi approuvé.
18 février 2010	Présentation de la nouvelle carte d'aléas après travaux par Géo + Visite des travaux (piège à embâcles, cadres, etc.) + Visite bassins de rétention existants.
8 mars 2010	Prescription de la révision du PPRi approuvé en 2005.
9 juin 2010	Visite de terrain pour un projet de centre équestre (les Peyrauds) – Demande à la commune de lister les enjeux sur fond cartographique.
19 juillet 2010	Courrier de M. la Maire de Donzère demandant l'état d'avancement de la procédure de révision du PPRi approuvé.
17 août 2010	Réponse du Préfet à la demande de M. le Maire sur le délai de réalisation de la révision du PPRi compatible avec plan de charges de la DDT.
1 ^{er} octobre 2010	Transmission par la commune d'une cartographie et d'un état parcellaire détaillé des habitations éparses, des bâtiments et sièges d'exploitation, et des carrières en zone inondable.
19 janvier 2011	Présentation des cartes d'aléas, d'enjeux, du plan de zonage réglementaire et de l'ébauche du règlement notamment celui de la zone rouge. Visite de terrain complémentaire.
24 mars 2011	Complément d'information auprès de la mairie pour expliciter le passage de l'aléa au plan de zonage réglementaire. (zone d'aléa faible des ruisseaux passée en rouge car elle représente un champ d'expansion de crue à protéger (Combelonge). La mairie doit transmettre ses propositions complémentaires de « pastillage » de la zone rouge des ruisseaux.
29 mars 2011	Courrier de la mairie informant la DDT qu'aucun « pastillage » complémentaire n'est nécessaire dans la zone rouge des ruisseaux.
14 avril 2011	Réunion publique de présentation du projet de révision du PPRi.

A chaque étape d'avancement de l'étude, les documents ont donc été présentés à la commune en lui laissant le temps de réagir et d'exprimer par écrit ses remarques qui ont été étudiées et ont fait l'objet de corrections cartographiques si nécessaire.

2.9 La concertation avec le public

L'arrêté préfectoral n°10-0885 du 8 mars 2010 relatif à la prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques inondation sur la commune de Donzère définit les modalités de concertation avec le public.

Parmi celles-ci figurent :

- La mise en ligne sur le site internet de la DDT de la Drôme de l'ensemble des documents constituant le projet de PPRi de la commune. Dans ce cadre, la publication sur internet de la carte d'aléas a eu lieu le 21 mars 2011 et celle de l'ensemble du dossier le 15 avril 2011.
- L'insertion d'une page spéciale PPRi dans le « journal de Donzère », journal d'informations municipales n°85 – mars 2011.
- La parution d'un avis concernant la réunion publique du 14 avril 2011 dans les annonces légales du Dauphiné Libéré daté du 11 avril 2011.
- L'information du public, les 13 et 14 avril 2011, sur les panneaux lumineux de la commune annonçant la réunion publique.
- La parution d'un communiqué de presse dans le Dauphiné Libéré du 14 avril 2011 annonçant la réunion publique du soir même.
- La réunion publique d'information, ouverte à tous les habitants de la commune qui s'est tenue à l'espace d'Aiguebelle à Donzère le 14 avril 2011.

Pendant toute la durée de cette phase de concertation (c'est à dire jusqu'à l'enquête publique), le public a eu la possibilité de s'adresser au service instructeur du PPRi (la DDT) pour formuler ses observations :

- par écrit – DDT de la Drôme – Service aménagement du territoire et risques - Pôle prévention des risques, BP 1013 – 26015 Valence Cedex
- par courriel dde.drôme@developpement-durable.gouv.fr .

Le bilan de cette concertation fera l'objet d'un rapport annexé au dossier d'enquête publique.

L'enquête publique représente une autre phase au cours de laquelle le public peut également exprimer ses remarques auprès du commissaire enquêteur ou sur le registre d'enquête ouvert en mairie.

3 - Annexes

3.1 Sigles et abréviations

BDT Rhône : Base de Données Topographiques du Rhône

CAB : Commission Administrative de Bassin

CNR : Compagnie Nationale du Rhône

DDE : Direction Départementale de l'Équipement (devenue DDT à compter du 1er Janvier 2010)

DDT : Direction Départementale des Territoires

DIREN : Direction Régionale de l'Environnement (devenue DREAL à compter du 1er juillet 2009)

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

DICRIM : Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs

ERP : Etablissement Recevant du Public

EGR : Etude Globale Rhône de 2002

FPRNM : Fonds de Prévention pour les Risques Naturels Majeurs (fonds Barnier)

IGN : Institut Géographique National

NGF : Nivellement Général de la France

PCS : Plan Communal de Sauvegarde

PK : Point Kilométrique

PPR : Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles

PPRi : Plan de Prévention des Risques inondation

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PSS : Plan des Surfaces Submersibles

Q10 : crue décennale

Q100 : crue centennale

RCC : Rhône court-circuité

RD : Route Départementale

RN : Route Nationale

SNRS : Service de la Navigation Rhône Saône

STEP : STation d'EPuration des eaux usées

TN : Terrain Naturel

3.2 Glossaire

Aléa	Phénomène entrant dans le domaine des possibilités, donc des prévisions sans que le moment, les formes ou la fréquence en soient déterminables à l'avance. Un aléa naturel est la manifestation d'un phénomène naturel. Il est caractérisé par sa probabilité d'occurrence (décennale, centennal, etc.) et l'intensité de sa manifestation (hauteur et vitesse de l'eau pour les crues, magnitude pour les séismes, largeur de bande pour les glissements de terrain, etc.)
Bassin versant	Ensemble des pentes inclinées vers un même cours d'eau et y déversant leurs eaux de ruissellement
Catastrophe naturelle	Phénomène naturel d'intensité anormale dont les effets sont particulièrement dommageables et pour lequel les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance L'état de catastrophe naturelle est constaté par arrêté interministériel qui détermine les zones et les périodes où s'est située la catastrophe ainsi que la nature des dommages résultant de celle-ci. Il ouvre droit à une indemnisation des dommages directement causés aux biens assurés.
Cote de référence	Hauteur d'eau en tout point du territoire de la crue de référence.
Champs d'expansion des crues	Zones ou espaces naturels où se répandent les eaux lors du débordement des cours d'eau dans leur lit majeur. Les eaux qui sont stockées momentanément écrètent la crue en étalant sa durée d'écoulement et en diminuant la pointe de crue. Le rôle des ZEC est donc fondamental pour ne pas aggraver les crues en aval. Dans le cadre d'un PPRI, on parle de champ d'expansion des crues pour des secteurs non ou peu urbanisés et peu aménagés. Ces secteurs correspondent aux zones à préserver dans les PPRI au titre de l'article L562-8 du code de l'environnement.
Cône alluvial	Dépôt en forme d'éventail de matériaux apportés par l'eau à l'endroit où un cours d'eau de montagne débouche dans une plaine. On utilise aussi le terme de cône de déjection pour décrire le même type de formation mais avec des pentes plus raides.
Crue	Phénomène caractérisé par une montée plus ou moins brutale du niveau d'un cours d'eau, liée à une croissance du débit jusqu'à un niveau maximum. Ce phénomène se traduit par un débordement du lit mineur. Les crues font partie du régime d'un cours d'eau. En situation exceptionnelle, les débordements peuvent devenir dommageables par l'extension et la durée des inondations (en plaine) ou par la violence des courants (crues torrentielles). On caractérise aussi les crues par leur fréquence et leur période de retour.
Crue centennale, décennale, etc.	Voir « fréquence de crue »
Crue exceptionnelle	Crue de fréquence très rare qu'il est difficile d'estimer par une analyse probabiliste. Dans la méthodologie d'élaboration des PPRI, les limites de la crue exceptionnelle correspondent aux limites du lit majeur, déterminées par analyse hydrogéomorphologique. La très faible probabilité d'apparition de la crue exceptionnelle conduit à ne pas l'utiliser pour réglementer l'urbanisation dans les PPRI, elle n'est utilisée que pour définir des mesures simples de prévention.
Crue de référence	Crue servant de base à l'élaboration de la carte d'aléa d'un PPRI et donc à la réglementation du PPRI après croisement avec les enjeux. C'est celle réputée la plus grave entre la crue historique suffisamment renseignée et la crue centennale modélisée.

Commission administrative de bassin	La commission administrative de bassin assiste le préfet coordonnateur de bassin dans l'exercice de ses compétences. Elle est notamment consultée sur les projets de schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, de programme de mesures et de schéma directeur de prévision des crues.
Digue	Ouvrage de protection contre les inondations dont au moins une partie est construite en élévation au dessus du niveau du terrain naturel et destiné à contenir épisodiquement un flux d'eau afin de protéger des zones naturellement inondables.
Embâcle	Accumulation de matériaux transportés par les flots (végétation, rochers, véhicules, etc.) en amont d'un ouvrage (pont) ou bloqués dans des parties resserrées (ruelles, gorges étroites,...).
Enjeux	Personnes, biens, activités, moyens, patrimoine susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel
Etablissement recevant du public	Tout bâtiment, local et enceinte dans lesquels des personnes sont admises Il existe plusieurs catégories d'ERP : 1^{ère} catégorie : au-dessus de 1500 personnes, 2^{ème} catégorie : de 701 à 1500 personnes, 3^{ème} catégorie : de 301 à 700 personnes, 4^{ème} catégorie : 300 personnes et au-dessous à l'exception des établissements compris dans la 5^{ème} catégorie, 5^{ème} catégorie : Etablissements faisant l'objet de l'article R123.14 du code la construction et de l'habitation dans lesquels l'effectif public n'atteint pas le chiffre fixé par le règlement de sécurité pour chaque type d'exploitation. Il existe plusieurs type d'ERP Du point de vue des risques, les plus sensibles sont notamment : Type R : Etablissements d'enseignement ; internats; collectifs des résidences universitaires ; écoles maternelles, crèches et garderies ; colonies de vacances. Type U : Etablissements de soins. Type J : Etablissements médicalisés d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées.
Etude hydrologique	L'étude hydrologique consiste à définir les caractéristiques des crues de différentes périodes de retour (débits, durées, fréquences). Elle est basée sur la connaissance des chroniques de débit sur la rivière, relevées aux stations hydrométriques, enrichies des informations sur les crues historiques. En l'absence de chronique de débit, on utilise les chroniques de pluie pour évaluer le débit d'une crue de fréquence donnée. Les pluies sont transformées en débit à l'aide d'un modèle pluie débit.
Etude hydraulique	L'étude hydraulique a pour objet de traduire en lignes d'eau les résultats de l'étude hydrologique. On cherche ainsi à définir les lignes d'eau pour la crue centennale. Une telle étude nécessite la connaissance de la topographie du lit de la rivière et la mise en oeuvre d'un modèle hydraulique.
Fréquence de crue	Nombre de fois qu'un débit ou une hauteur de crue donnés a des chances de se produire au cours d'une période donnée. Une crue centennale a une chance sur 100 de se produire tous les ans, une crue décennale une chance sur 10. La crue centennale n'est donc pas la crue qui se produit une fois par siècle. Pour une durée donnée, plus la fréquence est faible moins l'événement a de chance de se produire. La fréquence est l'inverse de la période.

Hydrogéomorphologie	L'hydrogéomorphologie est une approche géographique qui étudie le fonctionnement naturel des cours d'eau en analysant les différents lits topographiques que la rivière au fur et à mesure des crues successives. On distingue : le lit mineur, le lit moyen, le lit majeur. • Le lit mineur correspond au chenal principal du cours d'eau. Il est généralement emprunté par la crue annuelle, dite crue de plein-bord, n'inondant que les secteurs les plus bas et les plus proches du lit. • Le lit moyen, limité par des talus, correspond au lit occupé par les crues fréquentes à moyennes qui peuvent avoir une vitesse et une charge solide importantes. • Le lit majeur (dont lit majeur exceptionnel), limité par les terrasses, correspond au lit occupé par les crues rares à exceptionnelles. Dans un PPRI, l'hydrogéomorphologie peut être utilisée pour déterminer l'aléa dans les zones à faibles enjeux et pour délimiter l'enveloppe de la crue exceptionnelle.
Inondation	Recouvrement de zones qui ne sont pas normalement submergées par de l'eau débordant du lit mineur
Inondation de plaine	La rivière sort de son lit mineur lentement et peut inonder la plaine pendant une période relativement longue. La rivière occupe son lit moyen et éventuellement son lit majeur.
Inondation par crue torrentielle	Lorsque des précipitations intenses tombent sur tout un bassin versant, les eaux ruissellent se concentrent rapidement dans le cours d'eau, d'où des crues brutales et violentes dans les torrents et les rivières torrentielles. Ce phénomène se rencontre principalement lorsque le bassin versant intercepte des précipitations intenses à caractère orageux (en zones montagneuses et en région méditerranéenne).
Inondations liées aux remontées de nappes	Lorsque le sol est saturé d'eau, il arrive que la nappe affleure et qu'une inondation se produise. Ce phénomène concerne particulièrement les terrains bas ou mal drainés et peut perdurer. Les remontées de nappe entraînent des inondations lentes, ne présentant pas de danger pour la vie humaine, mais provoquent des dommages non négligeables à la voirie qui est mise sous pression, et aux constructions.
Information des acquéreurs et des locataires (IAL)	Codifié à l'article L125-5 du code de l'environnement, il s'agit d'une obligation d'information de l'acheteur ou du locataire de tout bien immobilier (bâti et non-bâti) situé en zone de sismicité ou/et dans un plan de prévention des risques prescrit ou approuvé. À cet effet sont établis directement par le vendeur ou le bailleur : • un état des risques naturels et technologiques, à partir des informations mises à disposition par le préfet de département; • une déclaration sur papier libre sur les sinistres ayant fait l'objet d'une indemnisation consécutive à une catastrophe naturelle reconnue comme telle.
Laisse de crue	Trace laissée par le niveau des eaux les plus hautes (marques sur les murs, déchets accrochés aux branches). Dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques inondation, on répertorie lors de l'enquête de terrain les laisses de crue pour faciliter l'établissement de la carte des aléas.
Laminage	Amortissement d'une crue avec diminution de son débit de pointe et étalement de son débit dans le temps, par effet de stockage et de déstockage dans un réservoir ou un champ d'expansion de crue.
Lit mineur	Espace limité par les berges de la rivière. On distingue parfois le lit d'étiage, qui correspond aux plus basses eaux et le lit mineur lui-même qui correspond aux valeurs habituelles des crues les plus fréquentes à bord plein.
Lit majeur	Espace maximal occupé temporairement par les rivières lors du débordement des eaux en période de crues exceptionnelles.
Modélisation	Représentation mathématique simplifiée à partir d'éléments statistiques simulant un phénomène qu'il est difficile ou impossible d'observer directement

Nivellement général de la France (NGF)	Système de référence altimétrique unique à l'échelle nationale. Les cotes données dans le système orthométrique doivent être corrigées pour être exploitées dans le système NGF69.
Période de retour	Moyenne, à long terme, du temps ou du nombre d'années séparant un événement de grandeur donnée d'un second événement d'une grandeur égale ou supérieure. La période de retour est l'inverse de la fréquence d'occurrence de l'événement considéré au cours d'une année quelconque.
Plancher utile	Le premier plancher utile, c'est à dire utilisé pour une quelconque activité (habitation, usage industriel, artisanal, commercial ou agricole), à l'exception des garages de stationnement de véhicules, doit toujours être implanté au-dessus de la cote de référence. Dans le cas d'un garage qui peut donc être implanté en dessous de la cote de référence, si celui-ci abrite des équipements sensibles à l'eau (chaudière, gros électroménager, équipements techniques, etc.), ces équipements devront respecter la cote de référence.
Plan des Surfaces Submersibles (PSS)	Au XX ^e siècle s'est établie progressivement une politique d'occupation des sols prenant en compte les risques naturels. Les premières bases législatives apparaissent il y a une soixantaine d'années lors de la promulgation du décret-loi du 30/10/1935 et de son décret d'application du 20/10/1937 instituant les Plans des Surfaces Submersibles (PSS). Les PSS prescrivent un régime d'autorisation lorsque le risque de crue présenté par les cours d'eau le justifie ; le dépôt d'une déclaration avant réalisation de travaux susceptibles de nuire à l'écoulement naturel des eaux (digues, remblais, dépôts, clôtures, plantations, constructions) est alors nécessaire ; la mise en place des PSS a pris des décennies
Prévention	Ensemble de mesures de toutes natures prises pour réduire les effets dommageables des phénomènes naturels avant qu'ils se produisent. La prévention englobe le contrôle de l'occupation du sol, la mitigation (réduction de la vulnérabilité), la protection, la surveillance, la préparation de crise. De manière plus restrictive, la prévention est parfois réduite aux mesures visant à prévenir un risque en supprimant ou modifiant la probabilité d'occurrence du phénomène dangereux, par opposition à la protection.
Protection	Mesures visant à limiter l'étendue ou/et la gravité des conséquences d'un phénomène dangereux, sans en modifier la probabilité d'occurrence, par opposition aux mesures de prévention. En ce sens, les digues constituent des ouvrages de protection.
Repères de crues	Témoignages pouvant prendre la forme de traits de peinture, de marques inscrites dans la pierre, de plaques portant la date de l'événement et le niveau de l'eau, etc. qui ont été placés ou gravés au cours des plus grandes crues. Dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques inondation, les repères de crue sont répertoriés lors de l'enquête de terrain, pour établir la carte des aléas historiques.
Risque majeur	Un risque majeur se définit comme la survenue soudaine et inopinée, parfois imprévisible, d'une agression d'origine naturelle ou technologique dont les conséquences pour la population sont dans tous les cas tragiques en raison du déséquilibre brutal entre besoins et moyens de secours disponibles. Deux critères caractérisent le risque majeur : une faible fréquence et une énorme gravité. On identifie 2 grands types de risques majeurs : les risques naturels : avalanche, feu de forêt, inondation, mouvement de terrain, cyclone, séisme et éruption volcanique, les risques technologiques : industriel, nucléaire, biologique, rupture de barrage, transport de matières dangereuses,... Un événement potentiellement dangereux ALÉA n'est un RISQUE MAJEUR que s'il s'applique à une zone où des ENJEUX humains, économiques ou environnementaux, sont en présence

Servitude d'utilité publique	Une servitude d'utilité publique constitue une limitation administrative au droit de propriété et d'usage du sol. Elle a pour effet soit de limiter, voire d'interdire l'exercice du droit des propriétaires sur ces immeubles, soit d'imposer la réalisation de travaux. Elle s'appuie sur des textes réglementaires divers (code de l'environnement, code rural, etc.) et s'impose à tous (État, collectivités territoriales, particuliers, etc.).
Sous-sol	Partie d'une construction aménagée au-dessous du niveau du terrain naturel.
Terrain naturel	Terrain avant travaux, sans remaniement apporté préalablement pour permettre la réalisation d'un projet de construction.
Vulnérabilité	Niveau de conséquences prévisibles d'un phénomène naturel sur les enjeux

3.3 Scénario hydrologique de la crue de référence du Rhône

En partant des débits de la crue de 1856, issus des travaux de M. Pardé, il s'agit de déterminer la ligne d'eau d'une crue similaire à celle de 1856 qui se produirait aujourd'hui.

La première étape a consisté à affiner le scénario hydrologique de la crue de 1856. En effet, les données de référence pour cette crue sont établies uniquement aux principales stations historiques de Givors, Valence, Viviers et Beaucaire, ainsi que sur les principaux affluents : Arve, Ain, Saône, Isère, Eyrieux, Drôme, Ardèche, Durance. Le scénario de crue correspondant, dit « Pardé-brut », a la particularité d'inclure des crues de l'Isère et de la Drôme particulièrement fortes, comparativement à celle d'affluents comme l'Eyrieux, l'Ardèche et la Durance. Par ailleurs, ce scénario ne permet pas d'intégrer les apports d'autres affluents importants comme le Doux, la Cèze, le Roubion ou même le Gard.

Il est donc nécessaire de compléter le scénario initial, pour constituer un scénario plus complet qui prend bien en compte tous les affluents, tout en conservant les paramètres fondamentaux de la crue de 1856. Ce scénario dit « 1856 Pardé-lissé » est équivalent en importance à la crue de 1856. En effet, il est construit en partant du débit historique de 6100m³/s à la confluence Rhône-Saône pour obtenir le débit historique de 12500m³/s à Beaucaire, mais de plus :

- il intègre des débits davantage proportionnels aux débits caractéristiques pour chacun des affluents principaux,
- il propose une répartition des apports plus équilibrée hydrologiquement que dans le scénario « Pardé-brut ».

Le tableau et le graphique suivant montrent comment évoluent, d'amont en aval, les débits dans le scénario de crue de référence à chaque confluence d'affluent important avec l'indication de l'apport de ces affluents principaux.

Affluent	Scénario 1856 Pardé lissé	
	Apport des affluents en m ³ /s	Débit du Rhône à l'aval de la confluence en m ³ /s
Débit à l'aval du confluent Rhône Saône		6100
Gier	100	6200
Doux	200	6400
Isère	1400	7800
Eyrieux	500	8300
Drôme	100	8400
Roubion	100	8500
Ardèche	1760	9800
Cèze	200	10000
Durance	1800	11800
Gard	700	12500

La deuxième étape a consisté à déterminer les conditions de fonctionnement des aménagements hydroélectriques de la CNR, afin déterminer les débits dans les vieux Rhône ou Rhône court-circuité (RCC).

En fonctionnement normal, assuré dans la majorité des épisodes de crue, les débits dérivés dans les canaux usiniers sont proches des débits d'équipement (débits maxima turbinables).

Pour la détermination de l'aléa de référence il apparaît plus judicieux de retenir une hypothèse de fonctionnement dégradé correspondant à la moitié du débit d'équipement pour chaque aménagement, sauf pour l'aménagement de Donzère-Mondragon où le débit du canal usinier, contrôlé par le barrage de garde, peut être maintenu à 1500m³/s en situation de crue de référence.

Le tableau suivant donne les débits dérivés dans chaque canaux usiniers, qu'il faut retrancher au débit du bief correspondant pour connaître le débit du Rhône court-circuité.

Bief	Débit d'équipement (maximum turbinable) en m ³ /s	Débit dérivé 1856 Pardé lissé en m ³ /s
Pierre-Bénite	1400	800
Vaugris ²³	1400	0
Péage-de-Roussillon	1600	800
Saint-Vallier	1650	800
Bourg-les-Valence	2300	1150
Beauchastel	2100	1050
Logis-Neuf	2230	1100
Montélimar	1850	930
Donzère-Mondragon	1980	1500
Caderousse	2280	1140
Avignon ²⁴	2310	4800
Vallabrègues	2200	1100

²³ Pas de dérivation sur cet aménagement.

²⁴ Le débit d'équipement est la somme du débit turbinable du barrage de Sauveterre et de l'usine d'Avignon. Le débit dérivé s'entend comme le débit n'empruntant pas le bras d'Avignon, c'est à dire s'écoulant pas la déviation de la Motte puis la dérivation de la Barthelasse. Cette configuration particulière explique que la débit dérivé soit supérieur au débit turbinable.

3.4 Les textes de référence

3.4.1 Les textes spécifiques à l'élaboration des PPR

Le code de l'environnement

- Le code de l'environnement régit l'élaboration des PPR par les articles L562-1 à L562-9 et R562-1 à R562-12.

Le code de la construction et de l'habitation

- L'article R126-1 énonce que les PPR peuvent fixer des règles particulières de construction.

Les Circulaires

Les circulaires suivantes explicitent les objectifs et les modalités d'élaboration des plans de prévention des risques :

- Circulaire interministérielle du 24 janvier 1994 : relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables
- Circulaire du 2 février 1994 : relative aux dispositions à prendre en matière de maîtrise de l'urbanisation dans les zones inondables
- Circulaire du 16 août 1994 : relative à la prévention des inondations provoquées par des crues torrentielles
- Circulaire du 24 avril 1996 : portant dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables
- Circulaire n°234 du 30 avril 2002 : relative à la politique de l'Etat en matière de risques naturels prévisibles et de gestion des espaces situés derrière les digues de protection contre les inondations et les submersions marines
- Circulaire du 21 janvier 2004 : relative à la maîtrise de l'urbanisme et de l'adaptation des constructions en zone inondable
- Circulaire ministérielle du 3 juillet 2007 : relative à la consultation des acteurs, la concertation avec la population et l'association des collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPR).

Les Guides

Des guides méthodologiques rédigés par les ministères de l'environnement et de l'équipement précisent les procédures d'élaboration et détaillent le contenu des PPR :

- Guide général, plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) ; Ed. La Documentation française 1997 - 78 pages.
- Guide méthodologique plans de prévention des risques d'inondations ; Ed. La Documentation française 1999 - 124 pages

3.4.2 Les textes décrivant les effets du PPR

L'information des acquéreurs et des locataires (IAL)

- L'article L125-5 du code de l'environnement impose aux vendeurs ou aux bailleurs d'informer les acquéreurs ou les locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un PPR prescrit ou approuvé, de l'existence des risques définis dans ce plan.
- Les modalités sont précisées aux articles R125-23 à R125-27 du même code.

L'information du public

- L'article L125-2 du code de l'environnement impose au maire d'informer la population, par des réunions publiques ou tout autre moyen approprié, des risques naturels existants sur le territoire communal et des mesures prises pour gérer ces risques.

Le plan communal de sauvegarde (PCS)

- En application de l'article 13 de la loi du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile et du décret du 13 septembre 2005, la commune dispose d'un délai de 2 ans à partir de la date d'approbation du PPR pour élaborer son PCS.

Les financements par le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM)

- L'article L561-3 du code de l'environnement fixe la nature des dépenses que le FPRNM peut financer dans la limite de ses ressources. Pour l'essentiel, ce sont :
 - les acquisitions amiables de biens exposés à certains risques,
 - les études et travaux de réduction de la vulnérabilité des biens existants, imposés par un PPR.
- Au titre des dispositions temporaires, l'article 128 de la loi n°2000-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004, modifié, permet également le financement d'études et de travaux de prévention ou de protection contre les risques naturels dont les collectivités territoriales assurent la maîtrise d'ouvrage.
- Les articles R561-15 à R561-17 du code de l'environnement précisent les modalités de mises en oeuvre de ces financements.
- L'arrêté du 12 janvier 2005, relatif aux subventions accordées au titre du financement par le FPRNM de mesures de prévention des risques naturels majeurs, fixe la procédure de demande des subventions.
- La circulaire interministérielle du 23 avril 2007 précise les modalités d'application de ces textes.

Les documents d'urbanisme

- Les articles L126-1 et R123-22 du code de l'urbanisme définissent les conditions dans lesquelles le PPR doit être annexé au PLU en tant que servitude d'utilité publique.

Le régime d'assurances

- Les articles L125-1 à L125-6 du code des assurances définissent les conditions d'indemnisation dans le cadre de la procédure catastrophe naturelle.

3.4.3 Les textes spécifiques aux PPRi Rhône et au PPRi de Donzère

L'analyse historique

- *Eaux de Rhône-Méditerranée-Corse* : Agence de l'Eau, 1991.
- *Les inondations en France du VI^e siècle au XIX^e siècle , d'après l'œuvre de Maurice Champion (CD.Rom)* : Cemagref, 2002.
- PARDE Maurice, *Le régime du Rhône (3 Tomes)* : Géocarefour, 2004.
- PARDE Maurice, *Le Calcul des débits du Rhône et de ses affluents* :Géocarefour, 2004.
- PARDE Maurice, *Quelques nouveautés sur le régime du Rhône* :Géocarefour, 2004.
- *Un siècle de crues du Rhône, Regard d'un collectionneur* : Direction régionale de l'environnement Rhône-Alpes , 2009.
- *Cartographie des repères de crues* : EPTB Territoire Rhône, 2010 (accessible sur le site <http://www.eptb-rhone.fr/77-carte-des-reperes-de-crues.htm>)

Le plan Rhône

- *Contrat de Projets Inter-régional Plan Rhône 2007-2013* : 2007.
- *Plan Rhône, un projet de développement durable* : Direction Régionale de l'Environnement Rhône-Alpes, 2005.

Les documents techniques et réglementaires

- *Doctrine commune pour l'élaboration des PPRi du Rhône et de ses affluents à crue lente* : Direction Régionale de l'Environnement Rhône-Alpes, Bassin Rhône-Méditerranée, 2006.
- *Etude globale pour une stratégie de réduction des risques dus aux crues du Rhône (EGR)* : EPTB Territoire Rhône & CNR, 2002.
- *Le Rhône en 100 questions* : ZABR & GRAIE, 2008.
- *ACB Analyse Coût / Bénéfice - Base de données enjeux* : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, novembre 2010.
- *Etude d'inondabilité des bassin versants de Combelonge, des Riailles et des Opillas* : Géo+, 1998.
- *Etude d'inondabilité de la Berre et compléments sur les Riailles* : Géo+, 1999.
- *Cartographie de l'aléa inondation Combelonge, Riailles, Opillas et la Berre* :Géo+, 2002.
- *Etude sur la faisabilité et les contraintes des aménagements d'ouvrages de protection sur la plaine du Rhône court-circuité de Donzère-Mondragon* : PROLOG Ingénierie, 2009.
- *Plan de Prévention des Risques naturels d'inondation* : DDE de la Drôme, Service Navigation Rhône Saône, 2005.

3.5 Dommages et assurances



Catastrophes naturelles

Prévention et assurance

420 communes inondées en 2 jours dans le sud-est en septembre 2002.
3 milliards d'euros : coût des inondations de septembre 2002 et décembre 2003.
130 000 sinistrés dans l'année 2002.

**A tort, les risques naturels apparaissent souvent inéluctables et incontrôlables.
Ils ne sont cependant pas une fatalité. Les anticiper, c'est prévenir le risque.**

Mission Risques Naturels

Mission des sociétés d'assurances pour la connaissance et la prévention des risques naturels

Les événements naturels

Qu'est-ce qu'une catastrophe naturelle ?

Cette notion a été définie par la loi. La catastrophe naturelle est caractérisée par l'intensité anormale d'un agent naturel (inondation, tremblement de terre, sécheresse...) lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises. Un arrêté interministériel constate l'état de catastrophe naturelle. Il permet l'indemnisation des dommages directement causés aux biens assurés.

Un système d'indemnisation impliquant l'assureur et l'Etat

Les dommages provoqués par une catastrophe naturelle sont difficiles à évaluer et leur coût peut être considérable. C'est pourquoi l'Etat apporte sa garantie par l'intermédiaire d'une entreprise publique, la Caisse centrale de réassurance (CCR), auprès de laquelle les sociétés d'assurances peuvent en partie se réassurer.

Une obligation d'informer

Vous devez vous renseigner sur les risques naturels auxquels vous êtes exposé.
Le maire et le préfet ont l'obligation de vous informer sur les risques que vous encourez et sur les mesures de sauvegarde prévues.

Si vous achetez une maison située dans une zone couverte par un PPR (plan de prévention des risques), un état des risques, fondé sur les informations mises à la disposition du préfet, doit être annexé à la promesse unilatérale de vente ou à l'acte de vente.

Par ailleurs, le vendeur doit vous préciser, par écrit, si la maison a déjà subi des dommages de ce type pendant le temps où il en était propriétaire. Cette information doit se retrouver dans l'acte de vente.

Si le vendeur n'a pas respecté ces dispositions, vous pouvez demander en justice la résolution du contrat ou une diminution du prix.

Si vous êtes locataire, votre propriétaire doit vous donner la même information. L'état des risques existants doit être annexé à votre contrat de location.

Se protéger pour mieux s'assurer

❖ *S'assurer, liberté et obligation*

Liberté de s'assurer

Rien ne vous oblige à assurer vos biens. Mais dès que vous faites ce choix, la garantie catastrophes naturelles s'ajoute automatiquement à votre contrat.

Pas d'assurance
=
Pas d'indemnisation

Attention : si votre maison ou votre voiture ne sont pas garanties, au moins contre l'incendie, vous ne bénéficierez pas de l'assurance contre les catastrophes naturelles.

Liberté de contracter

Les sociétés d'assurances n'ont aucune obligation d'accepter tous les risques ; elles peuvent écarter les biens dont l'exposition aux aléas naturels pénalise trop la collectivité des assurés (exemple : absence de prévention, inondations répétitives...).

Une garantie obligatoire

Dès qu'un assureur accepte d'assurer vos biens (habitation, voiture, mobilier...), il est obligé de les garantir contre les dommages résultant d'une catastrophe naturelle (loi du 13 juillet 1982), sauf pour certaines constructions trop vulnérables.

Le législateur a voulu protéger l'assuré en instituant une obligation d'assurance des risques naturels. En contrepartie, il incite fortement l'assuré à prendre les précautions nécessaires à sa protection. Ainsi, l'obligation d'assurance et l'indemnisation en cas de sinistre seront fonction notamment de :

- ♦ l'existence d'une réglementation tendant à prévenir les dommages causés par une catastrophe naturelle. C'est le cas notamment du plan de prévention des risques (PPR) ;

Qu'est-ce qu'un PPR ?

C'est un plan qui est mis en place par l'Etat et qui définit dans la commune :

- ✓ les zones exposées aux risques naturels ;
- ✓ les mesures de prévention et de protection à mettre en oeuvre pour réduire, voire supprimer ces risques.

- ♦ la mise en œuvre des moyens de protection dans les zones exposées aux risques naturels.

Vérifiez si votre commune est dotée d'un PPR. Adressez-vous à votre mairie ou consultez le site du Ministère de l'écologie et du développement durable (MEDD) : www.prim.net

❖ Une obligation de garantir, mais pas dans tous les cas

Il n'y a pas de PPR dans votre commune

L'assureur est obligé de vous assurer sauf si certaines règles administratives n'ont pas été respectées au moment de la construction.

Un PPR a été approuvé dans votre commune

Le PPR indique quelles sont les zones où toutes constructions sont interdites et celles où elles sont autorisées, à condition de mettre en œuvre diverses mesures permettant de réduire leur vulnérabilité aux risques naturels.

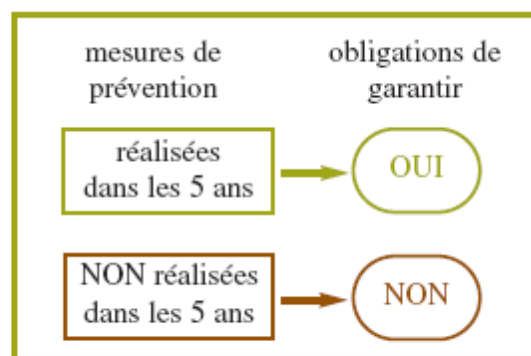
Pour vous inciter à ne pas retarder les diagnostics et travaux nécessaires, un dispositif d'accompagnement partiel de votre dépense est mis en place (voir encadré page 6).

Attention : la réglementation établie par le PPR s'impose aux constructions futures mais aussi aux constructions existantes.

Nouvelles constructions

L'assureur n'a pas l'obligation d'assurer les nouvelles constructions bâties sur une zone déclarée inconstructible par un PPR.

Si vous faites construire votre maison dans une zone réglementée, vous devez tenir compte des mesures de prévention prévues par le PPR pour bénéficier de l'obligation d'assurance.



Constructions existantes

L'obligation d'assurance s'applique aux constructions existantes quelle que soit la zone réglementée mais vous devrez vous mettre en conformité avec la réglementation dans un délai de 5 ans. Ce délai peut être plus court en cas d'urgence.

A défaut, il n'y aurait plus d'obligation d'assurance et le préfet pourrait vous mettre en demeure d'effectuer les travaux prescrits, puis ordonner leur réalisation à vos frais.

L'assureur ne pourra vous opposer son refus que lors du renouvellement de votre contrat ou lors de la souscription d'un nouveau contrat.

❖ Prévention, assurance et indemnisation

En cas de sinistre, une somme restera obligatoirement à votre charge : c'est la franchise. Le législateur a prévu le principe de la franchise en tant qu'incitation à mettre en œuvre les mesures de prévention permettant d'empêcher la survenance de sinistres peu importants. Son montant est réglementé. Pour les habitations et les véhicules, elle est de 380 pour tous les types de catastrophes naturelles, sauf pour les dommages dus à la sécheresse ou à la réhydratation des sols où elle est de 1520 .

Le montant de cette franchise pourra varier selon :

- ♦ l'existence ou non d'un PPR dans la commune ;
- ♦ la vulnérabilité de votre habitation lorsque les mesures de prévention n'ont pas été prises.

Il n'y a pas de PPR dans votre commune

La franchise qui sera appliquée au moment du sinistre sera modulée en fonction du nombre d'arrêtés parus pour le même type d'évènement déjà survenu dans les cinq années précédentes.

Cette mesure tend à inciter les communes à demander la mise en place d'un PPR.

Cette modulation n'est, en effet, plus appliquée si un PPR est prescrit. Elle le redeviendrait si le PPR n'était pas approuvé dans les quatre ans.

Modulation de la franchise

au 3ème arrêté ⇒ franchise x 2

au 4ème arrêté ⇒ franchise x 3

arrêtés suivants ⇒ franchise x 4

prescription d'un PPR



~~modulation~~

Un PPR a été approuvé dans votre commune

Si vous habitez dans une zone à risque définie dans le règlement du PPR, vous disposez d'un délai de cinq ans pour mettre en œuvre les mesures de prévention prévues. Si un sinistre survient pendant cette période, la franchise restera à votre charge, mais elle ne sera pas modulée.

Une aide financière à la prévention : le fonds Barnier

Pour favoriser la mise en œuvre des mesures de réduction de la vulnérabilité prescrites par les PPR, le législateur a créé le fonds de prévention des risques naturels majeurs, dit fonds Barnier.

Ainsi, vous pourrez bénéficier, sous certaines conditions et dans certains cas, d'une subvention du fonds Barnier pour mettre en œuvre les mesures de réduction de la vulnérabilité de vos biens. Les sociétés d'assurances alimentent ce fonds en versant une partie de la cotisation perçue au titre des catastrophes naturelles.

FONDS BARNIER

Pour les biens assurés uniquement, il contribue au financement :

- ✓ des études et des travaux de prévention prescrits par le PPR ;
- ✓ des dépenses liées aux opérations de reconnaissance, de traitement et de comblement des cavités souterraines et des marnières ;
- ✓ de l'indemnité allouée en cas d'acquisition amiable de l'habitation par la commune, un groupement de communes ou l'Etat.

Il aide aussi au financement :

- ✓ de l'indemnité allouée en cas d'expropriation du fait de péril important ;
- ✓ des frais de prévention liés aux évacuations temporaires et au relogement des personnes exposées.

Non-respect des prescriptions du PPR

Cinq ans après l'approbation du PPR, votre assureur pourra demander au Bureau central de tarification (BCT) de fixer les conditions d'assurance :

- ♦ le montant de la franchise de base pourra être majoré jusqu'à 25 fois ;
- ♦ selon le risque assuré, un bien mentionné au contrat pourra éventuellement être exclu.

Le préfet et le président de la CCR pourront également saisir le BCT s'ils estiment que les conditions dans lesquelles vous êtes assuré sont injustifiées eu égard à votre comportement ou à l'absence de toute mesure de précaution.

Vous ne trouvez pas d'assureur : le BCT

Qu'il y ait un PPR ou non, et quel que soit le lieu où vous habitez, vous pouvez rencontrer des difficultés pour vous assurer si votre habitation est mal protégée.

Si vous êtes dans cette situation, vous pouvez saisir le BCT. Pour ce faire, les assureurs tiennent un formulaire spécifique à votre disposition.

Le refus d'une seule entreprise d'assurance suffit, mais si votre bien présente une importance ou des caractéristiques particulières, le BCT pourra vous demander de lui présenter un ou plusieurs autres assureurs afin de répartir le risque entre eux.

Le BCT fixera les conditions d'assurance comme dans le cas précédent.

Donc, les constructions existantes conservent le bénéfice de l'assurance dans tous les cas, avec une incitation forte à la réduction de la vulnérabilité, le cas échéant.

Votre cotisation

Son montant doit figurer sur votre avis d'échéance. Il est déterminé selon un taux unique fixé par l'Etat.

Multirisque habitation

Le coût de la garantie catastrophe naturelle s'élève à 12% de la cotisation correspondant aux garanties concernant ou se rapportant à votre habitation.

Véhicule

Le taux est de 6 % de la cotisation correspondant aux garanties vol et incendie ou, à défaut, 0,5 % de la cotisation afférente aux garanties dommages au véhicule.

Votre garantie

❖ *La garantie obligatoire*

Elle s'applique à tous les dommages directement causés aux biens couverts par vos contrats multirisque habitation et automobile, et pour ceux-là seulement. Attention, si votre véhicule n'est assuré qu'en responsabilité civile (assurance dite au tiers), vous ne bénéficierez pas de la garantie catastrophes naturelles.

Vos biens sont assurés avec les mêmes limites et les mêmes exclusions que celles prévues par la garantie principale de votre contrat (ex : la garantie incendie dans les contrats multirisque). Aussi, vérifiez la définition des biens garantis dans votre contrat : les clôtures, murs de soutènement, piscines..., sont-ils compris ?

Si vous bénéficiez de la garantie valeur à neuf vous serez indemnisé sans qu'il soit tenu compte de la vétusté (voir les conditions dans votre contrat).

Les frais de démolition, déblais, pompage et de nettoyage, les mesures de sauvetage et les études géotechniques préalables à la reconstruction après une catastrophe naturelle sont obligatoirement couverts.

❖ *Les garanties facultatives*

Tous les dommages qui n'atteignent pas directement vos biens n'entrent pas dans la garantie obligatoire. Vous pouvez demander à votre assureur s'il peut les prévoir moyennant une cotisation supplémentaire.

Il s'agira, par exemple :

- ♦ des frais de relogement ;
- ♦ des pertes indirectes ;
- ♦ des frais de déplacement ;
- ♦ de la perte de l'usage de tout ou partie de l'habitation ;
- ♦ de la perte de loyers ;
- ♦ du remboursement d'une partie des honoraires de l'expert ;
- ♦ des dommages aux appareils électriques dus à une surtension ;
- ♦ du contenu des congélateurs endommagé suite à une coupure de courant ;
- ♦ des frais de location de véhicule, etc.

Certaines sociétés d'assurances prévoient, dans leurs contrats, une garantie forces de la nature qui joue en cas d'événements non déclarés catastrophes naturelles. Les contrats d'assurance automobile comprennent souvent cette clause qui existe aussi, mais plus rarement, dans les contrats multirisque habitation. Vérifiez dans votre contrat si vous possédez cette garantie et quelle en est la portée.

En cas de sinistre

❖ *Déclaration*

Votre déclaration doit être faite à votre assureur le plus rapidement possible.

Le sinistre devra être déclaré au plus tard dans les dix jours qui suivent la parution de l'arrêté interministériel au journal officiel. Si votre contrat comprend une garantie forces de la nature, il est préférable de déclarer le sinistre dans les cinq jours.

Dès que cela est réalisable, établissez la liste des dégâts que vous avez subis.

CONSEILS PRATIQUES

- ✓ prenez les mesures nécessaires pour que les dommages ne s'aggravent pas ;
- ✓ conservez, si possible, les objets détériorés, prenez des photos des biens endommagés ;
- ✓ réunissez factures d'achat, de réparations ou de travaux, actes notariés où figurent les biens sinistrés, photos, etc.

❖ *Indemnisation*

L'arrêté interministériel énumère le ou les événements qui pourront être indemnisés (inondation, coulées de boue, sécheresse, tremblement de terre, raz de marée...) et les communes concernées.

Rappelons que vous serez indemnisé en fonction des garanties que vous avez souscrites et qu'une franchise restera à votre charge (voir ci-dessus).

Les éléments que vous fournirez à votre assureur ou à son expert permettront de déterminer le montant de vos dommages.

Si vous avez souscrit une garantie des honoraires d'expert, une partie de ceux-ci pourra vous être remboursée. Vérifiez-le.

Délais de règlement

Votre assureur a l'obligation de vous indemniser dans un délai maximum de 3 mois à compter de la date de réception de l'état estimatif de vos dommages ou de la date de publication de l'arrêté catastrophes naturelles si elle est postérieure (sauf cas de force majeure. Exemple : décrue ne permettant pas l'expertise).

En tout état de cause, votre assureur devra vous verser une provision dans les deux mois qui suivent, soit la date de remise de l'état estimatif des biens endommagés ou des pertes subies, soit la date de publication de l'arrêté, lorsque celle-ci est postérieure.

❖ *Après sinistre, la reconstruction*

Votre garantie valeur à neuf

Pour bénéficier de cette garantie, votre contrat peut vous obliger à reconstruire au même endroit. Vérifiez le vôtre.

Deux exceptions toutefois :

- ♦ si vous êtes exproprié ;
- ♦ si vous êtes soumis à un PPR.

Dans ce dernier cas, rappelons que lors de la reconstruction vous devrez réaliser les travaux rendus obligatoires par le PPR. A défaut, votre franchise pourrait être majorée (voir ci-dessus).

L'intervention du fonds Barnier

Après un sinistre, vous pourrez envisager de reconstruire sur place ou ailleurs et bénéficier, selon le cas, d'une subvention du fonds Barnier.

Une condition pour bénéficier de cette subvention :
votre maison devait être assurée.

Vous souhaitez reconstruire ailleurs

Si votre habitation a été endommagée à plus de 50%, vous pourrez envisager de la délaisser à votre commune ou à un groupement de communes. Le fonds Barnier pourra contribuer à cette acquisition.

Vous souhaitez reconstruire sur place

Dans ce cas, si votre commune est couverte par un PPR, le fonds pourra aider au financement des travaux de prévention prescrits. Il pourra également subventionner en partie les opérations de reconnaissance, de traitement et de comblement des cavités souterraines et des marnières.

Dans l'un et l'autre cas

Si vous devez être évacué temporairement, les dépenses de prévention liées à cette évacuation et les frais de relogement pourront, selon le cas, être en partie subventionnés.

Vos dommages corporels

La loi n'a pas prévu d'indemnisation en cas de dommages corporels ou de décès lors de catastrophes naturelles.

Seules, donc, les assurances personnelles que vous avez souscrites pourront intervenir. Il s'agit notamment des contrats d'assurance :

- ♦ sur la vie ;
- ♦ individuelle accident ;
- ♦ garantie des accidents de la vie ;
- ♦ assurance scolaire ou extra scolaire...

Ce document ne traite pas :

- de l'assurance des dommages dus aux tempêtes (dommages causés par le vent), à la grêle ou à la neige ;
- des comportements de prévention avant, pendant et après le sinistre : voir les " mémentos du particulier " sur le site de la MRN, www.mrn-gpsa.org

Photo couverture : banque image MAIF - Virginie Clavières

Brochure réalisée par



www.mrn-gpsa.org

une association entre



*Fédération
Française
des Sociétés
d'Assurances*

www.ffsa.fr



www.gema.fr



Mise à jour le 8/10/04.

Mission Risques Naturels

Mission des sociétés d'assurances pour la connaissance et la prévention des risques naturels

Rhône et affluents

Plan de Prévention des Risques Naturels – inondation

Commune de DONZERE

3 – Règlement

Direction Départementale des Territoires de la Drôme

Prescription le : 8 mars 2010

SOMMAIRE

TITRE 1 PORTÉE DU RÈGLEMENT – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
Chapitre 1 Champ d'application.....	5
Article 1 - Champ d'application territorial	5
Article 2 - Modalités de prise en compte du risque inondation.....	5
Article 3 - Objectifs majeurs du PPRi	6
Article 4 - Principes de zonage	6
Chapitre 2 Effets du Plan de Prévention des Risques naturels.....	8
Article 1 - Qui est responsable de la mise en œuvre du présent règlement ?.....	8
Article 2 - Quel est le délai pour se conformer au règlement ?.....	8
Article 3 - Quel sera le coût maximal imposé pour la mise en conformité des constructions existantes ?.....	8
Article 4 - Les mesures prescrites aux bâtiments existants peuvent-elles bénéficier d'une aide de l'Etat ?.....	8
Article 5 - Le fait de disposer d'un PPR prescrit ou approuvé permet-il aux collectivités de bénéficier de financement spécifiques pour réaliser des études et des travaux de prévention des risques ?.....	8
Article 6 – Quelles conséquences en matière d'assurance ?.....	9
Article 7 - Quelles conséquences en matière d'information ?.....	9
Article 8 – Quelles conséquences en matière de préparation et de gestion de crise.....	9
Article 9 - A qui s'impose le PPR ?.....	10
Chapitre 3 Cote de référence.....	11
Article 1 – Cote de référence en zone « rouge » du Rhône, secteurs Rr et Rrd.....	11
Article 2 – Cote de référence pour les ruisseaux, secteurs Ra, Raa et Ba.....	11
Article 3 – Application de la cote de référence.....	12
Chapitre 4 Dispositions concernant les thalwegs, vallats, ruisseaux et ravins.....	12
TITRE 2 RÈGLES APPLICABLES DANS LA ZONE « ROUGE ».....	13
Chapitre 1 Réglementation des projets nouveaux.....	13
Article 1 - Sont interdits.....	13
Article 2 - Peuvent être autorisés	13
Article 3 - Prescriptions réglementaires applicables aux projets futurs.....	15
Chapitre 2 Réglementation applicable aux biens et activités existants.....	17
Article 1 - Prescriptions.....	17
Article 2 – Recommandations.....	17
Chapitre 3 Réglementation applicable aux infrastructures et équipements publics. 18	
Article 1 - Sont autorisés.....	18
Article 2 - Peuvent être autorisés	18
Article 3 – Prescriptions particulières	18
TITRE 3 RÈGLES APPLICABLES DANS LA ZONE « BLEU »	19
Chapitre 1 Réglementation des projets nouveaux.....	19
Article 1 - Sont interdits.....	19
Article 2 - Peuvent être autorisés.....	19
Article 3 - Prescriptions réglementaires applicables aux projets futurs.....	20
Chapitre 2 Réglementation applicable aux biens et activités existants.....	22
Article 1 - Prescriptions.....	22
Article 2 - Recommandations.....	22

Chapitre 3 Règlementation applicable aux infrastructures et équipements publics.	23
Article 1 - Sont autorisés.....	23
Article 2 - Peuvent être autorisés	23
Article 3 – Prescriptions particulières	23
TITRE 4 MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE.....	25
Article 1 - Pour la commune	25
Article 2 - Pour les personnes privées, physiques ou morales.....	27
Article 3 - Pour les maîtres d'ouvrage des infrastructures routières publiques (Etat, Département, Communes).....	27
Article 4 - Pour les maîtres d'ouvrage des digues de protection.....	27
ANNEXES.....	29
Les textes de références.....	31
Glossaire.....	33

TITRE 1	Portée du règlement – dispositions générales
----------------	---

Chapitre 1 Champ d'application

La révision du Plan de Prévention des Risques naturels d'inondation (PPRi) de la commune de Donzère a été prescrite par arrêté préfectoral n°10-0885 du 8 mars 2010.

Ce dossier a été élaboré en application des articles L562-1 à L562-9 et R562-1 à R562-12 du code de l'environnement qui codifient les dispositions de la loi du 2 février 1995 (loi Barnier), relative au renforcement de la protection de l'environnement ainsi que de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 (loi Bachelot), relative à la prévention des risques naturels et technologiques et à la réparation des dommages.

En application de ces textes le présent règlement fixe les dispositions applicables :

- à l'implantation de toute construction et installation,
- à l'exécution de tous travaux,
- à l'exercice de toute activité,
- aux biens et activités existants.

Il s'applique sans préjudice de l'application des autres législations et réglementations en vigueur, notamment les codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la construction et de l'habitation, etc.

Article 1 - Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la commune de Donzère.

Article 2 - Modalités de prise en compte du risque inondation

En application des circulaires du 24 janvier 1994, du 30 avril 2002, du 21 janvier 2004 et des différents guides méthodologiques traitant des risques d'inondation, **la crue de référence** retenue pour déterminer les zones exposées aux risques est soit :

- la crue centennale,
- la crue historique connue si elle est supérieure à la crue centennale.

Sur le Rhône aval, entre Viviers et le Grand Delta, la doctrine Rhône, document commun à l'élaboration de l'ensemble des PPRi des communes riveraines du Rhône, conduit à retenir la crue historique de 1856 comme crue de référence. Pour tenir compte de l'évolution du fleuve par rapport à cette crue du XIXème siècle, les débits de l'époque ont été modélisés en tenant compte du fonctionnement des aménagements de la CNR donc aux conditions actuelles d'écoulement.

La crue de référence retenue est la crue de 1856 modélisée aux conditions actuelles d'écoulement¹ (et avec des conditions de fonctionnement de chaque ouvrage CNR bien identifiées).

Pour les affluents, aucune crue historique n'étant suffisamment connue ni renseignée, **la crue de référence retenue est la crue centennale modélisée.**

¹ Cf. note de présentation pour une explication détaillée.

Article 3 - Objectifs majeurs du PPRI

La réalisation du PPRI répond à deux priorités majeures :

- **préserver les vies humaines,**
- **réduire la vulnérabilité des biens et le coût des dommages.**

Ces objectifs conduisent à :

- interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement et les limiter dans les autres zones inondables,
- préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont et en aval,
- éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés,
- sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau.

Article 4 - Principes de zonage

Les débordements du Rhône affectent essentiellement des zones peu ou pas urbanisées qui constituent un vaste champ d'expansion de crues du fleuve, situé entre le Rhône court-circuité ou « vieux Rhône » et le canal de dérivation.

Les affluents, décrits dans la note de présentation, affectent également de grands secteurs non urbanisés et essentiellement agricoles mais ils peuvent atteindre aussi des zones urbanisées récemment sous forme pavillonnaire (quartiers « Villa des Roses par exemple ou « Cité des Roches »).

Le centre urbain de la commune n'est, quant à lui, plus atteint par la crue de référence suite aux travaux d'aménagement réalisés en 2009 sur le ruisseau des Riailles. C'est d'ailleurs la principale raison de la révision du PPRI de la commune de Donzère.

En application des articles L562-1, L562-8 et R562-3 du code de l'environnement, et des principes énoncés par les circulaires et guides présentés en annexe, le zonage réglementaire du PPRI comprend des zones inconstructibles et des zones constructibles.

Zones inconstructibles

Les secteurs agricoles ou naturels peu ou pas urbanisés doivent rester inconstructibles quel que soit le niveau de l'aléa qui les affectent, afin de conserver les capacités de stockage et d'écrêtement de crues (L562-8) et de ne pas accroître la vulnérabilité des personnes et des biens. Des exceptions à ce principe sont possibles pour garantir la pérennité des activités économiques, agricoles en particulier, présentes dans la plaine inondable.

Zones constructibles avec prescriptions

Dans les secteurs affectés par un aléa faible qui sont déjà urbanisés ou partiellement urbanisés, le principe du PPRI est de permettre la poursuite de leur urbanisation tout en limitant la vulnérabilité aux crues des constructions nouvelles.

En conséquence le zonage réglementaire du PPRI de Donzère comprend deux zones :

- une zone « rouge » inconstructible divisée en quatre secteurs correspondant :
 - à la bande de sécurité digues du Rhône (**Rrd**),
 - au champ d'expansion des crues du Rhône (**Rr**),
 - aux secteurs d'aléa fort et moyen des ruisseaux (**Ra**),
 - aux espaces agricoles et naturels peu ou pas urbanisés affectés par un aléa faible par débordement des ruisseaux (**Raa**).
- une zone « bleu » (**Ba**) constructible qui correspond aux secteurs déjà urbanisés, soumis à un aléa faible.

La délimitation de ces zones résulte du croisement des aléas et des enjeux. Le principe de croisement est synthétisé dans la grille ci-dessous.

Enjeux	Champs d'expansion des crues non ou peu urbanisés	Zones urbanisées
Aléas		
Rhône digues (aléa fort)	« hachurée rouge » (Rrd)	Sans objet
Rhône (aléa fort et modéré)	« hachurée rouge » (Rr)	Sans objet
Affluents (aléa fort)	« rouge » (Ra)	« rouge » (Ra)
Affluents (aléa moyen)	« rouge » (Raa)	« rouge » (Ra)
Affluents (aléa faible)	« rouge » (Raa)	« bleu clair » (Ba)

Avertissement concernant les zones non inondables limitrophes des zones inondables :

- En dehors des zones définies dans le zonage réglementaire du présent PPRI, le risque inondation normalement prévisible est très faible jusqu'à l'aléa de la crue de référence retenue. Cependant, pour la réalisation et l'utilisation des sous-sols et dispositifs enterrés, il appartient au maître d'ouvrage de prendre en compte la présence possible d'une nappe souterraine et l'éventualité, à proximité des zones cartographiées, d'une crue supérieure à la crue de référence.
- Ne relèvent pas du PPRI les effets qui pourraient être induits par une maîtrise insuffisante des eaux pluviales, notamment en zone urbaine du fait de la concentration de l'habitat.

Chapitre 2 Effets du Plan de Prévention des Risques naturels

Article 1 - Qui est responsable de la mise en œuvre du présent règlement ?

La nature et les conditions d'exécution des mesures et techniques de prévention prises en application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés.

Article 2 - Quel est le délai pour se conformer au règlement ?

Pour les biens et activités implantés antérieurement à l'approbation de ce plan, le propriétaire ou l'exploitant dispose d'un délai maximal de 5 ans, sauf disposition particulière, pour se conformer aux prescriptions (voir chapitre 2, article 1 de chaque zone).

Article 3 - Quel sera le coût maximal imposé pour la mise en conformité des constructions existantes ?

En application de l'article R562-5 du code de l'environnement, pour les biens existants antérieurement à l'approbation de ce plan, la mise en œuvre des mesures de prévention des risques naturels prévisibles **ne peut entraîner un coût supérieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens** à la date d'approbation du présent PPRi

Article 4 - Les mesures prescrites aux bâtiments existants peuvent-elles bénéficier d'une aide de l'Etat ?

Oui, l'article L561-3 du code de l'environnement précise que les mesures rendus obligatoires par un PPR approuvé peuvent être financées par le Fond de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM). L'article R561-15 du même code précise les taux de financement applicables :

- 20 % des dépenses éligibles réalisées sur des biens utilisés dans le cadre d'activités professionnelles,
- 40 % des dépenses éligibles réalisées sur des biens à usage d'habitation ou à usage mixte.

Ce sont donc uniquement les prescriptions obligatoires à réaliser dans un délai de 5 ans qui sont finançables, les mesures simplement recommandées ne le sont pas.

Article 5 - Le fait de disposer d'un PPR prescrit ou approuvé permet-il aux collectivités de bénéficier de financement spécifiques pour réaliser des études et des travaux de prévention des risques ?

Oui, l'article 128 (modifié) de la loi n°003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004, permet également le financement d'études et de travaux de prévention ou de protection contre les risques naturels dont les collectivités territoriales assurent la maîtrise d'ouvrage si un PPR est prescrit ou approuvé sur le territoire de la commune. Les taux applicables sont les suivants :

	PPR prescrit	PPR approuvé
Études	50 %	50 %
Travaux de prévention	40 %	50 %
Travaux de protection	25 %	40 %

Article 6 – Quelles conséquences en matière d'assurance ?

L'indemnisation des catastrophes naturelles est régie par la loi du 13 juillet 1982 dont les principales dispositions ont été codifiées aux articles L125-1 à L125-6 du code des assurances. Elle impose aux assureurs, pour tout contrat d'assurance dommages aux biens ou aux véhicules, d'étendre leur garantie aux effets de catastrophes naturelles.

Dans ce cadre (hors contrats d'assurance particuliers), pour pouvoir bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel, comme les inondations, les conditions à remplir sont :

- que les biens et activités soient assurables et régulièrement assurés,
- que l'état de catastrophe naturelle soit constaté par arrêté interministériel.

L'approbation d'un PPR ouvre des possibilités très limitées de dérogation au régime général d'assurance « Catastrophes -Naturelles » (article L125-6 du code des assurances) :

- L'assureur peut se soustraire à l'obligation de couverture des catastrophes naturelles pour les biens construits ou les activités exercées en violation des règles administratives, et notamment des règles d'inconstructibilité définies par un PPR. Toutefois, cette option ne peut être mise en œuvre que lors de la conclusion initiale ou du renouvellement du contrat.
- Le bureau centrale de tarification (BCT) peut fixer un régime spécifique d'abattement, mais qui ne peut pas s'appliquer aux biens et activités existant à la date de publication du PPR, sauf dans le cas où le propriétaire ou l'exploitant ne se seraient pas conformés dans le délai de cinq ans aux mesures qui lui avaient été imposées. Dans la pratique cette disposition est très rarement mise en œuvre.
- Un assuré qui s'est vu refuser trois polices d'assurance, peut saisir le BCT qui impose l'obligation de garantie à la compagnie choisie par l'assuré.

Par contre, l'approbation d'un PPR suspend l'application de la modulation de franchise prévue aux articles R125-1 à 3 du code des assurances. Dans les communes ne disposant pas d'un PPR approuvé la franchise restant à la charge de l'assuré dépend du nombre d'arrêtés de catastrophe naturelle pris sur la commune, son montant peut être quadruplé².

Article 7 - Quelles conséquences en matière d'information ?

L'article L125-5 du code de l'environnement impose aux vendeurs ou aux bailleurs d'informer les acquéreurs ou les locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un PPR prescrit ou approuvé, de l'existence des risques définis dans ce plan.

Les modalités sont précisées aux articles R125-23 à R125-27 du même code. Toute l'information nécessaire à cette obligation est disponible en mairie ou sur le site internet de la DDT de la Drôme.

En application de l'article L125-2 du code de l'environnement le fait de disposer d'un PPR approuvé entraîne pour la commune l'obligation d'informer la population, par des réunions publiques ou tout autre moyen approprié, des risques naturels existants sur le territoire communal et des mesures prises pour gérer ces risques.

Article 8 – Quelles conséquences en matière de préparation et de gestion de crise

Dans les deux ans suivant la date d'approbation du PPR la commune doit élaborer un **plan communal de sauvegarde (PCS)**, qui a pour vocation d'organiser la mobilisation communale face à une catastrophe majeure (article 13 de la loi du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile).

² Cf. annexe assurances de la note de présentation

Article 9 - A qui s'impose le PPR ?

Le règlement et le zonage réglementaire s'imposent **à toute personne publique ou privée** même lorsqu'il existe un document d'urbanisme. Le non-respect des dispositions du PPR est puni des peines prévues à l'article L480-4 du code de l'urbanisme.

Conformément aux articles L126-1, R126-1 et R126-2 du code de l'urbanisme, le Plan de Prévention des Risques naturels doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU), selon la procédure de mise à jour décrite à l'article R123-22 du même code.

Toute demande d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol dans le périmètre inondable défini par le PPRi devra être accompagnée des éléments d'information permettant d'apprécier la conformité du projet aux règles d'urbanisme instituées par le règlement du PPRi.

Le Plan de Prévention des Risques Naturels approuvé vaut servitude d'utilité publique en application de l'article L. 562-4 du code de l'environnement.

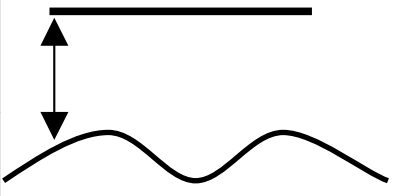
Chapitre 3 Cote de référence

La cote de référence permet de positionner le premier niveau de plancher utile³, à un niveau permettant de réduire la vulnérabilité aux crues des personnes et des biens.

En tout point, elle est représentée par l'altitude de la crue de référence, exprimée en mètres et rattachée au nivellement général de la France (IGN1969).

Article 1 – Cote de référence en zone « rouge » du Rhône, secteurs Rr et Rrd

Les cotes à prendre en compte figurent en regard des profils correspondants à chaque point kilométrique (PK) du Rhône sur le plan de zonage réglementaire. En un lieu donné, la cote de référence sera calculée par interpolation linéaire entre les cotes lues sur deux profils successifs.

Premier plancher utile = Cote de référence	Cote lue ou calculée sur le plan de zonage réglementaire	
Terrain naturel (TN) =	Altitude moyenne du terrain en NGF, sous l'emprise du projet	

Article 2 – Cote de référence pour les ruisseaux, secteurs Ra, Raa et Ba

Dans ces secteurs, la cote de référence, est indiquée sur le plan de zonage réglementaire soit :

- sur des profils, dans ce cas et en un lieu donné, la cote de référence sera calculée par interpolation linéaire entre deux profils,
- dans des casiers à l'intérieur desquels la cote est constante.

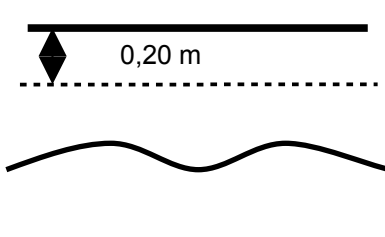
3 casiers sont identifiés sur le plan de zonage réglementaire :

- un casier des Opillas à l'Ouest de la voie SNCF (**cote de référence fixée à 60,40 m NGF**),
- un casier entre le barrage de retenue, le canal de dérivation et la RD93N (**cote de référence fixée à 59,15 m NGF**),
- un casier au quartier des Ligniers (**cote de référence fixée à 57,50 m NGF**) .

Ces casiers sont délimités, sur le plan de zonage réglementaire, par un pointillé à l'intérieur duquel la cote de référence est constante.

Par mesure de précaution le premier niveau de plancher utile des constructions sera calé 0,20 m au-dessus de la cote de référence.

³ Le premier plancher utile correspond au premier niveau destiné à supporter des personnes ou des biens vulnérables aux crues. Il correspond également au niveau au-dessus duquel doivent être positionnés les équipements sensibles et stockés les produits polluants (Cf. règlement de chaque zone). Voir également le glossaire en annexe.

Premier plancher utile	=	Cote de référence + 0,20 m	
Cote de référence	=	Cote lue (ou calculée) sur le plan de zonage réglementaire	
Terrain naturel (TN)	=	Altitude moyenne du terrain en NGF, sous l'emprise du projet	

Article 3 – Application de la cote de référence

Afin de vérifier la conformité des projets d'urbanisme avec les cotes de référence définies ci-dessus, les dossiers de demande de permis de construire devront comporter les éléments permettant d'apprécier le respect de la cote d'implantation du premier plancher utile.

Chapitre 4 Dispositions concernant les thalwegs, vallats, ruisseaux et ravins

Il s'agit des cours d'eau représentés en trait plein ou pointillé sur les cartes IGN 1/25 000 ou indiqués sur le fond cadastral (ravins ou fossés), ne faisant pas l'objet d'un zonage spécifique sur le plan de zonage réglementaire du PPRi.

Dans une **bande de 20 mètres** de part et d'autre de l'axe des thalwegs, vallats, ruisseaux ou ravins (pour limiter les risques liés à l'érosion des berges) :

- Interdiction d'implanter de nouvelles constructions en dehors de garages dont la surface sera limitée à 20 m².
- Autorisation d'extensions limitées (20 m²) des constructions existantes, la cote du premier plancher utile sera déterminée en fonction des caractéristiques hydrauliques du cours d'eau, de la topographie et de la géologie locales.

TITRE 2**Règles applicables dans la zone « rouge »**

La zone « **rouge** » correspond aux secteurs où une stricte maîtrise de l'urbanisation est nécessaire, dans le triple objectif de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes et des biens, de maintenir le libre écoulement des eaux et de préserver les champs d'expansion de crues.

Elle correspond aux vastes champs d'expansion de crues du Rhône et des affluents de la plaine de Donzère quelque soit l'aléa inondation. Elle comprend également des secteurs déjà urbanisés dans lesquels l'aléa est fort ou moyen.

Le plan de zonage réglementaire permet de repérer les quatre secteurs suivants :

- la bande de sécurité digues du Rhône (**Rrd**),
- le champ d'expansion des crues du Rhône (**Rr**),
- les secteurs d'aléa fort et moyen des ruisseaux (**Ra**),
- les espaces agricoles et naturels peu ou pas urbanisés affectés par un aléa faible par débordement des ruisseaux (**Raa**).

Les cotes à respecter dans ces secteurs sont décrites au chapitre 3 du titre 1.

Chapitre 1 Réglementation des projets nouveaux

Est considéré comme projet nouveau :

- tout ouvrage neuf,
- toute surélévation ou extension de bâtiment existant,
- tous travaux, toute installation, toute transformation conduisant au changement de destination ou d'usage d'un bâtiment existant.

Article 1 - Sont interdits

Tous les projets nouveaux à l'exception de ceux visés à l'article 2.

Sont notamment interdits et cités ici de manière non limitative, pour information :

- **les constructions nouvelles ,**
- **la reconstruction ou la restauration des constructions dont l'essentiel des murs porteurs a été détruit par une crue,**
- **la création ou l'aménagement de sous-sols,**
- **la création ou l'extension d'aires de camping, le stationnement de caravanes,**
- **tous travaux de terrassement, d'excavation ou de dessouchage ayant pour effet d'affouiller les berges naturelles, de mettre en danger la stabilité des talus de rive ou de faire obstacle au libre écoulement des eaux,**
- **les remblais non liés aux opérations autorisées.**

Article 2 - Peuvent être autorisés

à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux, et sous réserve du respect des prescriptions de l'article 3 :

en zones Rr, Rrd, Ra et Raa :

- La reconstruction et la réparation d'un bâtiment existant sinistré, si la sécurité des occupants est assurée et la vulnérabilité des biens réduite.
- L'extension limitée des bâtiments d'habitation aux conditions suivantes :
 - sans création d'un nouveau logement,
 - l'emprise au sol ne dépassera pas 20 m²,
 - l'extension sera réalisée soit sur vide sanitaire soit sur un premier niveau qui ne pourra pas recevoir une pièce habitable.
- L'extension au sol des bâtiments à usage professionnel (artisanaux, agricoles et industriels) nécessaires au maintien de l'activité économique existante dans les conditions suivantes :
 - l'extension proposée devra permettre une réduction globale de la vulnérabilité des biens et des personnes pour l'ensemble du bâtiment (extension comprise),
 - le personnel accueilli ne devra pas augmenter de manière sensible.
- L'extension au sol des bâtiments à usage d'ERP (Etablissement Recevant du Public) quel que soit la catégorie ou le type aux conditions suivantes :
 - l'extension ne peut excéder 10% de l'emprise au sol initiale,
 - l'extension peut être la conséquence de la mise aux normes du bâtiment, dans tous les cas elle doit conduire à une réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens,
 - elle ne doit pas conduire à une augmentation de la population accueillie.
- La surélévation des constructions existantes à usage :
 - d'habitation, sous réserve de ne pas créer de nouveaux logements,
 - d'ERP quelle que soit la catégorie ou le type, sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'accueil et la valeur des biens exposés au risque,
 - d'activités professionnelles (artisanales, agricoles et industrielles), sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'accueil et la valeur des biens exposés au risque.
- Le changement de destination des locaux au-dessus de la cote de référence pour l'aménagement de locaux liés et nécessaires à l'activité agricole. Si le changement de destination conduit à créer ou à étendre un ERP lié à l'activité agricole, seuls les ERP de 5ème catégorie seront autorisés.
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessus de la cote de référence sans augmentation de population ni augmentation de la valeur des biens exposés aux risques.
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessous de la cote de référence lorsqu'il entraîne une diminution significative de l'exposition aux risques des personnes et des biens.
- La création de garage individuel fermé sous la cote de référence dont la superficie ne dépasse pas 20 m².
- Les piscines. Le local technique ne dépassera pas 6m². Les équipements sensibles et les réseaux électriques seront disposés hors d'eau.
- Les abris de jardin ou appentis dont la superficie ne dépasse pas 20 m².
- Les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau.
- Les aménagements d'espaces de plein air (espaces verts, équipements sportifs ouverts et de loisirs), sans constructions annexes, hormis les sanitaires. Les éléments accessoires (bancs, tables, portiques, etc.) seront ancrés au sol.

- La poursuite des activités autorisées avant la date d'approbation du présent PPRi.

Sans préjudice des articles L214-1 et suivants du code de l'environnement⁴, pourront également être autorisés :

- les installations et ouvrages directement liés à l'exploitation hydraulique et hydrométrique du Rhône,
- les aménagements directement liés à la navigabilité du Rhône.

uniquement en zones Rr et Raa

- La création de bâtiments, autres que ceux destinés à l'habitation ou à l'élevage, liés et nécessaires à une activité agricole si les conditions suivantes sont réunies :
 - aucune autre solution alternative d'implantation en dehors de la zone inondable n'est raisonnablement envisageable,
 - le projet doit conduire à une réduction globale de la vulnérabilité aux crues des installations de l'exploitation ou répondre à une exigence réglementaire de mise aux normes.

uniquement en zones Rr et Rrd :

- Les carrières autorisées au titre de la législation sur les installations classées, comprenant des sites d'extraction et des installations de traitement et de stockage dont l'impact n'aggrave aucune situation en terme de risques.

Article 3 - Prescriptions réglementaires applicables aux projets futurs

3.1 - Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions d'**urbanisme** suivantes :

Le contrôle du respect des règles définies dans le présent article relève de l'autorité compétente pour la délivrance des autorisations d'urbanisme. Les demandes correspondantes devront donc comporter l'ensemble des éléments permettant de vérifier les règles définies ci-dessous.

La cote de référence est fixée en application des règles définies au chapitre 3 du TITRE 1.

- Fixer, hormis pour les bâtiments à usage agricole en zone **(Rr)**, la hauteur des planchers utiles destinés à supporter des personnes, des équipements ou des matériels sensibles à l'eau au-dessus de la cote de référence.
- Réaliser les constructions nécessitant une surélévation des planchers utiles sur vide sanitaire inondable, aéré, vidangeable et non transformable ou sur un premier niveau non habitable pour les extensions de moins de 20 m².
- Ne pas créer d'ouvertures sur les façades directement exposées au courant.
- Implanter les bâtiments agricoles parallèlement aux axes d'écoulement principaux du courant.

⁴ Codification de l'article 10 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

3.2 - les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions **constructives** suivantes :

Les maîtres d'ouvrage et les gestionnaires des bâtiments et équipements sont responsables de l'application et du respect des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation décrites ci dessous.

La cote de référence est fixée en application des règles définies au chapitre 3 du TITRE 1.

- Obturer en période de crue les ouvertures dont tout ou partie se trouve située au-dessous de la cote de référence. Un système d'obturation par « batardeau » est recommandé pour les hauteurs d'eau inférieures à 1 mètre.
- Placer les équipements et réseaux sensibles à l'eau, les coffrets d'alimentation à une cote supérieure à la cote de référence. Le tableau de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable sans la couper dans les niveaux supérieurs.
- Vérifier la résistance de la structure du bâtiment aux pressions hydrauliques des crues, écoulements et ruissellements.
- Réaliser les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (fondations de bâtiments et d'ouvrages, menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermiques et phoniques ...) en matériaux insensibles à l'eau et les concevoir de manière à résister à la pression hydraulique, à l'érosion et aux effets des affouillements.

3.3 - les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les **autres règles** suivantes :

La cote de référence est fixée en application des règles définies au chapitre 3 du TITRE 1.

- Implanter les aires de stockage des produits polluants ou dangereux à une cote supérieure à la cote de référence.
- Arrimer les citernes qui ne sont pas implantées au-dessus de la cote de référence à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non étanches et événements seront positionnés au-dessus de la cote de référence.
- Mettre en place un dispositif empêchant les matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés par une crue (arrimage, ancrage, mise hors d'eau...).
- Les bâtiments et les ouvrages de quelque nature que ce soit, tant au regard de leur caractéristiques, implantation, que de leur réalisation, ne doivent pas aggraver les risques en amont et en aval.
- En zone **(Rr)**, dans les bâtiments à usage agricole, les équipements, matériels, stocks, produits, sensibles à l'eau qui ne peuvent pas être facilement déplacés ou évacués doivent être stockés au-dessus de la cote de référence.
- En zone **(Rr)**, dans les bâtiments à usage agricole, les équipements, matériels, stocks, produits, sensibles à l'eau stockés sous la cote de référence doivent être mis hors d'eau (déplacement, évacuation), avant l'arrivée de la crue.

Chapitre 2 Réglementation applicable aux biens et activités existants

Sont autorisés les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments existants et les travaux destinés à réduire les risques pour leurs occupants.

Article 1 - Prescriptions

La cote de référence est fixée en application des règles définies au chapitre 3 du TITRE 1.

Lors d'un aménagement ou au plus tard dans les 5 ans après approbation du Plan de Prévention des Risques inondation, les prescriptions suivantes sont rendues obligatoires.

- Une aire de refuge⁵, implantée au-dessus de la cote de référence et dimensionnée en fonction de la population à accueillir, sera aménagée ou créée.
- Le tableau de distribution électrique sera positionné au-dessus de la cote de référence, ou à minima il sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable sans la couper dans les niveaux supérieurs.
- Obturer en période de crue les ouvertures dont tout ou partie se trouve située au-dessous de la cote de référence. Un système d'obturation par « batardeau » est recommandé pour les hauteurs d'eau inférieures à 1 mètre.
- Créer des orifices de décharge au pied des murs de clôtures existantes faisant obstacle aux écoulements.
- Stocker les produits polluants ou dangereux à une cote supérieure à la cote de référence.
- Arrimer les citernes qui ne sont pas implantées au-dessus de la cote de référence à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non étanches et événements qui sont situés au-dessous de la cote de référence seront rehaussés pour être mis hors d'eau.
- Mettre en place un dispositif empêchant les matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés par une crue (arrimage, ancrage, mise hors d'eau...).

Article 2 – Recommandations

La cote de référence est fixée en application des règles définies au chapitre 3 du TITRE 1.

- Réaliser un diagnostic de vulnérabilité aux crues des exploitations agricoles, basé sur les guides⁶ publiés par l'EPTB Territoire Rhône dans le cadre du plan Rhône.
- Aménager les bâtiments à usage agricole afin de stocker au-dessus de la cote de référence les équipements, matériels, stocks, produits, sensibles à l'eau

⁵ **Aire de refuge** : c'est un espace offrant des conditions de mise en sécurité suffisantes, situé au dessus de la crue de référence, aisément accessible de l'intérieur comme de l'extérieur, assurant un confort minimum pour attendre la décrue ou l'intervention des secours et permettant de se manifester auprès des équipes de secours.

⁶ Ces guides sont disponibles à l'adresse internet suivante <http://www.eptb-rhone.fr/42-prevention-inondations.htm> et auprès de la chambre d'agriculture de la Drôme.

Lors d'un aménagement, il est souhaitable que :

- les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermiques et phoniques, etc.) soient constituées de matériaux insensibles à l'eau.
- les équipements et réseaux sensibles à l'eau soient placés au dessus de la cote de référence.

Chapitre 3 Règlementation applicable aux infrastructures et équipements publics

Article 1 - Sont autorisés

- Les travaux d'entretien et de gestion courante des constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif.

Article 2 - Peuvent être autorisés

La cote de référence est fixée en application des règles définies au chapitre 3 du TITRE 1.

- Les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (électricité, gaz, eau, téléphone, pipe line, éoliennes, ...) à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative n'est raisonnablement envisageable. Cette impossibilité d'implantation en dehors de la zone « rouge » devra être clairement démontrée. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 10 mètres de la crête de berge des cours d'eau, ruisseaux, talwegs. Les équipements sensibles doivent être situés à une cote supérieure à la cote de référence.
- Les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du code de l'environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne **pas aggraver les risques**.
- La création de parkings et aires de stationnement ouverts au public en zone urbaine, si aucune implantation alternative, en dehors de la zone inondable, n'est possible. Ces aménagements devront faire l'objet d'un plan de gestion particulier en période de crue, afin de garantir la sécurité des usagers et des véhicules, qui devra être intégré au PCS.
- Les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues peuvent être autorisés, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et en aval.

Article 3 – Prescriptions particulières

- Les aires de stationnement de véhicules ouvertes au public existantes à la date d'approbation du PPRI, y compris les places de stationnement des commerces ou entreprises réservées aux visiteurs et personnels, doivent faire l'objet d'un mode de gestion approprié afin d'assurer l'alerte et la mise en sécurité des usagers. A cette fin, un règlement et un plan de gestion du stationnement doivent être établis et mis en œuvre par le responsable du parking dans un délai maximum de 2 ans. Ces règles d'utilisation et de prévention ainsi qu'un plan d'intervention doivent être communiqués à la mairie afin de les intégrer dans son PCS.

TITRE 3**Règles applicables dans la zone «bleu»**

La zone «bleu» correspond aux secteurs déjà urbanisés soumis à un aléa faible des affluents.

Dans cette zone le principe du PPRI est d'autoriser l'urbanisation avec des prescriptions destinées à réduire la vulnérabilité des biens.

Les cotes à respecter dans ces secteurs sont décrites au chapitre 3 du titre 1.

Chapitre 1 Réglementation des projets nouveaux

Est considéré comme projet nouveau :

- tout ouvrage neuf,
- toute surélévation ou extension de bâtiment existant,
- tous travaux, toute installation, toute transformation conduisant au changement de destination ou d'usage d'un bâtiment existant.

Article 1 - Sont interdits

Tous les projets nouveaux à l'exception de ceux visés à l'article 2.

Sont notamment interdits et cités ici de manière non limitative, pour information :

- la reconstruction ou la restauration des constructions dont l'essentiel des murs porteurs a été détruit par une crue,
- la création de bâtiments nécessaires à la gestion de crise, notamment ceux utiles à la sécurité civile et au maintien de l'ordre public,
- la création d'ERP recevant des personnes vulnérables, ERP de type :
 - R - établissements d'éveil, d'enseignement, centre de vacances,
 - U - établissements de soins accueillant plus de 20 personnes,
 - J - structure d'accueil pour personnes âgées ou handicapées,
- la création d'ERP de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie,
- la création ou l'aménagement de sous-sol,
- la création ou l'extension d'aires de camping, le stationnement des caravanes,
- tous travaux de terrassement, d'excavation ou de dessouchage ayant pour effet d'affouiller les berges naturelles, de mettre en danger la stabilité des talus de rive ou de faire obstacle au libre écoulement des eaux,
- les remblais non liés aux opérations autorisées.

Article 2 - Peuvent être autorisés

sous réserve du respect des prescriptions de l'article 3 :

- La reconstruction et la réparation d'un bâtiment existant sinistré, si la sécurité des occupants est assurée et la vulnérabilité des biens réduite.

- La création de nouvelles constructions à usage :
 - d'habitation,
 - d'ERP de 4^{ème} ou 5^{ème} catégorie, hors types R, U (recevant plus de 20 personnes) et J,
 - professionnel (artisanal, industriel et agricole hors élevages).
- L'extension de l'emprise au sol ou la surélévation des constructions existantes à usage :
 - d'habitation,
 - professionnel (artisanal, agricole et industriel). S'il y a augmentation de la capacité d'accueil, la totalité des effectifs reçus devra être prise en compte dans le dimensionnement de l'aire de refuge,
 - d'ERP classés en 4^{ème} et 5^{ème} catégories hors types R, U (recevant plus de 20 personnes) et J. S'il y a augmentation de la capacité d'accueil, la totalité des effectifs reçus devra être prise en compte dans le dimensionnement de l'aire de refuge,
 - d'ERP classés en 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} catégories, quel que soit le type et d'ERP classés en 4^{ème} et 5^{ème} catégories de type R, U (recevant plus de 20 personnes) et J aux conditions suivantes :
 - l'extension peut être la conséquence de la mise aux normes du bâtiment, dans tous les cas elle doit conduire à une réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens,
 - l'aménagement ne doit pas conduire à une augmentation sensible de la population accueillie.
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessus de la cote de référence sous réserve que la destination nouvelle soit autorisée.
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessous de la cote de référence lorsqu'il entraîne une diminution significative de l'exposition aux risques des personnes et des biens.
- La création de garage individuel fermé sous la cote de référence dont la superficie ne dépasse pas 20 m².
- Les piscines. Le local technique ne dépassera pas 6m². Les équipements sensibles et les réseaux électriques seront disposés hors d'eau.
- Les abris de jardin ou appentis dont la superficie ne dépasse pas 20 m².
- Les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau.
- Les aménagements d'espaces de plein air, d'équipements sportifs et de loisirs. Les locaux créés ne devront pas augmenter le risque en amont et en aval Les éléments accessoires (bancs, tables, portiques, etc.) seront ancrés au sol.
- La poursuite des activités autorisées avant la date d'approbation du présent PPRi.

Article 3 - Prescriptions réglementaires applicables aux projets futurs

3.1 - Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :

Le contrôle du respect des règles définies dans le présent article relève de l'autorité compétente pour la délivrance des autorisations d'urbanisme. Les demandes correspondantes devront donc comporter l'ensemble des éléments permettant de vérifier les règles définies ci-dessous.

La cote de référence est fixée en application des règles définies au chapitre 3 du TITRE 1.

- Fixer la hauteur des planchers utiles destinés à supporter des personnes, des équipements, des matériels ou des produits sensibles à l'eau, au-dessus de la cote de référence.
- Réaliser les constructions nécessitant une surélévation des planchers utiles sur vide sanitaire inondable, aéré, vidangeable et non transformable.
- Ne pas créer d'ouvertures au niveau du plancher habitable sur les façades directement exposées au courant.

3.2 - les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions **constructives** suivantes :

Les maîtres d'ouvrage et les gestionnaires des bâtiments et équipements sont responsables de l'application et du respect des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation décrites ci dessous.

La cote de référence est fixée en application des règles définies au chapitre 3 du TITRE 1.

- Obturer en période de crue les ouvertures dont tout ou partie se trouve située au-dessous de la cote de référence. Un système d'obturation par « batardeau » est recommandé pour les hauteurs d'eau inférieures à 1 mètre.
- Placer les équipements et réseaux sensibles à l'eau, les coffrets d'alimentation à une cote supérieure à la cote de référence. Le tableau de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable sans le couper dans les niveaux supérieurs.
- Vérifier la résistance de la structure du bâtiment aux pressions hydrauliques des crues, écoulements et ruissellements.
- Réaliser les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (fondations de bâtiments et d'ouvrages, menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermiques et phoniques, etc.) en matériaux insensibles à l'eau et les concevoir de manière à résister à la pression hydraulique, à l'érosion et aux effets des affouillements.

3.3 - les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les **autres règles** suivantes :

La cote de référence est fixée en application des règles définies au chapitre 3 du TITRE 1.

- Implanter les aires de stockage des produits polluants ou dangereux à une cote supérieure à la cote de référence.
- Arrimer les citernes qui ne sont pas implantées au-dessus de la cote de référence à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non étanches et événements seront positionnés au-dessus de la cote de référence.
- Mettre en place un dispositif empêchant les matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés par une crue (arrimage, ancrage, mise hors d'eau...).

- Les bâtiments et les ouvrages de quelque nature que ce soit, tant au regard de leurs caractéristiques et implantations, que de leur réalisation, ne doivent pas aggraver les risques en amont et en aval.

Chapitre 2 Réglementation applicable aux biens et activités existants

Sont autorisés les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments existants et les travaux destinés à réduire les risques pour leurs occupants.

Article 1 - Prescriptions

La cote de référence est fixée en application des règles définies au chapitre 3 du TITRE 1.

Lors d'un aménagement ou au plus tard dans les 5 ans après approbation du Plan de Prévention des Risques inondation, les prescriptions suivantes sont rendues obligatoires.

- Le tableau de distribution électrique sera positionné au-dessus de la cote de référence, ou à minima il sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable sans la couper dans les niveaux supérieurs.
- Obturer en période de crue les ouvertures dont tout ou partie se trouve située au-dessous de la cote de référence. Un système d'obturation par « batardeau » est recommandé pour les hauteurs d'eau inférieures à 1 mètre.
- Créer des orifices de décharge au pied des murs de clôtures existantes faisant obstacle aux écoulements.
- Stocker les produits polluants ou dangereux à une cote supérieure à la cote de référence.
- Arrimer les citernes qui ne sont pas implantées au-dessus de la cote de référence à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non étanches et événements qui sont situés au-dessous de la cote de référence seront rehaussés pour être mis hors d'eau.
- Mettre en place un dispositif empêchant les matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés par une crue (arrimage, ancrage, mise hors d'eau, etc.).

Article 2 - Recommandations

La cote de référence est fixée en application des règles définies au chapitre 3 du TITRE 1.

- Disposer d'une aire de refuge, implantée à une cote supérieure à la cote de référence, de structure et dimensions suffisantes, facilement accessible de l'intérieur et présentant une issue de secours accessible de l'extérieur par les services de secours.
- Aménager les bâtiments à usage agricole afin de stocker au-dessus de la cote de référence les équipements, matériels, stocks ou produits, sensibles à l'eau.

Lors d'un aménagement, il est souhaitable que :

- les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermiques et phoniques, etc.) soient constituées de matériaux insensibles à l'eau.

- les équipements et réseaux sensibles à l'eau soient placés au dessus de la cote de référence.

Chapitre 3 Règlements applicables aux infrastructures et équipements publics

Article 1 - Sont autorisés

- Les travaux d'entretien et de gestion courante des constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif.

Article 2 - Peuvent être autorisés

La cote de référence est fixée en application des règles définies au chapitre 3 du TITRE 1.

- Les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (électricité, gaz, eau, téléphone, pipe line, éoliennes, ...) à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative n'est raisonnablement envisageable. Cette impossibilité d'implantation en dehors de la zone « bleu » devra être clairement démontrée. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 10 mètres de la crête de berge des cours d'eau, ruisseaux, talwegs. Les équipements sensibles doivent être situés à une cote supérieure à la cote de référence.
- Les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du code de l'environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne **pas aggraver les risques**.
- la création de parkings et aires de stationnement ouverts au public en zone urbaine, si aucune implantation alternative, en dehors de la zone inondable, n'est possible. Afin de garantir la sécurité des usagers et des véhicules, ces aménagements devront faire l'objet d'un plan de gestion particulier en période de crue, qui devra être intégré au PCS.
- Les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues peuvent être autorisés, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et en aval.

Article 3 – Prescriptions particulières

- Les aires de stationnement de véhicules ouvertes au public existantes à la date d'approbation du PPRi, y compris les places de stationnement des commerces ou entreprises réservées aux visiteurs et personnels, doivent faire l'objet d'un mode de gestion approprié afin d'assurer l'alerte et la mise en sécurité des usagers. A cette fin, un règlement et un plan de gestion du stationnement doivent être établis et mis en œuvre par le responsable du parking dans un délai maximum de 2 ans. Ces règles d'utilisation et de prévention ainsi qu'un plan d'intervention doivent être communiquées à la mairie afin de les intégrer dans son PCS.

TITRE 4 Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde

En application des articles L562-1 et L562-3 du code de l'environnement, les travaux et mesures de prévention suivants, devront être réalisés ou mis en œuvre, sauf précision contraire, dans un délai maximum de 5 ans après l'approbation du PPRi pour l'existant et au fur et à mesure des aménagements nouveaux.

Article 1 - Pour la commune

- **Etablir un plan communal de sauvegarde (PCS)** (application de l'article 13 de la loi du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile et du décret du 13 septembre 2005) visant la mise en sécurité des personnes, en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours et les services compétents de l'Etat, dans un délai de 2 ans, ce plan doit notamment comprendre :
 - un plan d'alerte à l'échelle territoriale pertinente, le détail des mesures, moyens et travaux de prévention, de sauvetage et de protection appropriés devant être mis en œuvre par la collectivité, les personnes morales publiques et privées et les particuliers,
 - un plan des aires de refuge individuelles et collectives (existantes et à créer), un plan de circulation et d'accès permettant l'évacuation des personnes et facilitant l'intervention des secours,
 - un plan d'organisation et des moyens à mobiliser pour intervenir.

Le maire devra préciser les modalités de déclenchement et la mise en œuvre de ce plan. D'autre part, un système d'alerte des populations doit être prévu.
- **Etablir un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)** en application des articles R125-10 et R125-11 du code de l'environnement.
- **Réaliser régulièrement des campagnes d'information** des riverains sur le risque inondation selon les modalités propres à la collectivité. La campagne d'information des riverains devra être réactualisée au moins tous les 2 ans (article L125-2 du code de l'environnement).
- **Etablir un schéma directeur d'assainissement, d'écoulement et de ruissellement, pluvial**, conformément à l'article L2224-10 du code général des collectivités territoriales, afin d'assurer la maîtrise du débit et des ruissellements pluviaux notamment dans les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées dans un délai de 5 ans.
 - Ce schéma devra entre autres, définir les zones contributives, les prescriptions et les équipements à mettre en œuvre par les aménageurs, la collectivité et les particuliers et destinés à la rétention ou l'infiltration des eaux pluviales dans le cadre d'une gestion optimale des débits de pointe et la mise en sécurité des personnes contre les inondations.
 - Le schéma devra également définir les mesures dites alternatives à la parcelle, permettant la rétention des eaux pluviales sur le terrain d'assiette afin de limiter les impacts des aménagements ou équipements dans les zones émettrices de ruissellement et d'au moins compenser les ruissellements induits.
- **Utiliser** les pouvoirs de police générale du maire pour contrôler les dépôts de matériels ou de matériaux, implantés à proximité des cours d'eau, qui peuvent présenter un danger pour la sécurité publique en créant des embâcles lors des crues.

- En période de crue, **maintenir un engin adapté à proximité du piège à embâcles** de la Riaille, en amont de la traversée urbaine, afin de dégager celui-ci des obstacles qui pourraient entraver les écoulements de ce ruisseau dans les ouvrages prévus à cet effet.
- **Etablir les repères de crues** correspondant aux crues historiques et aux nouvelles crues exceptionnelles (article L563-3 du code de l'environnement). Le maire, avec l'assistance des services de l'Etat compétents, doit procéder à l'inventaire des repères de crues existants sur le territoire communal. La commune matérialise, entretient et protège ces repères.

La liste des repères de crues existants sur le territoire de la commune est incluse dans le DICRIM (article R563-15) du code de l'environnement avec mention de l'indication de leur implantation.



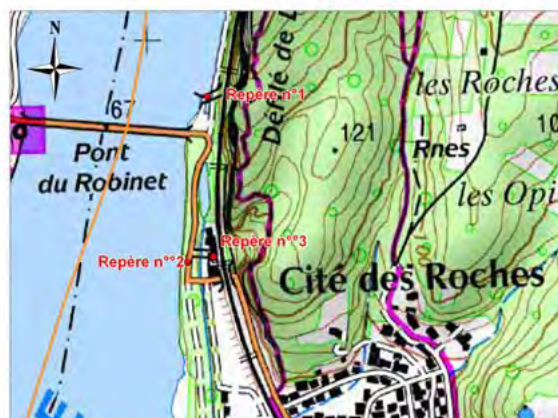
Repère n°1 – voie de chemin de fer - Pont du Robinet
(photo mairie)



Emplacement repère n°1



Repère n°2 – ferme du Pont du Robinet (photo mairie)



Plan de situation des trois repères



Repère n°3 – ferme du Pont du Robinet (photo mairie)



Emplacement repère n°3

Article 2 - Pour les personnes privées, physiques ou morales

- **Démolir tout bâtiment ou installation menaçant ruine** ou pouvant être ruiné par une crue, évacuer les matériaux et déchets pouvant être emportés par une crue. Le délai d'évacuation de ruines existantes à la date d'approbation du PPRi est fixé à 3 ans,
- **Compenser l'augmentation du ruissellement** résultant d'une modification de l'occupation du sol (imperméabilisation, déboisement, défrichement, concentration des rejets...) par des mesures individuelles ou collectives.
- **Entretenir le lit mineur des cours d'eau** en application des articles L215.14 et L215.15 du code de l'environnement ainsi que les ouvrages hydrauliques qui devront en permanence assurer leur fonctionnalité notamment en période de forte pluviosité.
- **Ne pas déposer** à proximité des cours d'eau du matériel ou des matériaux susceptibles d'être entraînés par les crues et de provoquer des embâcles aggravant les débordements.

Article 3 - Pour les maîtres d'ouvrage des infrastructures routières publiques (Etat, Département, Communes)

- **Etablir un plan d'alerte et d'intervention**, en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours et les autres services compétents de l'Etat, visant la mise en sécurité des usagers des voies publiques dans un délai de 5 ans.

Article 4 - Pour les maîtres d'ouvrage des digues de protection

- **En application des articles R214-113 et suivants** du code de l'environnement le propriétaire ou l'exploitant d'une digue de protection doit s'acquitter de ses obligations en matière de sécurité, de sûreté et d'entretien.

ANNEXES

Les textes de références

Les textes spécifiques à l'élaboration des PPR

Le code de l'environnement

Le code de l'environnement régit l'élaboration des PPR par les articles L562-1 à L562-9 et R562-1 à R562-12.

Le code de la construction et de l'habitation

L'article R126-1 énonce que les PPR peuvent fixer des règles particulières de construction.

Les Circulaires

Les circulaires suivantes explicitent les objectifs et les modalités d'élaboration des plans de prévention des risques :

- Circulaire interministérielle du 24 janvier 1994 : relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables
- Circulaire du 2 février 1994 : relative aux dispositions à prendre en matière de maîtrise de l'urbanisation dans les zones inondables
- Circulaire du 16 août 1994 : relative à la prévention des inondations provoquées par des crues torrentielles
- Circulaire du 24 avril 1996 : portant dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables
- Circulaire n°234 du 30 avril 2002 : relative à la politique de l'Etat en matière de risques naturels prévisibles et de gestion des espaces situés derrière les digues de protection contre les inondations et les submersions marines
- Circulaire du 21 janvier 2004 : relative à la maîtrise de l'urbanisme et de l'adaptation des constructions en zone inondable
- Circulaire ministérielle du 3 juillet 2007 : relative à la consultation des acteurs, la concertation avec la population et l'association des collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPR).

Les Guides

Des guides méthodologiques rédigés par les ministères de l'environnement et de l'équipement précisent les procédures d'élaboration et détaillent le contenu des PPR :

- Guide général, Plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) ; Ed. La Documentation française 1997 - 78 pages.
- Guide méthodologique plans de prévention des risques d'inondations ; Ed. La Documentation française 1999 - 124 pages

La doctrine Rhône, validée le 7 juillet 2006 par le comité de pilotage du plan Rhône, précise les conditions de réalisation et les règles applicables aux PPRi des communes touchées par les inondations du Rhône.

- Doctrine commune pour l'élaboration des PPRi du Rhône et de ses affluents à crue lente. Direction Régionale de l'Environnement Rhône-Alpes, Bassin Rhône-Méditerranée, 2006 – 100 pages

Les textes décrivant les effets du PPR

L'information des acquéreurs et des locataires (IAL)

- L'article L125-5 du code de l'environnement impose aux vendeurs ou aux bailleurs d'informer les acquéreurs ou les locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un PPR prescrit ou approuvé, de l'existence des risques définis dans ce plan.
- Les modalités sont précisées aux articles R125-23 à R125-27 du même code.

L'information du public

L'article L125-2 du code de l'environnement impose au maire d'informer la population, par des réunions publiques ou tout autre moyen approprié, des risques naturels existants sur le territoire communal et des mesures prises pour gérer ces risques

Le plan communal de sauvegarde (PCS)

En application de l'article 13 de la loi du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile et du décret du 13 septembre 2005, la commune dispose d'un délai de 2 ans à partir de la date d'approbation du PPR pour élaborer son PCS.

Les financements par le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM)

- L'article L561-3 du code de l'environnement fixe la nature des dépenses que le FPRNM peut financer dans la limite de ses ressources. Pour l'essentiel, ce sont :
- les acquisitions amiables de biens exposés à certains risques,
- les études et travaux de réduction de la vulnérabilité des biens existants, imposés par un PPR.
- Au titre des dispositions temporaires, l'article 128 de la loi n°2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004, modifié, permet également le financement d'études et de travaux de prévention ou de protection contre les risques naturels dont les collectivités territoriales assurent la maîtrise d'ouvrage.
- Les articles R561-15 à R561-17 du code de l'environnement précisent les modalités de mises en oeuvre de ces financements.
- L'arrêté du 12 janvier 2005 relatif aux subventions accordées au titre du financement par le FPRNM de mesures de prévention des risques naturels majeurs, fixe la procédure de demande des subventions.
- La circulaire interministérielle du 23 avril 2007 précise les modalités d'application de ces textes.

Les documents d'urbanisme

Les articles L126-1 et R123-22 du code de l'urbanisme définissent les conditions dans lesquelles le PPR doit être annexé au PLU en tant que servitude d'utilité publique.

Le régime d'assurances

Les articles L125-1 à L125-6 du code des assurances définissent les conditions d'indemnisation dans le cadre de la procédure catastrophe naturelle.

Glossaire

Aléa	Phénomène entrant dans le domaine des possibilités, donc des prévisions sans que le moment, les formes ou la fréquence en soient déterminables à l'avance. Un aléa naturel est la manifestation d'un phénomène naturel. Il est caractérisé par sa probabilité d'occurrence (décennale, centennal, etc.) et l'intensité de sa manifestation (hauteur et vitesse de l'eau pour les crues, magnitude pour les séismes, largeur de bande pour les glissements de terrain, etc.).
Bassin versant	Ensemble des pentes inclinées vers un même cours d'eau et y déversant leurs eaux de ruissellement.
Catastrophe naturelle	Phénomène naturel d'intensité anormale dont les effets sont particulièrement dommageables et pour lequel les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance L'état de catastrophe naturelle est constaté par arrêté interministériel qui détermine les zones et les périodes où s'est située la catastrophe ainsi que la nature des dommages résultant de celle-ci. Il ouvre droit à une indemnisation des dommages directement causés aux biens assurés.
Cote de référence	Hauteur d'eau en tout point du territoire de la crue de référence.
Champs d'expansion des crues	Zones ou espaces naturels où se répandent les eaux lors du débordement des cours d'eau dans leur lit majeur. Les eaux qui sont stockées momentanément écrètent la crue en étalant sa durée d'écoulement et en diminuant la pointe de crue. Le rôle des ZEC est donc fondamental pour ne pas aggraver les crues en aval. Dans le cadre d'un PPRi, on parle de zone d'expansion des crues pour des secteurs non ou peu urbanisés et peu aménagés. Ces secteurs correspondent aux zones à préserver dans les PPRi au titre de l'article L562-8 du code de l'environnement.
Cône alluvial	Dépôt en forme d'éventail de matériaux apportés par l'eau à l'endroit où un cours d'eau de montagne débouche dans une plaine. On utilise aussi le terme de cône de déjection pour décrire le même type de formation mais avec des pentes plus raides.
Crue	Phénomène caractérisé par une montée plus ou moins brutale du niveau d'un cours d'eau, liée à une croissance du débit jusqu'à un niveau maximum. Ce phénomène se traduit par un débordement du lit mineur. Les crues font partie du régime d'un cours d'eau. En situation exceptionnelle, les débordements peuvent devenir dommageables par l'extension et la durée des inondations (en plaine) ou par la violence des courants (crues torrentielles). On caractérise aussi les crues par leur fréquence et leur période de retour.
Crue centennale, décennale, etc.	Voir « fréquence de crue »
Crue exceptionnelle	Crue de fréquence très rare qu'il est difficile d'estimer par une analyse probabiliste. Dans la méthodologie d'élaboration des PPRi, les limites de la crue exceptionnelle correspondent aux limites du lit majeur, déterminées par analyse hydrogéomorphologique. La très faible probabilité d'apparition de la crue exceptionnelle conduit à ne pas l'utiliser pour réglementer l'urbanisation dans les PPRi, elle n'est utilisée que pour définir des mesures simples de prévention.
Crue de référence	Crue servant de base à l'élaboration de la carte d'aléa d'un PPRi et donc à la réglementation du PPRi après croisement avec les enjeux. C'est celle réputée la plus grave entre la crue historique suffisamment renseignée et la crue centennale modélisée.
Commission administrative de bassin	La commission administrative de bassin assiste le préfet coordonnateur de bassin dans l'exercice de ses compétences. Elle est notamment consultée sur les projets de schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, de programme de mesures et de schéma directeur de prévision des crues.

Digue	Ouvrage de protection contre les inondations dont au moins une partie est construite en élévation au dessus du niveau du terrain naturel et destiné à contenir épisodiquement un flux d'eau afin de protéger des zones naturellement inondables.
Embâcle	Accumulation de matériaux transportés par les flots (végétation, rochers, véhicules, etc.) en amont d'un ouvrage (pont) ou bloqués dans des parties resserrées (ruelles, gorges étroites,...).
Enjeux	Personnes, biens, activités, moyens, patrimoine susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel.
EPTB	Établissement Public Territorial de Bassin. Les EPTB agissent pour le compte des collectivités pour la mise en valeur et l'aménagement des fleuves et grandes rivières. Le cadre juridique de ces établissements de bassin est défini par l'article L 213-12 du code de l'environnement. « Pour faciliter, à l'échelle d'un bassin ou d'un sous-bassin hydrographique, la prévention des inondations et la gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que la préservation et la gestion des zones humides, les collectivités territoriales intéressées et leurs groupements peuvent s'associer au sein d'un établissement public territorial de bassin, etc. » L'EPTB Territoire Rhône a été créé en 2001.
Etablissement recevant du public	Tout bâtiment, local et enceinte dans lesquels des personnes sont admises. Il existe plusieurs catégories d'ERP : 1^{ère} catégorie : au-dessus de 1500 personnes, 2^{ème} catégorie : de 701 à 1500 personnes, 3^{ème} catégorie : de 301 à 700 personnes, 4^{ème} catégorie : 300 personnes et au-dessous à l'exception des établissements compris dans la 5 ^{ème} catégorie, 5^{ème} catégorie : Etablissements faisant l'objet de l'article R. 123.14 du code de la construction et de l'habitation dans lesquels l'effectif public n'atteint pas le chiffre fixé par le règlement de sécurité pour chaque type d'exploitation. Il existe plusieurs type d'ERP Du point de vue des risques, les plus <u>sensibles</u> sont : Type R : Etablissements d'enseignement; internats; résidences universitaires; écoles maternelles, crèches et garderies; colonies de vacances. Type U : Etablissements de soins. Type J : Etablissements médicalisés d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées.
Etude hydrologique	L'étude hydrologique consiste à définir les caractéristiques des crues de différentes périodes de retour (débits, durées, fréquences). Elle est basée sur la connaissance des chroniques de débit sur la rivière, relevées aux stations hydrométriques, enrichies des informations sur les crues historiques. En l'absence de chronique de débit, on utilise les chroniques de pluie pour évaluer le débit d'une crue de fréquence donnée. Les pluies sont transformées en débit à l'aide d'un modèle pluie débit.
Etude hydraulique	L'étude hydraulique a pour objet de traduire en lignes d'eau les résultats de l'étude hydrologique. On cherche ainsi à définir les lignes d'eau pour la crue centennale. Une telle étude nécessite la connaissance de la topographie du lit de la rivière et la mise en oeuvre d'un modèle hydraulique.
Fréquence de crue	Nombre de fois qu'un débit ou une hauteur de crue donné a des chances de se produire au cours d'une période donnée. Une crue centennale a une chance sur 100 de se produire tous les ans, une crue décennale une chance sur 10. La crue centennale n'est donc pas la crue qui se produit une fois par siècle. Pour une durée donnée, plus la fréquence est faible moins l'événement a de chance de se produire. La fréquence est l'inverse de la période.

Hydrogéomorphologie	L'hydrogéomorphologie est une approche géographique qui étudie le fonctionnement naturel des cours d'eau en analysant les différents lits topographiques que la rivière au fur et à mesure des crues successives. On distingue : le lit mineur, le lit moyen, le lit majeur. - Le lit mineur correspond au chenal principal du cours d'eau. Il est généralement emprunté par la crue annuelle, dite crue de plein-bord, n'inondant que les secteurs les plus bas et les plus proches du lit. - Le lit moyen, limité par des talus, correspond au lit occupé par les crues fréquentes à moyennes qui peuvent avoir une vitesse et une charge solide importantes. - Le lit majeur (dont lit majeur exceptionnel), limité par les terrasses, correspond au lit occupé par les crues rares à exceptionnelles. Dans un PPRI, l'hydrogéomorphologie peut être utilisée pour déterminer l'aléa dans les zones à faibles enjeux et pour délimiter l'enveloppe de la crue exceptionnelle.
Inondation	Recouvrement de zones qui ne sont pas normalement submergées par de l'eau débordant du lit mineur.
Inondation de plaine	La rivière sort de son lit mineur lentement et peut inonder la plaine pendant une période relativement longue. La rivière occupe son lit moyen et éventuellement son lit majeur.
Inondation par crue torrentielle	Lorsque des précipitations intenses tombent sur tout un bassin versant, les eaux ruissellent se concentrent rapidement dans le cours d'eau, d'où des crues brutales et violentes dans les torrents et les rivières torrentielles. Ce phénomène se rencontre principalement lorsque le bassin versant intercepte des précipitations intenses à caractère orageux (en zones montagneuses et en région méditerranéenne).
Inondations liées aux remontées de nappes	Lorsque le sol est saturé d'eau, il arrive que la nappe affleure et qu'une inondation se produise. Ce phénomène concerne particulièrement les terrains bas ou mal drainés et peut perdurer. Les remontées de nappe entraînent des inondations lentes, ne présentant pas de danger pour la vie humaine, mais provoquent des dommages non négligeables à la voirie qui est mise sous pression, et aux constructions.
Information des acquéreurs et des locataires (IAL)	Codifié à l'article L.125-5 du code de l'environnement, il s'agit d'une obligation d'information de l'acheteur ou du locataire de tout bien immobilier (bâti et non-bâti) situé en zone de sismicité ou/et dans un plan de prévention des risques prescrit ou approuvé. À cet effet sont établis directement par le vendeur ou le bailleur : - un état des risques naturels et technologiques, à partir des informations mises à disposition par le préfet de département; - une déclaration sur papier libre sur les sinistres ayant fait l'objet d'une indemnisation consécutive à une catastrophe naturelle reconnue comme telle.
Laisse de crue	Trace laissée par le niveau des eaux les plus hautes (marques sur les murs, déchets accrochés aux branches). Dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques inondation, on répertorie lors de l'enquête de terrain les laisses de crue pour faciliter l'établissement de la carte des aléas.
Laminage	Amortissement d'une crue avec diminution de son débit de pointe et étalement de son débit dans le temps, par effet de stockage et de déstockage dans un réservoir ou un champ d'expansion de crue.
Lit mineur	Espace limité par les berges de la rivière. On distingue parfois le lit d'étiage, qui correspond aux plus basses eaux et le lit mineur lui même qui correspond aux valeurs habituelles des crues les plus fréquentes à bord plein.
Lit majeur	Espace maximal occupé temporairement par les rivières lors du débordement des eaux en période de crues exceptionnelles.
Modélisation	Représentation mathématique simplifiée à partir d'éléments statistiques simulant un phénomène qu'il est difficile ou impossible d'observer directement.

Nivellement général de la France (NGF)	Système de référence altimétrique unique à l'échelle nationale. Les cotes données dans le système orthométrique doivent être corrigées pour être exploitées dans le système IGN69.
Période de retour	Moyenne, à long terme, du nombre d'années séparant un événement de grandeur donnée d'un second événement d'une grandeur égale ou supérieure. La période de retour est l'inverse de la fréquence d'occurrence de l'événement au cours d'une année quelconque.
Plancher utile	Le premier plancher utile, c'est à dire utilisé pour une quelconque activité (habitation, usage industriel, artisanal, commercial ou agricole), à l'exception des garages de stationnement de véhicules, doit toujours être implanté au-dessus de la cote de référence. Dans le cas d'un garage qui peut donc être implanté en dessous de la cote de référence, si celui-ci abrite des équipements sensibles à l'eau (chaudière, gros électroménager, équipements techniques, etc.), ces équipements devront respecter la cote de référence.
Plan des Surfaces Submersibles (PSS)	Au XX ^e siècle s'est établie progressivement une politique d'occupation des sols prenant en compte les risques naturels. Les premières bases législatives apparaissent il y a une soixantaine d'années lors de la promulgation du décret-loi du 30/10/1935 et de son décret d'application du 20/10/1937 instituant les Plans des Surfaces Submersibles (PSS). Les PSS prescrivent un régime d'autorisation lorsque le risque de crue présenté par les cours d'eau le justifie ; le dépôt d'une déclaration avant réalisation de travaux susceptibles de nuire à l'écoulement naturel des eaux (digues, remblais, dépôts, clôtures, plantations, constructions) est alors nécessaire ; la mise en place des PSS a pris des décennies.
Prévention	Ensemble de mesures de toutes natures prises pour réduire les effets dommageables des phénomènes naturels avant qu'ils se produisent. La prévention englobe le contrôle de l'occupation du sol, la mitigation (réduction de la vulnérabilité), la protection, la surveillance, la préparation de crise. De manière plus restrictive, la prévention est parfois réduite aux mesures visant à prévenir un risque en supprimant ou modifiant la probabilité d'occurrence du phénomène dangereux, par opposition à la protection.
Protection	Mesures visant à limiter l'étendue ou/et la gravité des conséquences d'un phénomène dangereux, sans en modifier la probabilité d'occurrence, par opposition aux mesures de prévention. En ce sens, les digues constituent des ouvrages de protection.
Repères de crues	Témoignages pouvant prendre la forme de traits de peinture, de marques inscrites dans la pierre, de plaques portant la date de l'événement et le niveau de l'eau, etc. qui ont été placés ou gravés au cours des plus grandes crues. Dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques inondation, les repères de crue sont répertoriés lors de l'enquête de terrain, pour établir la carte des aléas historiques.
Risque majeur	Un risque majeur se définit comme la survenue soudaine et inopinée, parfois imprévisible, d'une agression d'origine naturelle ou technologique dont les conséquences pour la population sont dans tous les cas tragiques en raison du déséquilibre brutal entre besoins et moyens de secours disponibles. Deux critères caractérisent le risque majeur : une faible fréquence et une énorme gravité . On identifie 2 grands types de risques majeurs : • les risques naturels : avalanche, feu de forêt, inondation, mouvement de terrain, cyclone, séisme et éruption volcanique, • les risques technologiques : industriel, nucléaire, biologique, rupture de barrage, transport de matières dangereuses, etc. Un événement potentiellement dangereux (ALÉA) n'est un RISQUE MAJEUR que s'il s'applique à une zone où des ENJEUX humains, économiques ou environnementaux, sont en présence.
Servitude d'utilité publique	Une servitude d'utilité publique constitue une limitation administrative au droit de propriété et d'usage du sol. Elle a pour effet soit de limiter, voire d'interdire l'exercice du droit des propriétaires sur ces immeubles, soit d'imposer la réalisation de travaux. Elle s'appuie sur des textes réglementaires divers (code de l'environnement, code rural, etc.) et s'impose à tous (État, collectivités territoriales, particuliers, etc.).

Sous-sol	Partie d'une construction aménagée au-dessous du niveau du terrain naturel.
Terrain naturel	Terrain avant travaux, sans remaniement apporté préalablement pour permettre la réalisation d'un projet de construction.
Vulnérabilité	Niveau de conséquences prévisibles d'un phénomène naturel sur les enjeux





Edité le: Février 2012

Echelle : 1/5 000ème

Dossier approuvé
le 1er février 2012

LEGENDE

P.K.172 Point kilométrique Rhône
59.97 Cote de la crue de référence *

* Se reporter au chapitre 3 du titre 1 du règlement pour l'utilisation des cotes de référence

----- Digue CNR
----- Digue syndicale (Chastellas)

59.15 Cote casier

Affluents

Ra Ra = Zone rouge : Inconstructible

Raa Raa = Zone rouge : Inconstructible

Ba Ba = Zone bleu : Constructible sous conditions

75.00 Niveau de référence (IGN 69)
----- Lignes d'interpolation des cotes de référence

Rhône

Rrd Rrd = Bande de sécurité digue : Inconstructible

Rr Rr = Zone rouge : Inconstructible

----- Route Nationale

----- Route Départementale

----- Voie communale

----- Voie SNCF



Le Rhône

Canal d'aménée

Barrage de garde et passe navigable

Barrage de retenue

59.15

60.40

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

59.97

le grand bois

clerc

ravel

ferme basset

lascombe

ferme nogier

martin

basset

grange neuve

masse

cotte

saint ferreol

les béouses

le grès

la laye

la villa des rochers

chambre de commerce

la villa des rochers

la villa des rochers

la villa des rochers

la villa des rochers

la villa des rochers

la villa des rochers

la villa des rochers

la villa des rochers

la villa des rochers

la villa des rochers

la villa des rochers

la villa des rochers

la villa des rochers

la villa des rochers

la villa des rochers

la villa des rochers

la villa des rochers



Plan local d'urbanisme (PLU)

Ville de Donzère

Pièce n°6 : Etudes au titre de l'article L111-1-4 du code de l'urbanisme
(études dites « loi Barnier »)

Plan Local d'Urbanisme approuvé le	03.03.2012
Révision simplifiée n°1 approuvée le	27.02.2014

PREAMBULE

La commune de Donzère a fait le choix d'urbaniser :

- **[A] : un site à vocation économique, orienté vers des activités commerciales et/ou tertiaires** (zone AUe). Ce site est implanté au sud-est du giratoire situé à l'intersection de la N7 et de la rue des Chênes verts, le long de la N7, voie classée en déviation d'agglomération (cf. servitude EL11) ;
- **[B] un site à vocation économique, orienté en façade de la N7 vers des activités commerciales et en arrière de la N7 (zone AUe) vers des activités artisanales.** Ce site est implanté à l'Est de la N7, voie classée à grande circulation.

De ce fait, l'article L 111-1-4 du Code de l'Urbanisme s'applique. Il stipule :

« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation. Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières,*
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières,*
- aux bâtiments d'exploitation agricole,*
- aux réseaux d'intérêt public.*

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes. Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.[...] »

Afin de répondre de manière précise à ces exigences, la présente étude vise à justifier que la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, de la qualité de l'urbanisme et des paysages sont traduites par un projet urbain au droit des zones d'urbanisation AUe retenues dans le PLU de Donzère.



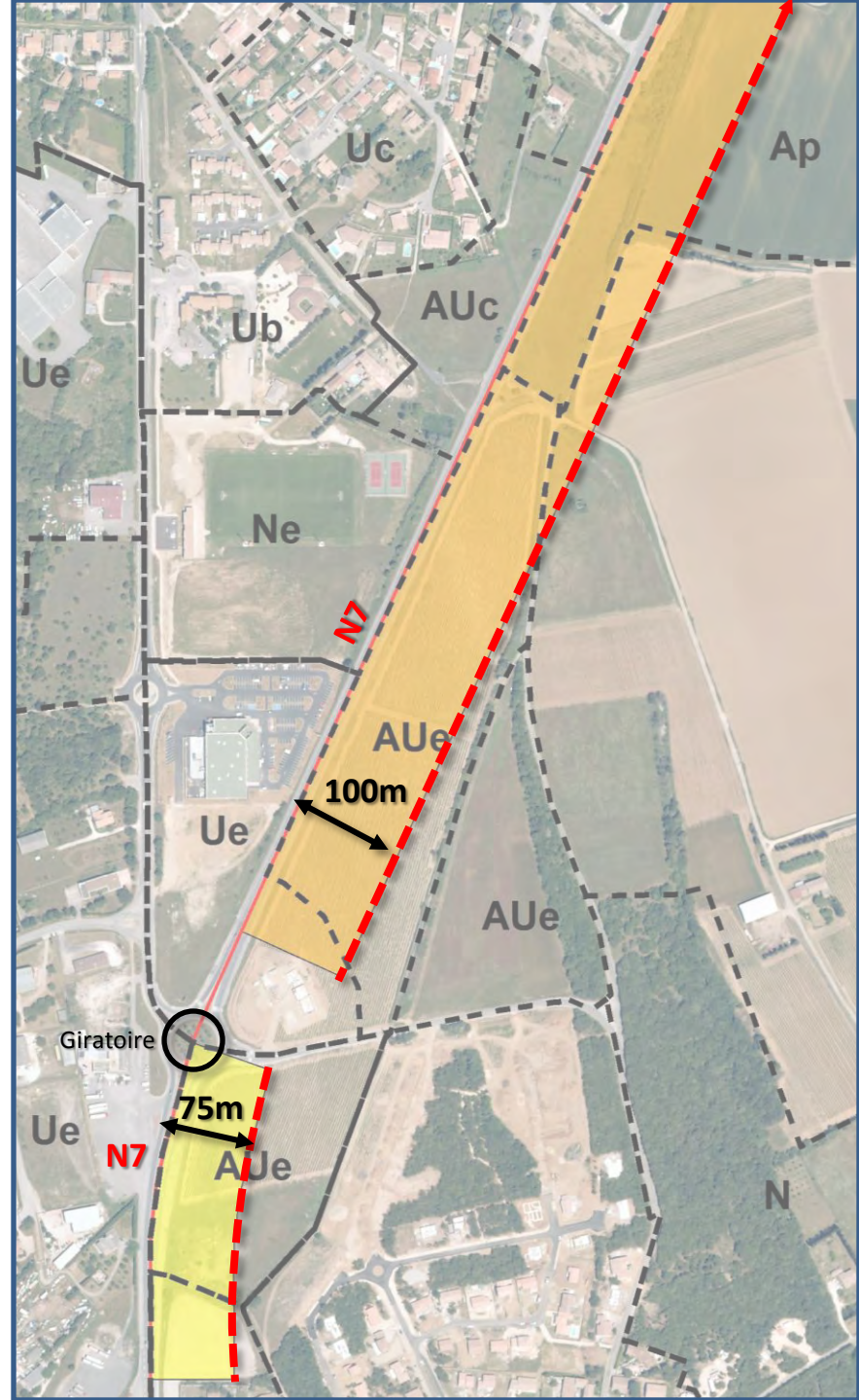
- - - - - Bande inconstructible au titre de l'article L111-1-4
- 100m Cent mètres de part et d'autre de l'axe de la N7
- 75m Soixante-quinze mètres de part et d'autre de la N7

Zones Aue Nord

Le site est positionné au nord du rond-point. La configuration du site, le long de la N7, constitue un axe accessible et très attractif, renforcé par la proximité de l'échangeur A7 'Montélimar sud'. Sur cette portion de la N7, le recul est de 100m.

Zone Aue Sud

Le site est positionné au sud du rond-point. La configuration du site, le long de la N7, constitue un axe accessible et très attractif, renforcé par la proximité de l'échangeur A7 'Montélimar sud'. Sur cette portion de la N7, le recul est de 75m.



1- DIAGNOSTIC

1.1- Critère de sécurité

Les voies concernées par l'étude

La Nationale 7, route majeur reliant Paris à Menton, traverse Donzère selon un axe nord-sud qui emprunte le territoire communal. La commune est en outre desservie par l'échangeur 'Montélimar Sud' (à 5mn).

Caractéristiques des voies et sécurité

Desserte

Avec une plate-forme moyenne de l'ordre de 15m de large, elle assure efficacement (capacité du trafic, fluidité de la circulation) et dans de bonnes conditions de sécurité (possibilités de dépassement notamment) l'écoulement de la circulation générale.

Accès

Entre la partie nord de Donzère et la cité des Chênes, les connexions entre la N7 et les autres voies sont de deux types :

1- les connexions aménagées de manière renforcée :

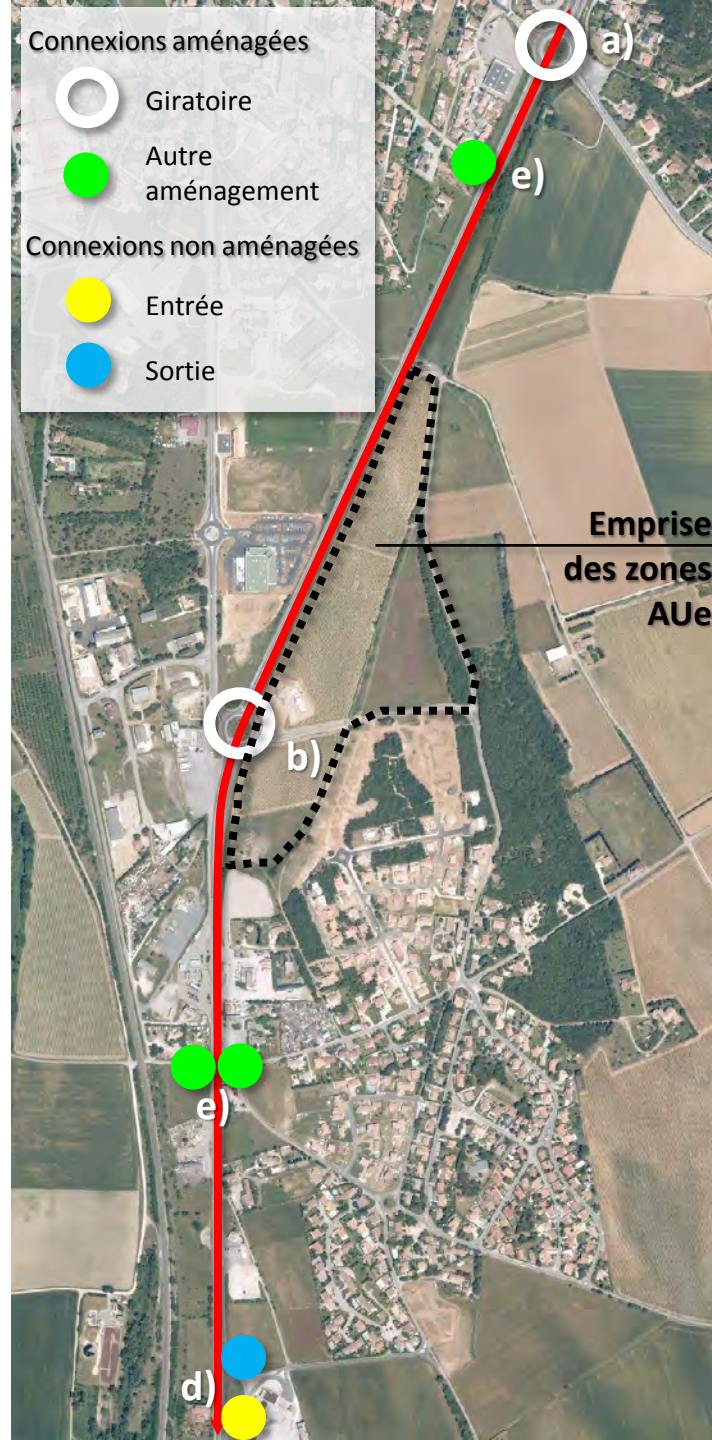
- a) N7 / D541 (et av. de Koenigsberg) : connexion aménagée par un giratoire
- b) N7 / Route des chênes verts (et av. basse Bourgade) : connexion aménagée par un giratoire
- c) prochainement, N7 / ZAC des Eoliennes (projet en cours) : connexion aménagée par un futur giratoire
- d) N7 / Cité des Chênes (ch. de Peyraud – CR n°80) : connexion par un 'tourner à gauche' (entrée) et une voie d'insertion (sortie)

Ces aménagements assurent la sécurité de la desserte.

2- les connexions peu aménagées :

- e) N7 / ch. du Moulinas (côté est de la N7) et N7 / voie communale n°5 (côté ouest de la N7) : aménagement *a minima*
- f) N7 / rue de l'Enclos : aménagement *a minima*.

Sur le secteur des zones Aue, la N7 présente des caractéristiques techniques de desserte adaptées à sa fonction (gabarit,...) et les accès existants garantissent une bonne sécurité grâce au giratoire N7 / Route des chênes verts.



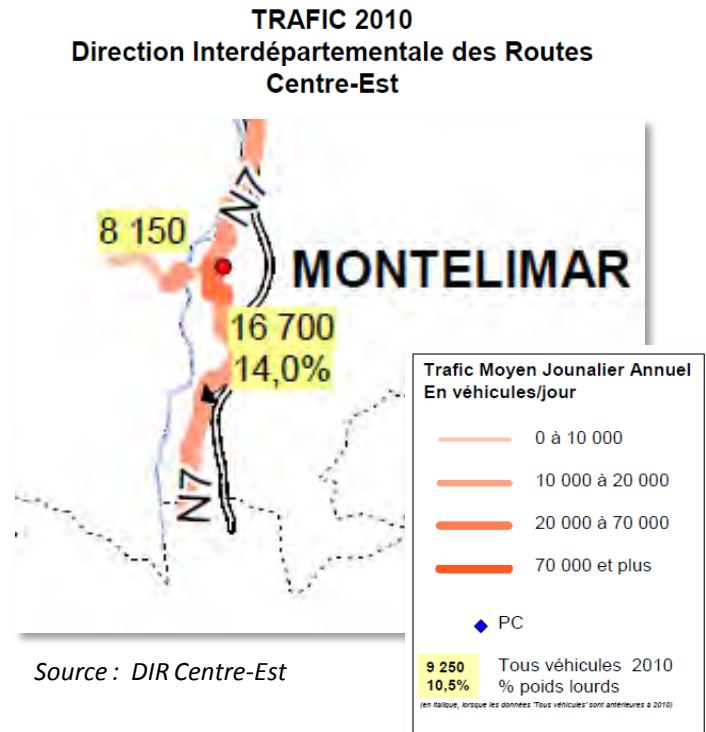
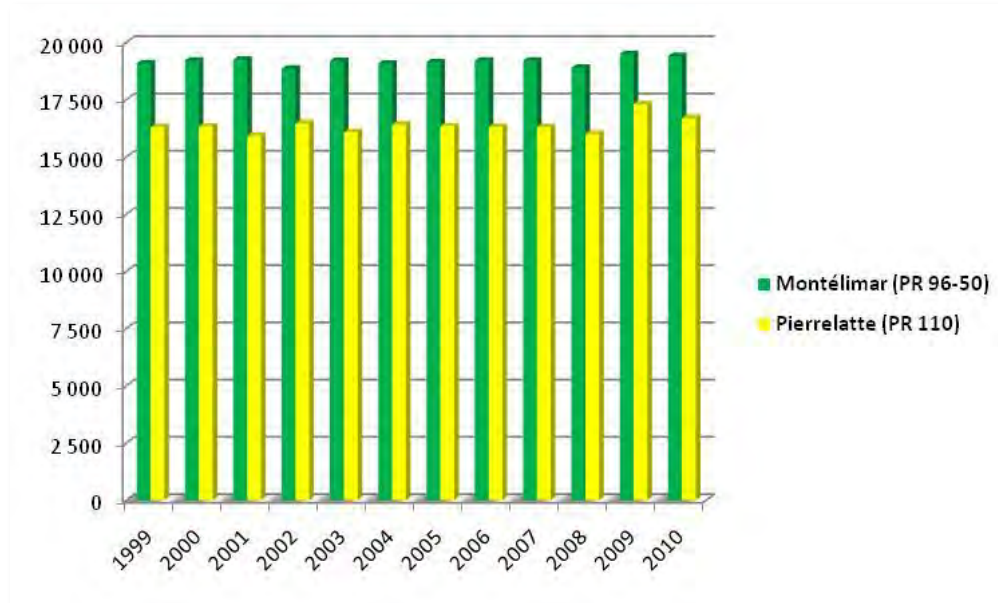
1- DIAGNOSTIC

1.1- Critère de sécurité

Trafic

Les données de trafic sont recueillies par les PC de la DIR Centre-Est sur des stations de comptages. Le secteur des zones AUE se situe à proximité des stations de Montélimar (PR 96-50) et Pierrelatte (PR 110), pour lesquelles on observe les données ci-après.

NB : les données chiffrées sources figurent en annexe du présent document.



Le secteur des zones AUE est compris entre les PR (points de repère) de Montélimar et Pierrelatte. L'analyse de l'évolution du trafic durant la période 1999-2000 montre que :

- le trafic au PR de Montélimar passe de 19 081 à 19 400 véhicules (Trafic Moyen Journalier Annuel – TMJA), soit une augmentation de +1,7% en 11 ans
- le trafic du PR de Pierrelatte passe de 16 300 à 16 700 véhicules (TMJA), soit une augmentation de 2,5% en 11 ans

La nature des activités attendues (mixité artisanat – commerces – tertiaire) et la taille modérée de l'opération (de l'ordre de 10 ha), conduiront à une augmentation modérée du trafic routier sur la N7. D'autant plus qu'une partie significative des usagers de la zone AUE sera composée par une clientèle de passage 'captée' depuis la N7 (effet vitrine).

1- DIAGNOSTIC

1.1- Critère de sécurité

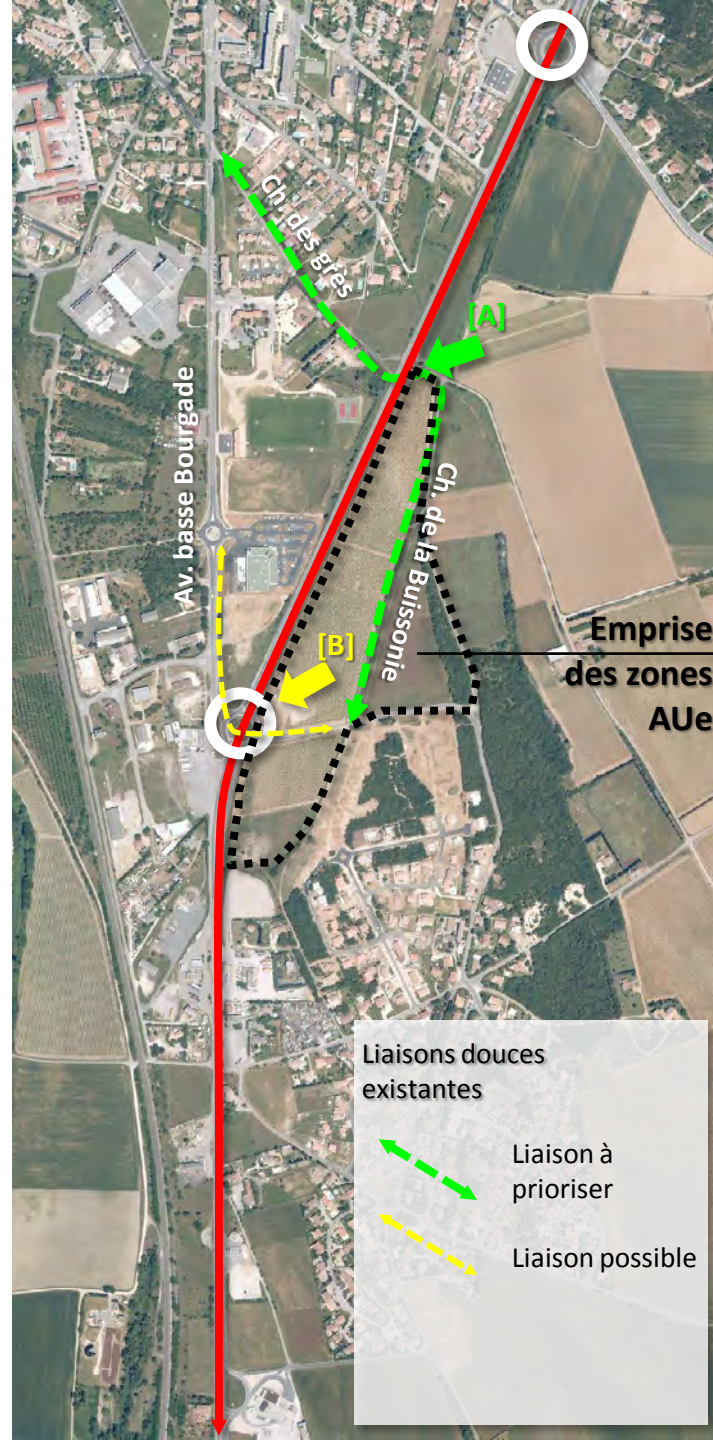
Les déplacements doux

L'enjeu principal est de relier le secteur des zones AUe au centre de Donzère. Deux options sont possibles :

Option [A] : passage sous la N7 en utilisant un ouvrage existant. Permet de relier le chemin des Grès au chemin de la Buissonie. Ce tracé est à privilégier car les piétons / cycles franchissent en toute sécurité la N7.

Option [B] : passage piéton pour traverser la N7. Un passage piéton au sol est matérialisé, permettant la traversée des piétons. Cependant, l'importance du trafic et la largeur de la voie incite à privilégier les déplacements doux via l'option A.

Les zones AUe sont reliées au centre de Donzère par des liaisons douces. L'un des deux tracés (option [A]) assure une sécurisation totale du franchissement de la N7 par un ouvrage souterrain existant.

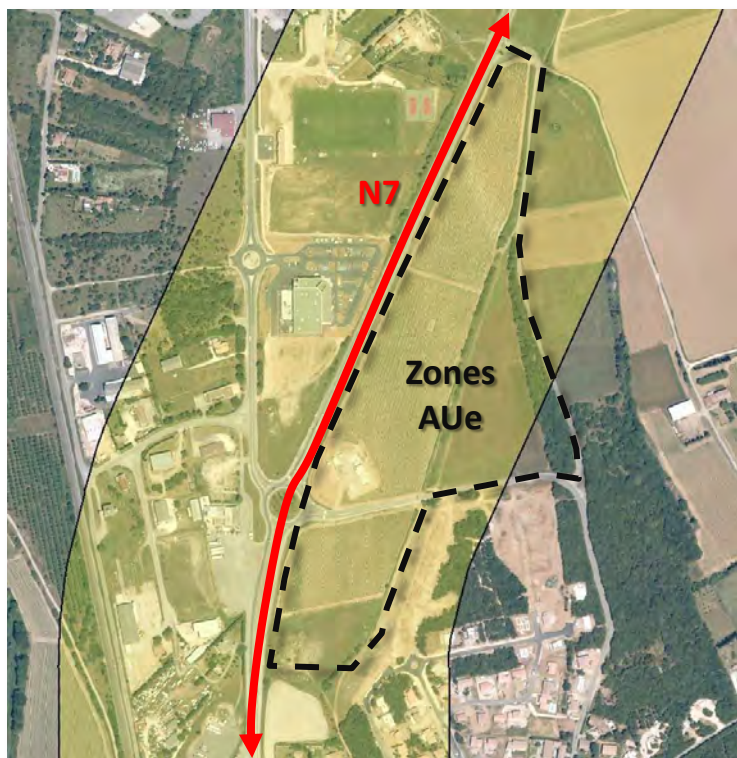


1.2- Critère de nuisance

Le secteur des zones AUe est concerné par la problématique des infrastructures routières bruyantes. Le classement, la largeur des secteurs affectés et le type de tissu urbain associé sont définis par l'arrêté du 2 mars 1999. La N7 est classée en catégorie 2 et la largeur des secteurs affectés par le bruit est de 250m.

Le tableau ci-après est un extrait de l'arrêté préfectoral :

RN 7 sud Drôme	PR 85.980 à PR 114.400	SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE PIERRELATTE	3 2	100 m 250 m	ouvert ouvert
----------------	------------------------	--	---------------	-----------------------	------------------



La quasi-totalité de l'emprise des zones AUe est concernée par le classement sonore autour de la N7.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral (détail ci-contre) s'appliquent. Outre le **respect des dispositions réglementaires en vigueur**, ce classement de constitue pas une contrainte pour la mise en œuvre du projet.

Dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 mars 1999

L'article 3 stipule que : « Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire par les secteurs affectés par le bruit [...] doivent présenter **un isolement acoustique minimum** contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 [...] ».

L'article 4 stipule que « les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de **l'isolation acoustique des bâtiments à construire** inclus dans les secteurs affectés par le bruit [...] ».

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne, en dB(A)	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne, en dB(A)
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

1.3- Critère d'urbanisme et de paysage

L'approche urbanistique

La situation

Positionnement du site

- En entrée Sud de Donzère
- A proximité de Montélimar au nord et de Pierrelatte au sud
- A 5mn de l'échangeur autoroutier de l'A7 'Montélimar Sud'

Limites du site

- Au nord : la zone agricole
- A l'ouest : la N7
- A l'est : la zone agricole (pour partie) et le quartier des Chênes (pour partie)
- Au sud : la zone d'activités

Fonctions limitrophes

- Au nord (et pour partie) à l'ouest du quartier des Chênes
- A l'est du tissu urbain (pôle d'équipements sportifs et zone d'activités des Gresses)
- A l'ouest d'un espace agricole
- Au sud d'un espace agricole

Le bâti

- Le site actuel est aujourd'hui à vocation agricole et naturelle et ne comprend aucune construction
- Les constructions les plus proches sont :
 - la cave Aubert (en limite de site)
 - le quartier d'habitat de la Cité des Chênes (en limite de site)
 - le supermarché (en limite de site)
 - les bâtiments de la zone d'activités des Gresses

L'environnement (voir carte ci-après)

Géographie du site

- espaces aujourd'hui agricoles, notamment viticoles, qui participent à l'ouverture de vues vers les coteaux boisés et le plateau (bois de la Vialle) depuis la N7
- Espace ouvert présentant un bon ensoleillement
- Vents dominants orientés Nord/Sud, Sud/Nord.

Topographie du site

- Topographie globalement plane sur l'ensemble du site (entre 63 et 68m)
- Légères pentes, variables selon les différents secteurs des zones Aue
- En partie nord du secteur des zones Aue (au nord du giratoire N7 – Ch. des chênes verts), la N7 est un peu surélevée

L'occupation du sol

Parcellaire

- Une dizaine de parcelles de dimensions variables
- Absence de parcelle communal

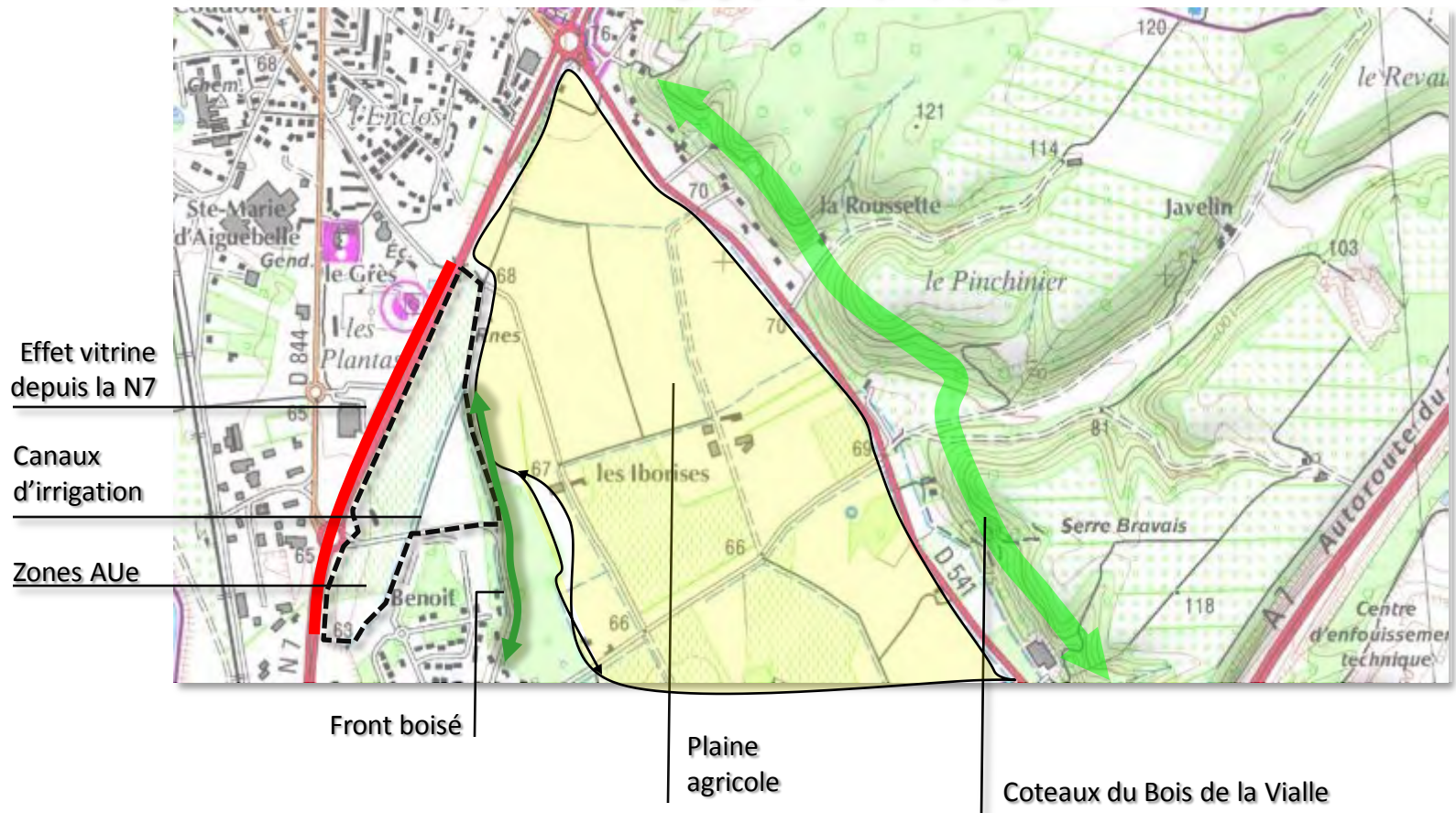
Plan d'Occupation des Sols de 1991

- Zone naturelle (IIND)

Servitudes et contraintes

- Contrainte de bruit décrite au §1.2
- Marges de recul entre 75 et 100m de part et d'autre de la N7
- Risque inondation : la zone inondable la plus proche se situe à 50m de la N7

Localisation des zones AUe dans le contexte géographique : enjeux paysagers



1.3- Critère d'urbanisme et de paysage

L'approche paysagère / Secteur Nord

Composantes et motifs paysagers

Le site de l'entrée Sud de Donzère dévoile une ambiance agricole (occupation viticole du sol) et naturelle (espaces ouverts non cultivés, espaces boisés,...).

Plusieurs motifs paysagers caractérisent le site :

- la vigne,
- une 'ligne' boisée nord-sud perceptible depuis la N7,
- des canaux d'irrigation visibles depuis le chemin des Chênes verts.

Perceptions visuelles

Le site se découvre essentiellement depuis :

- la N7 (en léger remblai) : vues sur l'ensemble des zones AUe, en 'façade' ouest
- le chemin des Chênes verts : vues sur l'ensemble des zones AUe, entre les parties nord et sud

Les principales perceptions visuelles sont :

- depuis la N7 : l'ouverture agricole vers les coteaux boisés
- depuis le chemin des Chênes verts :
 - l'ouverture agricole ouvert vers les coteaux boisés et les canaux d'irrigation, en direction du nord.



Vue 1



Vue 2



Vue 3

1.3- Critère d'urbanisme et de paysage

L'approche paysagère / Secteur Sud

Composantes et motifs paysagers

Le site de l'entrée Sud de Donzère est, comme sur le secteur nord, marqué par la présence de l'agricole (viticulture) et naturelle (espace ouvert non cultivé en pointe sud).

Les motifs paysagers sont formés par :

- la vigne,
- les canaux d'irrigation visibles en limite Est du site.

Perceptions visuelles

Le site se découvre essentiellement depuis :

- la N7 : vues sur l'ensemble de la zone AUE, en 'façade' ouest
- le chemin des Chênes verts : vues sur l'ensemble des zones AUE, entre les parties nord et sud

Les principales perceptions visuelles sont :

- depuis la N7 : l'ouverture agricole avec l'urbanisation en frange Est et Nord
- depuis le chemin des Chênes verts :
 - l'ouverture agricole avec l'urbanisation en frange



Vue A



Vue B



Vue C



Vue D

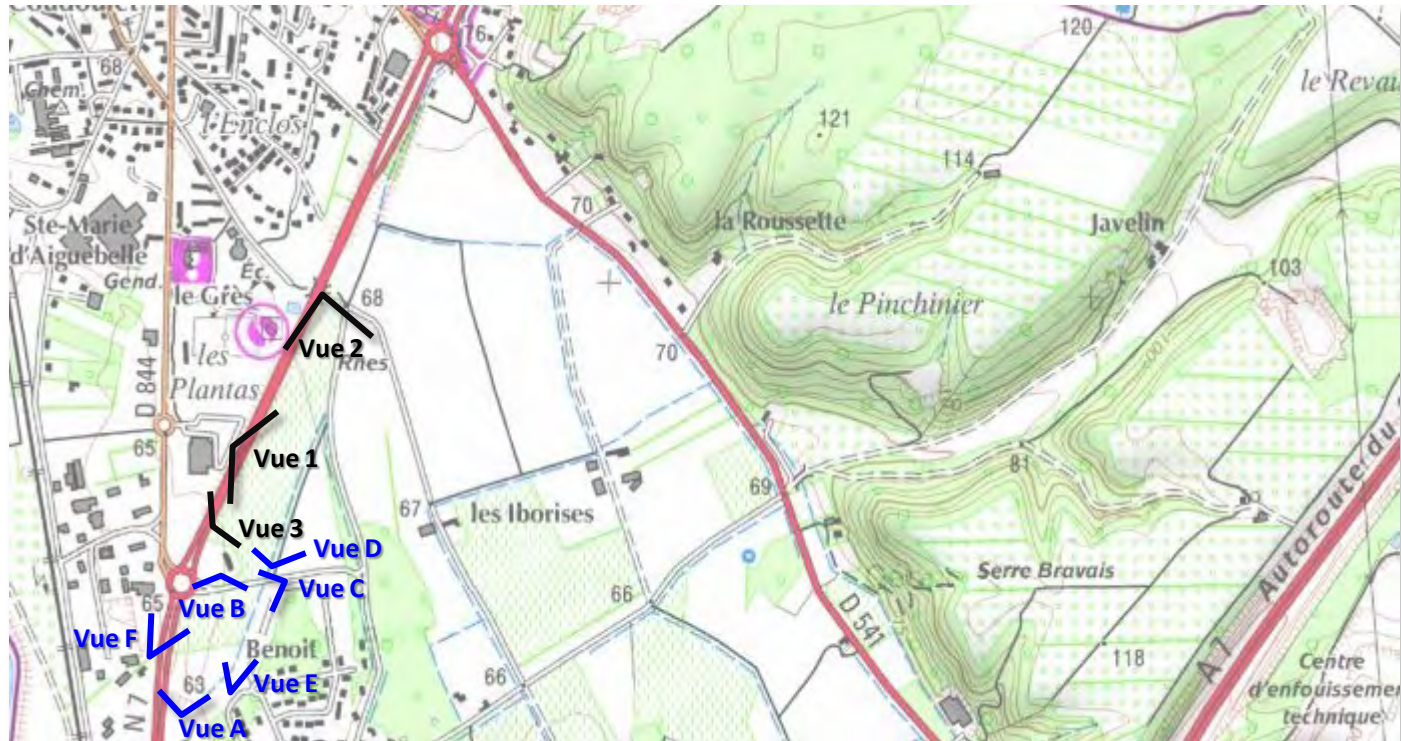


Vue E



Vue F

Analyse paysagère : synthèse des prises de vue



2- PROJET URBAIN

2.1- Sécurité

La prise en compte de la sécurité dans le projet passe par la maîtrise de l'accès des futures zones AUE depuis le giratoire N7 / ch. des chênes verts.

→ Il n'y a pas de création d'accès nouveau depuis la N7.

Pour cela, la solution proposée consiste à :

1- Utiliser l'accès existant depuis le giratoire N7 / ch. des chênes verts pour desservir le site des futures zones d'activités depuis la route des chênes verts.

2- La desserte prolonge la route des chênes verts pour desservir les zones AUE, en s'appuyant :

- A** - sur un premier carrefour, à créer, permettant de desservir la zone AUE au sud et la zone AUE au nord-ouest ;
- B** - sur un second carrefour, à aménager, permettant de desservir la zone AUE au nord-est.

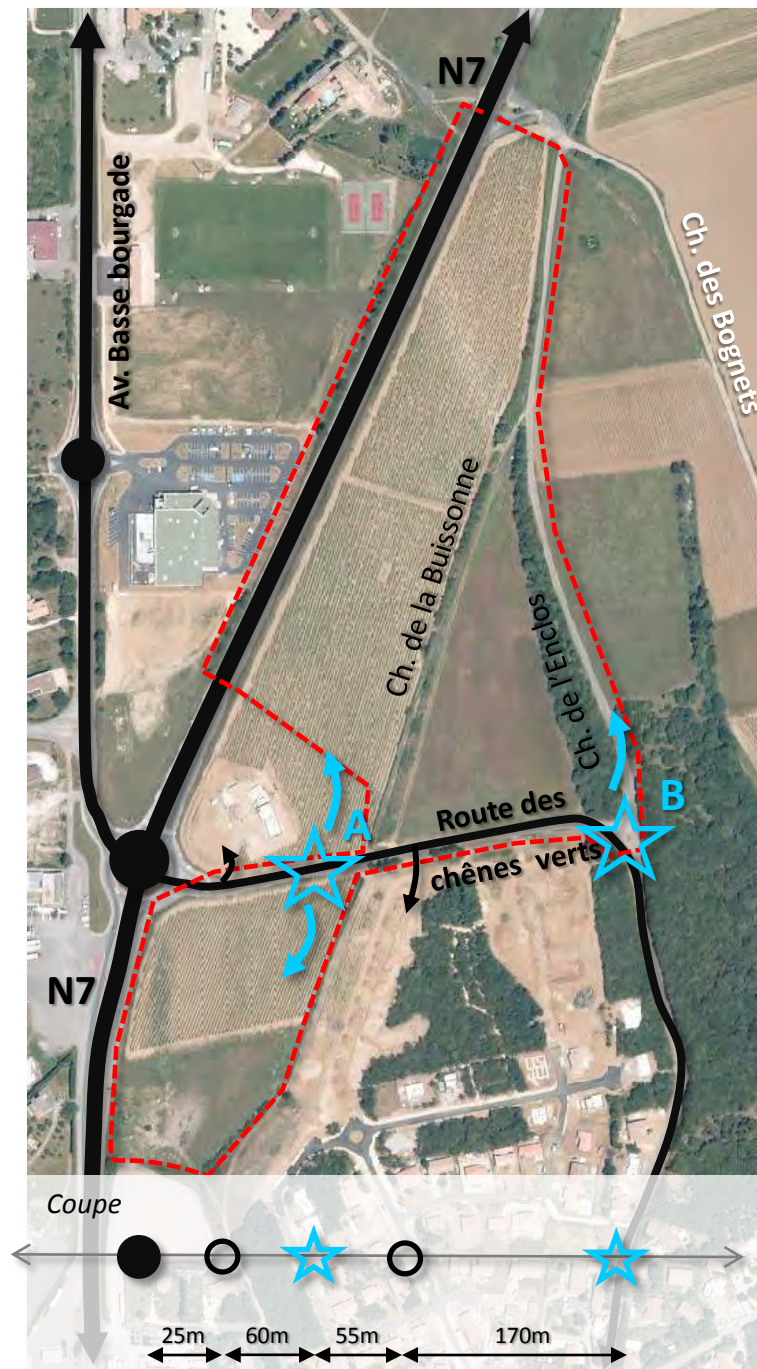
La desserte se prolonge en interne par un bouclage desservant l'ensemble des îlots.

A noter : le positionnement des deux carrefours tient compte des accès existants (représentés par une flèche noire), à savoir :

- un accès privatif à la cave Aubert
- un accès au lotissement des Kermes

2.2- Nuisances

La prise en compte des nuisances passe par le respect des prescriptions constructives définie par arrêté préfectoral (cf. chapitre précédent).

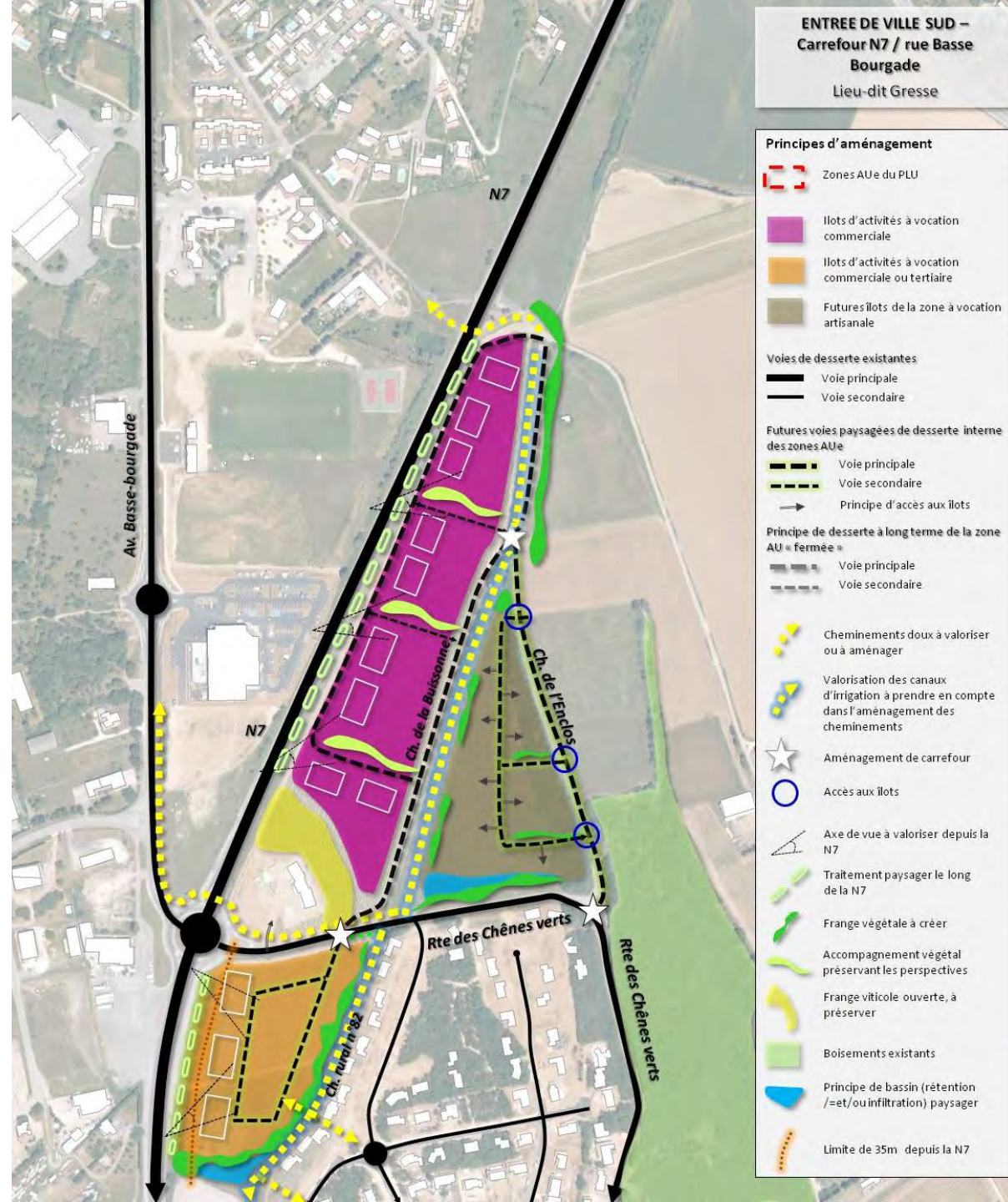


2.3- Qualité de l'urbanisme et des paysages

La qualité de l'urbanisme et des paysage repose sur la conception d'un projet d'aménagement structurant.

THEME	PRINCIPE / OBJECTIF
ACCES / DESSERTE	Organiser les accès depuis le giratoire N7 / Route des chênes verts Aménager deux carrefours depuis la route des chênes verts
	Créer une boucle pour desservir l'îlot au nord de la route des chênes verts et une boucle pour desservir l'îlot au sud de la route des chênes verts. Aménager les ch. ruraux préexistant qui servent de trame à la nouvelle desserte (chemin de l'Enclos et chemin de la Buissonne au nord & ch. rural n°82 au sud) afin de desservir les îlots d'activités + Compléter le maillage des îlots par d'autres voies de desserte.
AMENAGEMENT URBAIN	Aménagement de lots d'activités sur les zones AUe : - la zone AUe au nord-ouest du giratoire (N7 / rte des chênes verts), le long de la N7, est destinée à l'accueil d'activités commerciales, - la zone AUe au nord-est du giratoire (N7 / rte des chênes verts), plus éloignée de la N7, est destinée à l'accueil d'activités artisanales, - la zone AUe au sud du giratoire (N7 / rte des chênes verts), le long de la N7, est destinée à l'accueil d'activités commerciales ou tertiaires.
ESPACES LIBRES	Les espaces libres accueillent des stationnements paysagers, intègrent la gestion alternative des eaux pluviales, la création de cheminements doux, le paysagement des lots, etc.
PAYSAGE	Les motifs paysagers du site sont à préserver, à réutiliser et/ou réinterpréter. Il s'agit également de s'appuyer sur les trames arborées existantes. Des cônes de vue sont à valoriser, en particulier l'axe principal nord-sud le long de la N7. Un effort particulier est porté sur le traitement paysager permettant de valoriser la transition vers les coteaux du Bois de la Vialle et l'intégration des franges avec la zone agricole. Les ouvrages de rétention des eaux pluviales, notamment les bassins, seront intégrés au traitement paysager d'ensemble. Le traitement des espaces publics (stationnements, circulations...) devra intégrer une approche qualitative et garantir des revêtements perméables.
ARCHITECTURE	S'appuyer sur la N7 pour créer des effets 'vitrine' qualitatifs.
RECU DES CONSTRUCTIONS Objet de la dérogation	Respecter un recul minimum des constructions de 35 mètres le long de la N7.

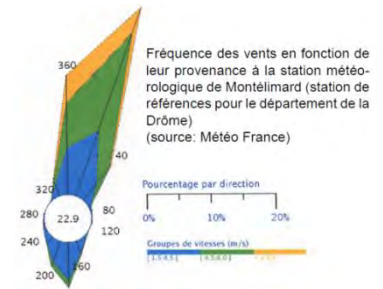
2.3- Qualité de l'urbanisme et des paysages



2.4- Qualité de l'architecture

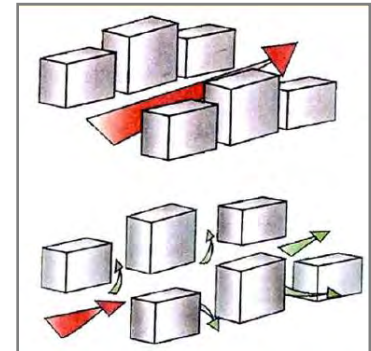
Au regard des enjeux urbains et paysagers, la prise en compte du critère architectural doit répondre à plusieurs objectifs :

- s'inscrire dans le contexte paysager (perspective lointaine des coteaux du Bois de la Vialle,...)
- prendre en compte les spécificités géoclimatiques du secteur (vent, ensoleillement,...)
- s'appuyer sur l'axe structurant que constitue la N7 pour créer un effet 'vitrine'
- proposer des façades qualitatives le long des axes (l'orientation proposée dans le schéma page précédente est indicative)
- traiter qualitativement aussi les parties arrière des bâtiments
- profiter au mieux des bienfaits de l'ensoleillement (lumière, chaleur) pour tendre vers une architecture bioclimatique
- isoler les bâtiments avec soin en utilisant des techniques performantes



Enjeu spécifique lié à l'intégration du vent dans la conception architecturale (objectif : réduire sa vitesse) :

- Identifier la trajectoire des vents afin de pouvoir déterminer les orientations du bâti à privilégier,
- augmenter la rugosité des espaces dégagés (aires de stationnement, voies...) par un traitement adapté du couvert végétal pour limiter la vitesse du vent au sol,
- limiter les effets de canalisation des flux entre deux bâtiments (augmenter la porosité entre les bâtiments, introduire des ruptures d'alignement...),
- limiter les effets venturi (augmenter la porosité entre les bâtiments, limiter la hauteur du bâti, réduire la longueur des bâtiments, utiliser la végétation pour augmenter la porosité...) – voir schéma ci-contre.



Source : Cahiers de l'aménagement, ADEME

3- TRADUCTION DANS LE PLU

3.1- Enjeux de sécurité

Plan de zonage	Règlement	Orientation d'aménagement	Annexes
Recul de 35m des constructions	Art. 3 : « Le nombre d'accès peut être limité dans l'intérêt de la sécurité publique »	Orientation d'aménagement sur les zones AUe	-

3.2– Enjeux de nuisances

Plan de zonage	Règlement	Orientation d'aménagement	Annexes
Trame de la zone de bruit (250m de part et d'autre de la N7) reportée en servitude	-	-	Arrêté préfectoral sur les infrastructures sonores joint en annexe du PLU

ANNEXES

Trafic 2006 à 2010 sur routes

Route	Dépt	Localisation	PR comptage	PR début	PR fin	2010			2009			2008			2007			2006		
						MJA TV	MJA PL	% PL	MJA TV	MJA PL	% PL	MJA TV	MJA PL	% PL	MJA TV	MJA PL	% PL	MJA TV	MJA PL	% PL
N6	69	DARDILLY Les Brosses	41200	400	42150							49 300	3 150	6,5%	51 600			52 300		
	89	PERIGNY Chesnez	81785	780	82282	23 700	2 250	9,5%	23 500			24 300	2 300	9,5%	23 300	1 500	6,5%			
		Compteur temporaire	860	82282	88140	12 000			11 900			12 300			11 800					
		Compteur temporaire	20	00	3110	17 600			17 700			17 800			17 700					
	03	TREVOL Avilly	7250	3110	11880	15 300	4 550	30,0%	15 300	4 100	30%	15 400			15 300	4 300	28%	15 100	4 100	27%
YZEURE Millepertuis		200	11880	24300	13 000	4 200	32,0%	12 800			13 100	4 300	33%	13 100			12 800	4 200	33%	
BESSAY		31488	24300	43421	9 050	2 950	33,0%	9 050	2 850	31%	9 100	2 800	31%				9 600	2 900	30%	
Compteur temporaire		47300	43421	47707										8 700						
SAINT-GERAND-LE-PUY		55211	47707	64441	5 550	2 950	35,0%	5 550			5 550			5 650	1 850	33%	5 550	1 850	33%	
Compteur temporaire		670	64441	70992																
DROITURIER Rossignol		72320	70992	81328	6 050	2 050	34,0%	6 000			6 000			6 000	2 000	33%	5 750			
SAINT-RAMBERT		40	00	7350	12 200	2 650	13,5%							13 000			11 700			
Compteur temporaire		110	7350	16200	10 300									10 200			9 550			
TAIN Nord		25200	16200	28260	12 200	1 400	11,5%						1 350	11,0%	12 200	1 300	10,5%	11 400		
N7	Compteur temporaire	29700	28260	3020	13 500									13 300			12 500			
	Compteur temporaire	41340	3020	41485										18 400			18 600			
	Compteur temporaire	421166	41485	43460										19 200			19 400			
	Compteur temporaire	45585	43460	461289				32 900			32 200			32 900			31 600			
	Compteur temporaire	47330	461289	47979				46 100			45 200			46 000			44 200			
	Compteur temporaire	48250	47979	48595				17 300			17 300			17 500			15 300			
	Compteur temporaire	48600	48595	55600				18 900			18 900			19 100			16 700			
	Compteur temporaire	590	55600	63320	10 700			10 900			10 900			11 000			9 600			
	Compteur temporaire	63500	63320	64700	12 800			13 000			13 100			13 200			11 500			
	LORIOL	65100	64700	66330	17 400	1 400	8,0%	17 700			17 700	1 350	7,5%	17 900	1 350	7,5%	17 500			
	Compteur temporaire	66500	66330	67160	14 400			14 700			14 700			14 800			13 000			
	Compteur temporaire	67500	67160	68300	18 800			19 000			19 100			19 300			16 900			
	Compteur temporaire	750	68300	76700				11 600			11 600			11 700			10 200			
	LA COUCOURDE	810	76700	870	14 800	2 250	15,0%	14 800			14 300			14 600			14 600			
	Compteur temporaire	87500	870	891030	11 000			11 100			10 800			10 900			10 900			
	Compteur temporaire	900	891030	921050	21 200			21 400			20 700			21 000			21 100			
	MONTEILMAR	9650	921050	98920	19 400	2 000	10,0%	19 500			18 900	2 150	11,5%	19 200	2 100	11,0%	19 200			
	PIERRELATTE	1100	98920	114250	16 700	2 300	14,0%	17 300			16 000			16 300			16 300			
	Compteur temporaire	1150	114250	118807	10 900			11 000			10 600			10 800			10 800			
	38	AUBERIVES	21700	00	27900							13 200			12 700	650	5,0%	13 400		
		ROUSSILLON	31400	27900	33605							18 000	2 250	12,5%	18 100	2 150	12,0%	18 600		
		CHANGY	13420	00	13500				8 850	2 100	24%	8 900	2 150	24%	8 900	2 050	23%			
	42	Compteur temporaire	22500	13500	30515				5 550									7 100		
		SAINT-VINCENT-DE-BOISSET	36650	30515	41735	20 300	3 100	15,0%	20 400											
		NEAUX	41800	41735	591003	8 350	1 050	12,5%	8 450	950	11,0%	9 200	1 000	11,0%	8 700	900	10,5%	12 000		
	58	Compteur temporaire	820	770	92100	12 400						12 300			12 300					
SAINT-PIERRE-LE-MOUTIER Déviation		95700	92100	107760	13 600	4 550	33,0%				13 600	4 500	33%	13 600	4 350	32%	13 200			
TARARE Ouest		9150	00	10250	7 100												7 900			
69	Compteur temporaire	120	10250	150	8 150												8 100			
	Compteur temporaire	170	150	180	14 700												14 600			
	PONTCHARRA	18120	180	18360	17 600												17 500			
	Compteur temporaire	24100	18360	28189	14 700												14 600			
	FLEURIEUX	31600	28189	40890							19 300			19 400						
N65	89	VENOY	3200	00	41653	8 200	750	9,5%	8 350			8 400					5 100			
	Compteur temporaire	11750	50	19750	11 500			11 000			10 400			10 500			10 000			
N70	71	CIRY-LE-NOBLE Rozelay	27800	19750	29250	18 000					17 900			18 100	4 000	22%	17 800			
	Compteur temporaire	470	29250	471018	18 400						18 200			18 500			18 100			
N77	10	Compteur temporaire	0152	00	8830												4 650			
		CRESANTIGNES	17200	8830	17255	6 750	1 000	14,5%	6 600								7 600			
		Compteur temporaire	200	17255	32866												5 000			
	89	Compteur temporaire	10	00	553	4 400			4 200			4 500			4 750					
		PONTIGNY	19600	553	290	4 350	800	18,0%	4 150			4 400	750	17%	4 650	800	17%			
Compteur temporaire	340	290	40602	6 350			6 000			6 450			6 600			6 600				

MJA : Moyenne Journalière Annuelle
TV : Tous Véhicules
PL : Poids Lourds
PR : Point de Repère proche du repère kilométrique

EVOLUTION DES DEBITS AUX STATIONS DE COMPTAGES PERMANENTS SUR ROUTES NATIONALES

Stations de comptages	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Evolution 2005/2004	Evolution annuelle moyenne sur 5 ans (2000-2005)
RN 7 Saint Rambert	12 712	12 750	11 637	11 905	12 509	12 115	12 306	12 136	11 726	12 033	12 132	11 916	-1,8%	-0,6%
RN 7 Tain (Nord)	12 721	12 753	12 543	12 392	13 107	13 133	13 223	12 980	12 176	12 175	12 259	11 814	-3,6%	-2,1%
RN 7 Bourg-lès-Valence giratoire échangeur A7										[16 029]	16 664	16 595	-0,4%	
RN7 Bourg-lès-Valence (déviation)										[13 258]	16 079	17 053	6,1%	
RN 7 Valence - La Forêt (échangeur Chabeuil)	15 933	16 752	17 278	18 649	21 227	24 398	24 984	27 612	29 353	32 814	34 076	36 104	6,0%	8,9%
RN 7 Valence - Lautagne	27 685	29 218	29 802	32 958	34 935	33 962	34 987	36 123	39 848	[40 765]	44 256	46 454	5,0%	6,6%
RN 7 Valence - Ouest giratoire Portes-lès-Valence											[15 400]	15 136	-1,7%	
RN 7 Valence - Sud giratoire Chaffit	(17 382)	(17 347)	(17 301)	(17 041)	(18 030)	(18 870)	(19 404)	(19 956)	(20 067)	[17 652]	18 429	17 385	-5,7%	-2,1%
RN 7 Loriol	15 901	15 872	16 191	15 954	16 874	17 660	18 160	18 682	18 786	18 530	18 066	16 824	-6,9%	-1,5%
RN 7 Les Tourrettes Nord										[11 086]	11 597	11 033	-4,9%	
RN 7 Les Tourrettes Sud										[16 502]	17 025	16 283	-4,4%	
RN 7 La Coucourde	17 538	17 836	15 586	15 960	16 808	15 916	17 333	16 030	17 310	16 562	15 688	15 114	-3,7%	-2,6%
RN 7 Montélimar	18 308	18 618	18 063	18 505	18 905	19 081	19 206	19 238	18 845	19 186	19 072	19 135	0,3%	-0,1%
RN 7 Pierrelatte	15 645	17 826	17 291	18 870	17 838	16 300	16 326	15 921	16 467	16 068	16 403	16 339	-0,4%	0,0%
RN 92 Saint Paul Lès Romans	(6564)	(6754)	(7335)	(7628)	(6735)	(7197)	7 164	6 751	7 003	7 021	7 032	6 980	-0,7%	-0,5%
RN 532 Valence - Pont Frédéric Mistral	39 419	39 417	41 879	39 506	40 243	40 373	39 514	40 517	40 878	40 886	39 833	30 059	-24,5%	-4,8%
RN 532 Valence - Les Couleures	20 429	-	-	-	-	34 998	34 854	38 153	39 365	[40 630]	42 497	44 010	3,6%	5,3%
RN 532 Saint-Marcel-lès-Valence						34 455	34 393	37 494	39 126	40 946	41 989	44 160	5,2%	5,7%
RN 532 Valence Est - Alixan Bayannes	27 982	28 713	29 297	28 448	32 287	34 500	34 343	37 368	37 139	39 136	40 640	40 899	0,6%	3,8%
RN 532 Saint Nazaire en Royans	(6519)	(7700)	(8047)	(7505)	(8098)	(7068)	7 036	6 217	6 819	6 900	6 531	6 703	2,6%	-0,9%
RN 534 Valence - Pont des lînes											[12 540]	14 525	15,8%	

Le débit moyen pondéré aux stations permanentes sur Routes Nationales est en léger recul de 0.20 % en 2005 par rapport à 2004 pour le Département de la Drôme.

MJA : Moyenne Journalière Annuelle, 2 sens confondus

Débit moyen : somme des (MJA x longueur de leur section) / longueur du réseau

() : comptages temporaires précédant l'installation des stations permanentes

[] : MJA reconstituée car incomplète (mise en service station en cours d'année ou pannes station conséquentes)



Plan local d'urbanisme (PLU)

Ville de Donzère

Pièce n°6 : Etudes au titre de l'article L111-1-4 du code de l'urbanisme
(Études dites « loi Barnier »)

Site de l'écopôle environnemental – Les Bouzarudes

Plan Local d'Urbanisme approuvé le	03.03.2012
Révision simplifiée n°1 approuvée le	27.02.2014

Préambule

La Commune de Donzère souhaite permettre l'évolution de l'installation de stockage des déchets actuellement située sur le site des Bouzarudes, au Sud Est de son territoire, en Ecopôle environnemental.

Situé sur un espace d'ores et déjà dédié aux traitements des déchets (zonage PLU), le projet porté par le groupe SITA permettra d'optimiser le fonctionnement de l'Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux existante, de gérer des déchets spécifiques, de mettre en place une unité de valorisation des déchets, d'accroître la production d'énergies alternatives et d'envisager des réseaux nouveaux de biogaz au bénéfice de la Commune.

Le site est implanté sur une espace clairement délimitée par l'autoroute A7, la ligne TGV et la D541.

L'ISDND est contrainte par la présence de ces infrastructures majeures. Entre autres éléments, l'espace de projet de l'Ecopôle environnemental est aujourd'hui affecté par une bande d'inconstructibilité de 100m de part et d'autre de l'axe de l'autoroute A7.

Une phase d'exploitation ultérieure est prévue au plan de zonage du PLU de Donzère, dénommée Donzère 3 elle se développera à l'Est de la ligne TGV et ne rentre pas dans le champ du présent dossier.

L'article L111-1-4 du Code de l'urbanisme stipule que :

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

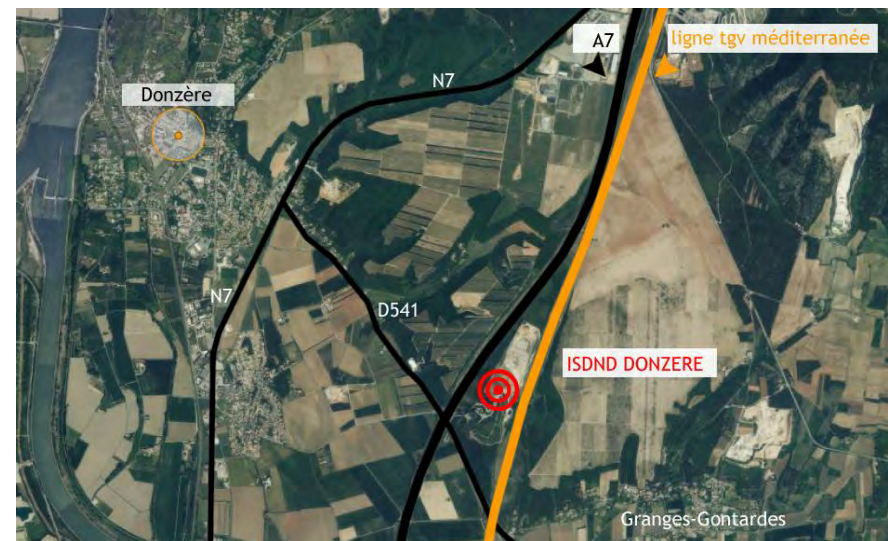
Cette interdiction s'applique également dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre des routes visées au dernier alinéa du III de l'article [L. 122-1-5](#).

...

Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

...

La présente étude dite « loi Barnier » a pour objectif de réduire la marge de recul, grevant l'extrémité Nord, au droit du site des Bouzarudes dans le respect du formalisme légal.



Localisation sur support aérien du secteur des Bouzarudes

Bande d'inconstructibilité frappant le secteur au titre de l'article L111-1-4 :

- 100 mètres de part et d'autre de l'axe de l'A7 en orange sur la carte-ci contre
- 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RD541 en jaune sur la carte ci-contre.

Zone N – Secteur Nd

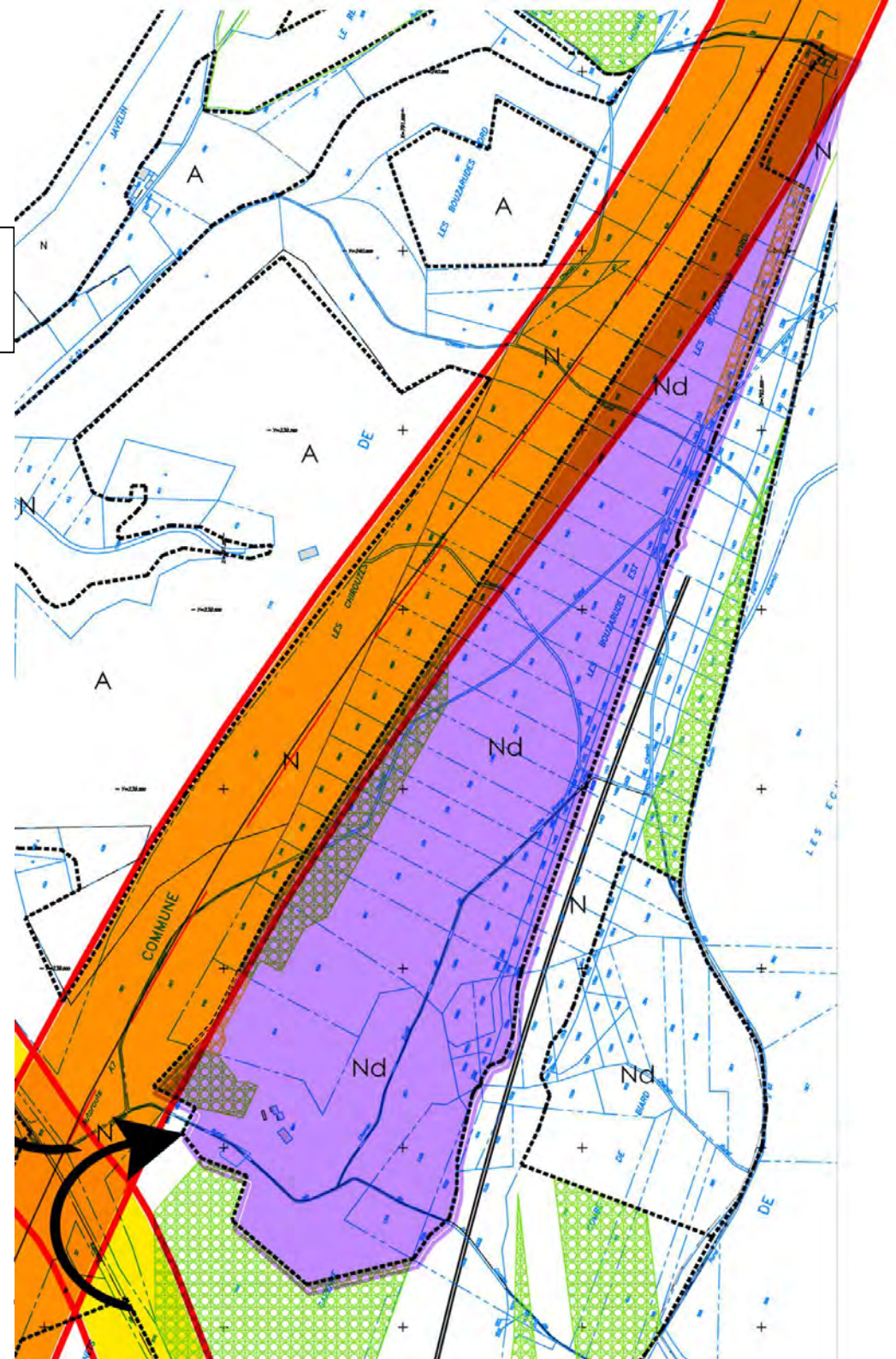
Le secteur d'étude se positionne dans le triangle délimité :

- L'autoroute A7 à l'Ouest
- La ligne TGV à l'Est
- La RD541 au Sud

La pointe nord est actuellement concernée par une bande d'inconstructibilité de 100m signalée en orange qui sera modifiée dans le cadre du présent dossier.

Le secteur Nd situé à l'Est de la voie ferrée correspond au site d'exploitation Donzère 3 non exploité à ce jour et non grevé d'une bande d'inconstructibilité au plan de zonage du PLU.

La marge de recul inhérente à la RD541 ne sera pas modifiée.



1- DIAGNOSTIC

1-1 Critère de sécurité

Les voies concernées par l'étude sont l'Autoroute A7, axe national de la vallée du Rhône ainsi que la RD541 permettant de relier les Granges Gontardes au centre ville de Donzère.

a. Caractéristiques des voies et sécurité :

Desserte

Le site est aisément accessible depuis la RD541, elle-même relié aux infrastructures d'envergure régionale et nationale : la RN7 et l'A7.

La RD 541 présente un gabarit de voie 2x1 voie permettant tous les flux de transit. Elle assure efficacement et dans de bonnes conditions de sécurité l'écoulement de la circulation générale.

Dispositif d'accès :

L'accès au site se fait sans traversée du village.

La bonne desserte de l'Ecopôle est assurée par un dispositif d'accès sécurisé au droit du site ; tourne à droite. ►

b. Trafic :

Les installations existantes sur le site de Donzère ont généré en 2011 l'entrée sur site de 13 022 transporteurs.

Le trafic routier moyen lié au fonctionnement des installations actuelles a été de 90 rotations quotidiennes en 2011 (comprenant l'aller et le retour) en moyenne dont 70 à 80 % transitant par la RN7 et la RD541 Nord (sortie de l'autoroute «Montélimar Sud» et Pierrelatte) soit 1.3 % du trafic de la RD 541 (TMJA de 7144 véhicules).



1-2 Critère de nuisance

Nuisances sonores

Le secteur des Bouzarudes est concerné par les nuisances sonores induites par la proximité de l'autoroute mais également de la ligne TGV et de la route départementale 541.

Le classement sonores de ces infrastructures bruyantes ainsi que les largeurs affectées par le bruit et les tissus urbains associés sont définis par les arrêtés du 2 mars 1999 et du 15 mars 1999 joints en annexe du PLU.

Sur le secteur étudié :

- L'A7 est classée en catégorie 1, avec une largeur de secteur affecté de 300m (tissu ouvert)
- La RD541 en catégorie 3, avec une largeur affectée par le bruit de 100m (tissu ouvert)
- La ligne TGV en catégorie 1, avec une largeur de secteur affecté par le bruit de 300m.

La totalité du secteur Nd est concerné par les dispositions des arrêtés préfectoraux qui s'appliquent de fait. Ce classement ne constitue pas une contrainte pour la mise en œuvre du projet d'écopôle environnemental, aucun bâtiment d'habitation, d'enseignement, de soins, d'action sociale ou d'hébergement touristique n'étant prévu ni autorisé sur ce secteur.

Autres nuisances sonores

En dehors des nuisances sonores induites par les infrastructures structurantes bordant l'ISDND il convient de noter que l'installation elle-même génère du bruit (trafic des camions et engins d'exploitation...)

Des mesures acoustiques « in situ » ont été réalisées en septembre 2010 (par la société SAFEGE) dans le but de vérifier la conformité des niveaux sonores sur la base des prescriptions de l'arrêté préfectoral du site du 23 juillet 2010 et ont été complétées en septembre 2012 (par la société ARCADIS) afin de caractériser l'état acoustique.

Tous les niveaux mesurés sont inférieurs aux seuils réglementaires de 70 dB le jour et de 60 dB la nuit. De plus, aucune tonalité marquée n'a été détectée.

Odeur :

Le fonctionnement actuel de l'ISDND induit des émissions d'odeurs provenant de la fermentation aérobie, de la dégradation anaérobie des matières organiques stockées et de la fermentation des lixiviats.

Le groupe SITA a mis en place deux systèmes de veille et de contrôle permettant une grande réactivité:

- Suivi des plaintes et désagréments auprès des riverains entre 2010 et 2011, démarches actuellement poursuivies
- Système RQ box, nez électronique

Qualité de l'air :

Concernant la qualité de l'air, en l'absence de mesure précise à proximité, la qualité de l'air au niveau du site est considérée comme celle d'une zone rurale soumise à une circulation intense (A7, N7 et RD541).

1-3 Critère d'urbanisme et de paysage

a. Etat des lieux urbanistique

Contexte situationnel :

Eloigné du centre bourg de Donzère et de Granges Gontardes, la zone est très peu fréquentée en dehors de l'activité de l'ISDND et de la chasse.

Aucun sentier ne traverse le site d'exploitation.

Environnement urbain :

Les zones d'habitats agglomérées les plus proches sont :

- Le noyau villageois de Granges Gontardes distant de 1.2km
- La cité des chênes située sur le territoire Donzerois à environ 1.6km
- Le centre village de Donzère éloigné de 2km.
- Les hameaux de « Logis de Berre » et des « Estubiers » sur la Commune des Granges Gontardes situés à plus de 500mètres des limites du site

Occupation bâti du site :

En dehors des bâtiments et installations nécessaires au fonctionnement de l'ISDND (accueil, réception du public, bureaux), le secteur est dépourvu de construction et notamment dans le rayon de 200m (périmètre de servitude d'utilité publique).

Fonctions limitrophes

Une fois les infrastructures routières et ferroviaires franchies, les activités en présence sont majoritairement agricoles (exploitations très peu bâties).

La zone d'activité économique la plus proche est celle des éoliennes, au Nord Ouest du site à environ 1.3km.

Topographie

L'ISDND se développe sur environ 9,3 hectares de superficie (en cours d'exploitation), dont l'altitude s'échelonne approximativement entre 116 m NGF et 124 m NGF, avec une pente moyenne de 2 % orientée vers le Nord-Ouest.

D'une façon générale, l'Ecopôle environnemental de Donzère occupe une position dominante par rapport à la Plaine du Tricastin et par rapport à l'autoroute et à la ligne TGV qui borde le site en contrebas.

Servitudes et contraintes

Le site des Bouzarudes est concerné par :

- **la servitude I4 relative aux canalisations électriques RTE**
- **une servitude aéronautique**

Le site est dans une zone soumise aux servitudes aéronautiques de dégagement et de balisage, relatives à l'aérodrome de Pierrelatte (PSA approuve par arrêté ministériel du 07/09/1981).

- **Servitudes relatives au chemin de fer**

Une ligne TGV longe le site à l'Est. Ce qui entraîne une bande de servitude dans laquelle toute construction est interdite.

Cette servitude impose des obligations pour les riverains notamment sur la mise en place des clôtures, la plantation d'arbres, l'élagage et les dépôts de matériaux.

- **Marge de recul vis-à-vis de l'autoroute A7 et de la RD541**

A ce jour, le site de traitement de déchets est impacté par les marges de recul de respectivement 100m et 75m vis-à-vis de l'autoroute A7 et de la RD541.

Dans ces marges de recul, aucune construction ni installation n'est autorisée. Néanmoins, la commune peut réduire ces marges sous couvert d'un projet étudié, comme le prévoit l'article L111-1-4 du Code de l'Urbanisme.

- **2 servitudes liées à l'ICPE existant avec restriction de l'usage du sol dans des périmètres de 200 m.**

b. Approche paysagère

Le site bénéficie d'une topographie collinaire et de boisements périphériques qui rendent l'exploitation peu perceptible.

En vue lointaine et notamment depuis les zones agglomérées, rien n'indique la présence d'une installation de stockage des déchets.

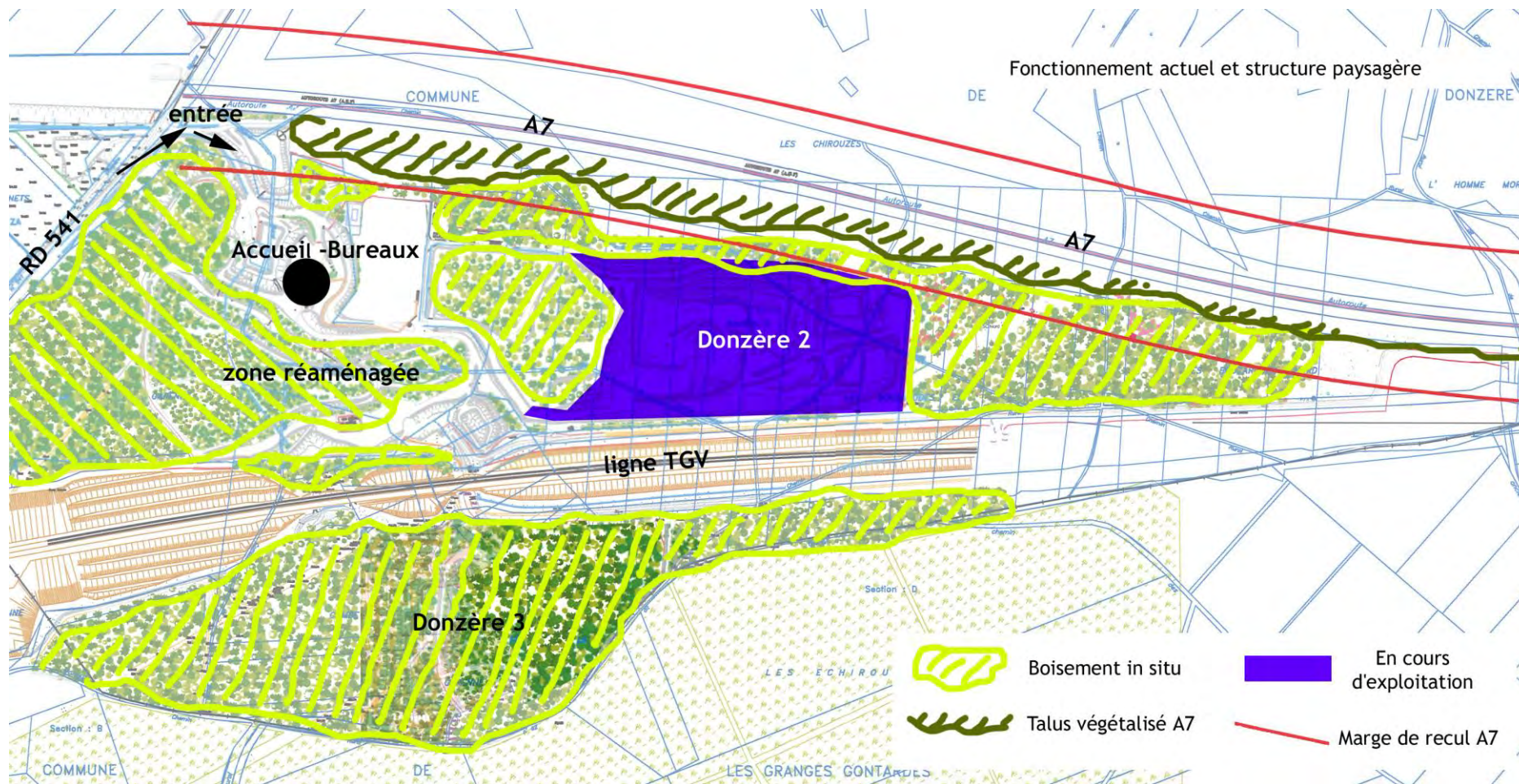
En vue rapprochées depuis les axes passant, quelques vues furtives sont possibles sur les bâtiments d'accueil, en entrée sud du site (vue furtive à extrêmement furtive depuis l'A7 et depuis la ligne TGV)

Le site existant, coince entre l'autoroute et la voie ferrée bénéficie d'écrans végétaux de tous côtés ; il est par conséquent très peu visible et parfaitement intégré dans son environnement.

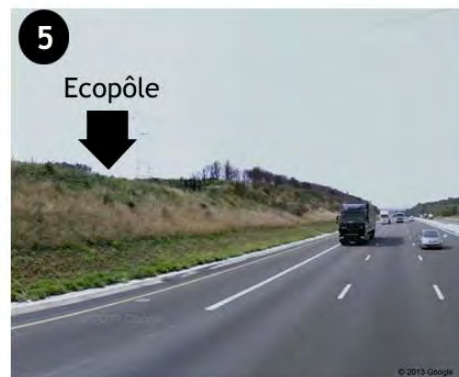


Vues sur le site des Bouzarudes
Paysage lointain

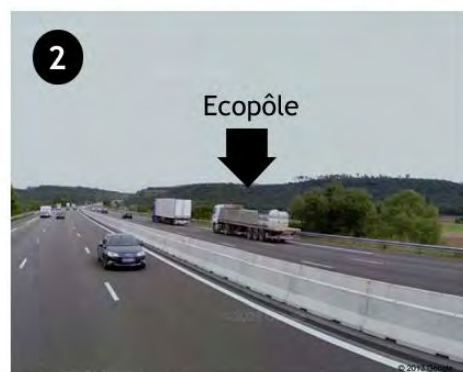




Vues sur le site des Bouzarudes
Depuis les axes limitrophes



vue depuis l'A7 axe
Lyon/Marseille



Vue depuis l'A7 axe
Marseille/Lyon



Vue depuis la RD541

2- PROJET

Introduction

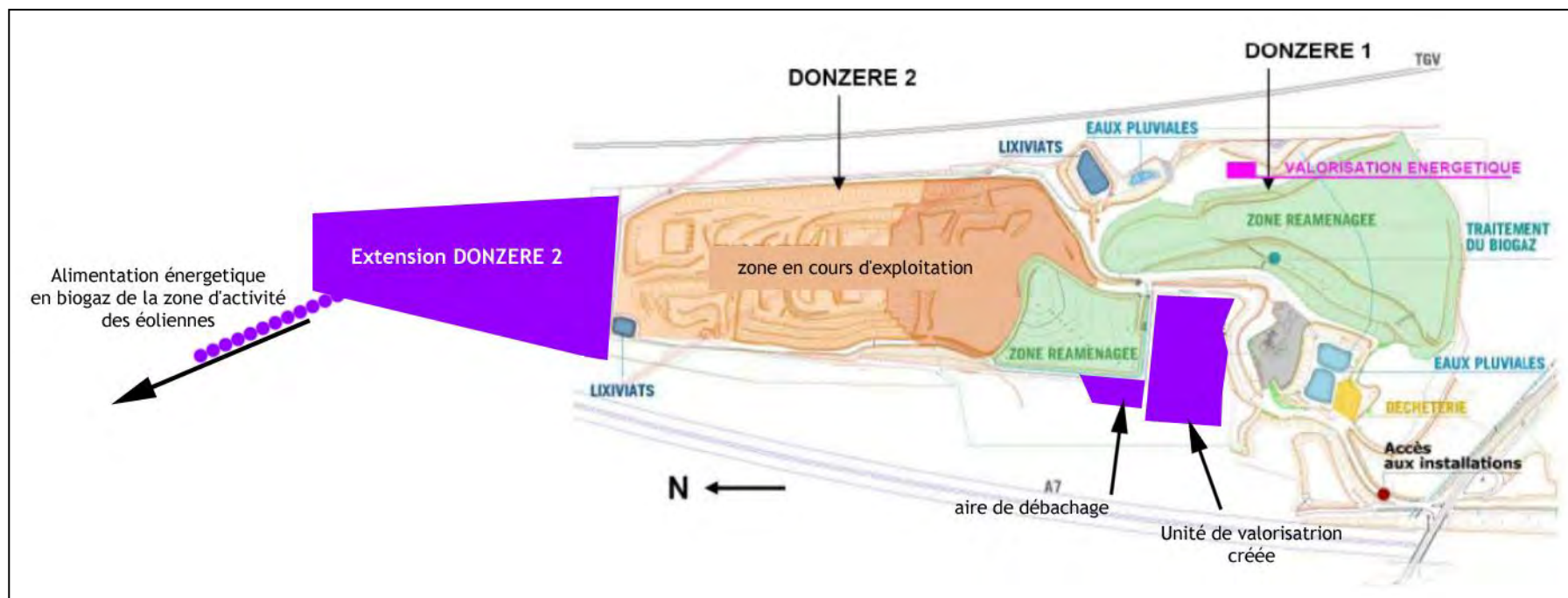
Le dossier dit « loi Barnier » présenté poursuit un objectif premier : **réduire la marge de recul liée à l'A7 au droit du secteur Nd du PLU.**

Ce secteur des bouzarudes est actuellement dédié à la gestion des déchets et accueillera prochainement un écopôle environnemental.

L'Ecopôle environnemental se définit comme une installation axée sur le tri, la valorisation et le stockage des déchets.

Pour permettre le déploiement optimal de l'Ecopôle, la bande de recul des 100m affectant principalement le nord du secteur doit être modifiée, ceci pour permettre l'extension de la zone d'exploitation Donzère2, et indirectement favoriser la mise en place d'une alimentation en biogaz de la zone économique des éoliennes (mise en œuvre d'un pipeline et ouvrages techniques connexes).

Le projet présentement introduit prévoit l'extension de la zone d'exploitation Donzère 2 au sein du secteur Nd. Par ce biais, le groupe SITA prolongera la durée de vie de l'installation de stockage et optimisera le foncier dévolu au traitement des déchets.



L'article L111-14 impose de justifier la modification par un projet urbain étudié à même de garantir des conditions satisfaisantes d'accès de desserte de sécurité des usagers, de prise en compte des nuisances ainsi que la qualité de l'urbanisme et des paysages.

2-1 Sécurité

c. Desserte et accès

La prise en compte de la sécurité dans le projet passe par la maîtrise de l'accès à l'écopôle environnemental.

Les conditions actuelles d'accessibilité au secteur sont inchangées, elles sont satisfaisantes d'un point de vue quantitatif et qualitatif.

L'entrée au site s'effectue depuis la RD 541 avec un dispositif de tourne à droite sécurisé.

Aucun nouvel accès ne sera créé à l'occasion du projet que ce soit par la RD541 ou tout autre axe périphérique.

d. Trafic

L'augmentation du trafic sur les voies publiques lié aux activités envisagées, peut être estimée à 110 rotations supplémentaires par jour aller-retour).

Le trafic actuel pour l'apport des déchets est de 45 camions par jour (soit 90 rotations) ;

L'écopôle environnemental engendrera les flux supplémentaires suivants :

– pour l'apport des déchets une augmentation de 45 camions par jour (notamment du fait de la prise en compte de l'activité d'affinage de déchets valorisables et de transfert de collecte sélective actuellement réalisée sur Montélimar) ;

– pour la reprise des matériaux valorisables : 12 camions par jour.

Au total donc le site générera 200 rotations par jour, soit 2.8% du TMJA actuel de la RD541.

L'augmentation de trafic induite par le projet d'écopôle environnemental n'affectera pas significativement la fluidité de la RD541.

Le gabarit de la voie ainsi que les dispositifs d'accès sécurisés restent suffisants et efficaces y compris dans la configuration nouvelle.

Dans l'hypothèse majorée, le trafic lié au site des Bouzarudes ne représentera que 2.8% du trafic moyen journalier.

2-2 Nuisances

Nuisances sonores liées aux infrastructures terrestres

La prise en compte des nuisances passe par le respect des prescriptions constructives définies par les arrêtés préfectoraux sur le classement sonores des infrastructures terrestres.

Le projet ne prévoit aucune construction nouvelle accueillant de manière permanente du public, à fortiori à un usage autre que ceux nécessaires à l'écopôle environnemental. Les constructions éventuelles de l'écopôle environnemental seront strictement liés et nécessaires au fonctionnement de ce dernier, il s'agira tout au plus de locaux techniques et/ou de contrôle de taille limitée.

Nuisances sonores liés à l'écopôle environnemental

Le projet d'écopôle environnemental a fait l'objet d'une modélisation acoustique en considérant la topographie du site, le bâti, les caractéristiques du trafic routier et des engins de chantier, les effets de sol, la météorologie et l'exploitation projetée de l'Ecopôle environnemental de Donzère.

Les résultats de la modélisation montrent que l'installation respectera les dispositions réglementaires. Le caractère isolé et confiné du site conjugué à son éloignement des zones agglomérées permettent de conclure à une absence de nuisances sonores supplémentaires vis à vis des habitations avoisinantes (qui sont très éloignées).

Qualité de l'air

Envol d'éléments légers

Le projet d'Ecopôle environnemental permettra, entre autre, la construction d'un bâtiment destiné à la valorisation des déchets. Cette construction permettra une rupture de charge en cas de vent dépassant 50 km/h pendant 9 jours.

Il s'agit d'une évolution très positive de la gestion des éléments légers par période de grand vent qui complètera les dispositifs en place (filet anti envols, bâchage des camions...)

Nuisances olfactive

Dans le cadre de l'exploitation du site, les risques d'odeurs dues au dégagement de biogaz seront limités grâce au développement des dispositifs de captage et de traitement du biogaz (activité déjà présente et renforcée dans le cadre de l'écopôle environnemental).

2-3 Urbanisme et paysage

Qualité de l'urbanisme et des paysages.

Pour garantir la qualité de l'urbanisme et des paysages, dans le respect des dispositions réglementaires de l'article L111.1.4 du Code de l'Urbanisme, le projet prévoit :

- **De conserver et renforcer la structure paysagère périphérique du site des Bouzarudes**

Une structure paysagère maintenue

Les caractéristiques et qualités du site qui garantissent un effet de masque de l'installation sont maintenues dans ses éléments significatifs et structurants :

- Ceinture boisée périphérique
- Massif arboré en zone Sud

Le talus végétalisé en marge de l'A7, actuellement classé en zone Naturelle au PLU de Donzère, est maintenu et inchangé dans sa morphologie. Aucune modification de zonage n'est opérée en limite Ouest.

Le projet prévoit le **renforcement de la ceinture boisée** par la mise en œuvre, à l'occasion de la procédure de révision simplifiée accompagnant le projet d'écopôle, de nouveaux Espaces Boisés Classés rétablissant ou renforçant les continuités entre les boisements présents.

Spécificité du projet : un état temporaire

Toutes les zones d'exploitation actuelles ou futures seront à terme réaménagées. L'extension du site d'exploitation Donzère 2 sera donc, en fin d'exploitation, reboisée à l'instar de Donzère 1.

Les terrains seront comblés et plantés pour retrouver leurs caractéristiques végétales originelles.

2-4 Qualité de l'architecture

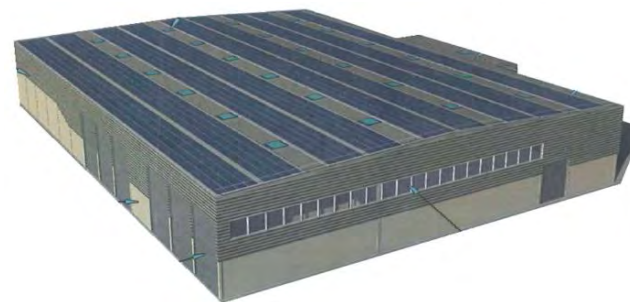
Le futur centre de tri, valorisation matière.

Le bâtiment créé sera implanté à proximité de l'entrée du site. Il a pour vocation d'accueillir l'unité de valorisation des déchets : élément fondateur du projet d'Ecopôle situé hors marge de recul de l'A7.

Les vues sur le bâtiment seront empêchées par deux éléments :

- Le talus en marge de l'A7 d'une hauteur conséquente au droit de l'unité de valorisation
- Un boisement protégé (EBC au PLU) garant du maintien des imperméabilités visuelles depuis l'A7.

Le projet prévoit également une conception architecturale soignée avec un traitement de façade dans des tons neutres, et une volumétrie simple parfaitement intégrée dans son environnement.



Du fait du couvert végétal existant, et conservé dans le cadre des travaux de défrichement, ou recrée dans le cadre du réaménagement du dôme de l'installation de stockage actuelle de Donzère 2 (réaménagement en fin d'exploitation), le bâtiment sera quasiment invisible depuis les axes routiers, ou en visions très furtives.

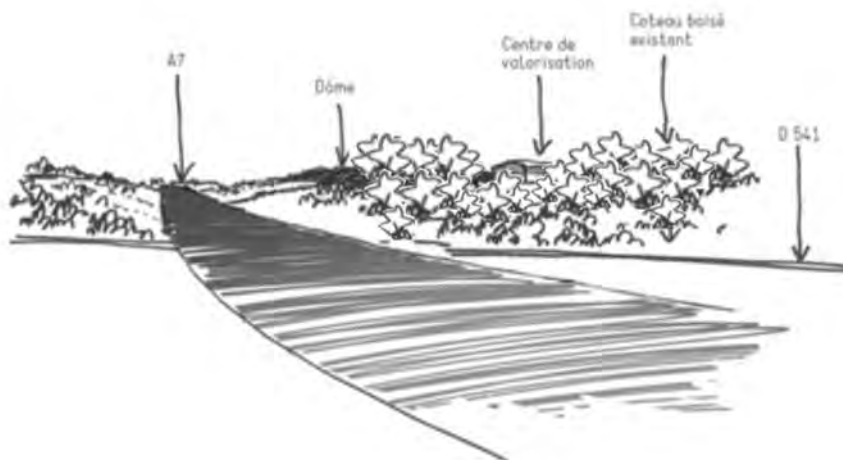
Les impacts visuels seront par conséquent neutres et dans tous les cas provisoires, une remise en état en fin d'exploitation étant prévue.

Autres constructions.

Sur l'espace qui accueillera l'extension de Donzère 2, seuls des ouvrages nécessaires à la mise en œuvre d'une nouvelle alimentation en biogaz ainsi que les excavations liées au stockage des déchets et ouvrages techniques connexes sont à ce jour programmés.

L'exploitation de cet espace se fera en creux par rapport aux niveaux topographiques (fonds de casiers) et sera dissimulée par le talus de l'A7 même si celui-ci est de moindre hauteur sur le segment nord.

En dehors de l'unité de valorisation, l'écopôle environnemental ne sera pas porteur de construction importante. Néanmoins, la mise en place d'une alimentation énergétique entre le site des Bouzarudes et la future zone ludo-commerciale des Eoliennes pourra induire une construction ponctuelle dont les caractéristiques ne sont pas connues à ce jour et dépendront de la



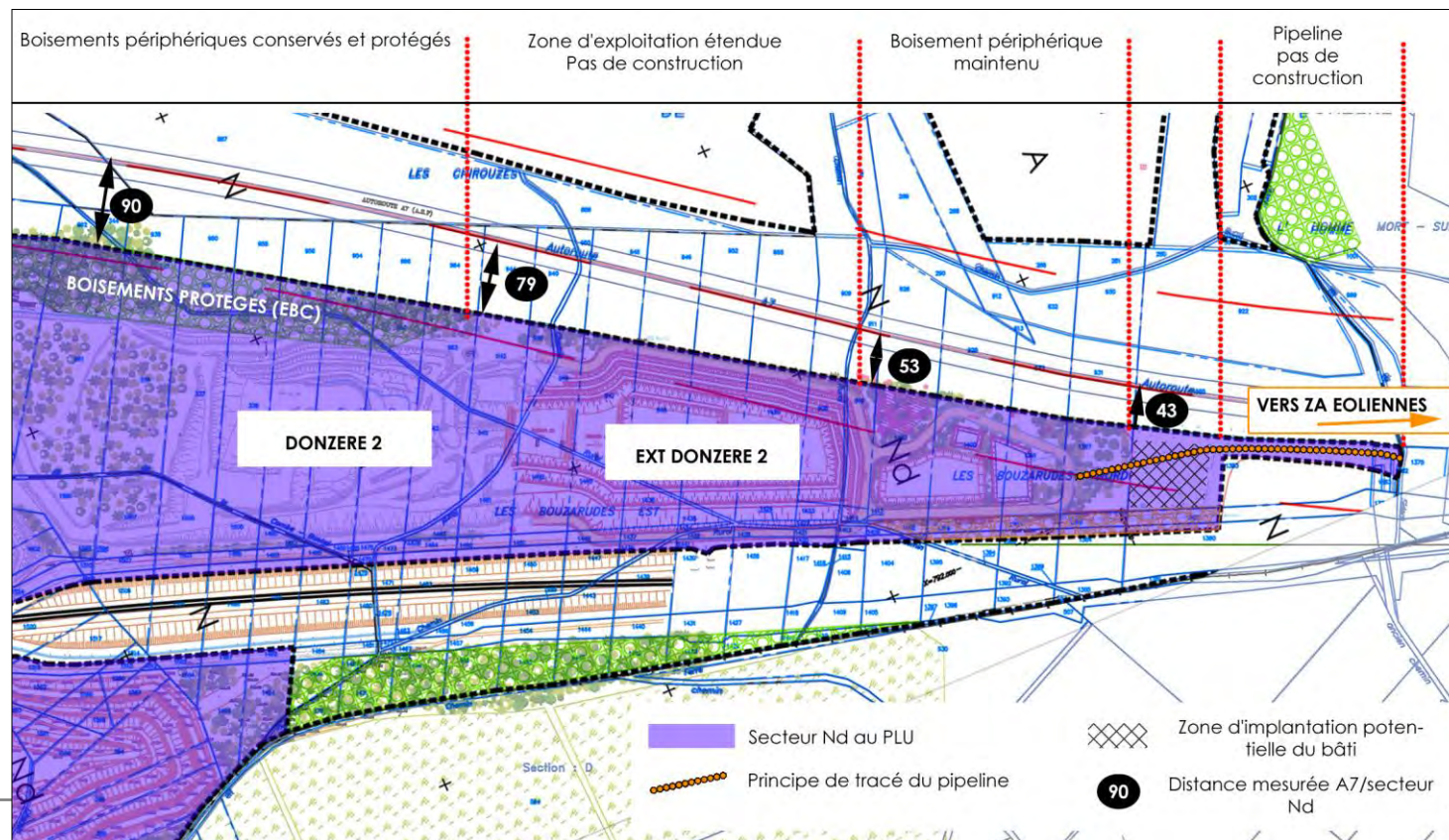
technicité choisie (alimentation gaz ou eau chaude). L'alimentation énergétique nouvelle se fera par pipeline. Pour garantir le bon fonctionnement de l'ouvrage, un local de contrôle devra être positionné en lien direct du pipeline avec instruments de mesure (localisation induite).

La configuration physique de l'emprise de l'écopôle environnemental et du secteur Nd du PLU est schématiquement celle un triangle inversé avec une étroitesse au Nord qui réduit et contraint les possibilités constructives. Les besoins constructifs de l'ICPE en projet impliquent de pouvoir permettre une implantation bâtie à proximité du pipeline. La pointe nord étant pour sa majeure partie grevée par la marge de recul de l'autoroute A7, il est nécessaire de la faire évoluer. L'objectif étant, dans une logique rationnelle et fonctionnelle de permettre tous les ouvrages nécessaires à ce projet énergétique novateur (ouvrages, installations et constructions). Il est précisé que la construction implantée ne sera pas destinée à accueillir du public ni du personnel de façon permanente.

Les limites de secteur Nd ainsi que le talus en bordure d'autoroute sont inchangés en limite Ouest (côté Autoroute). Ainsi l'ICPE reste à distance de l'infrastructure routière. Les côtes défavorables font état d'une distance minimale de 25 mètres par rapport à la limite de voie et de 46 mètres par rapport à l'axe.

L'illustration ci-contre permet d'apprécier ces distances et le projet développé (séquences différenciées).

Zoom sur la pointe Nord ►



3- TRADUCTION AU PLU : modification de la marge de recul vis-à-vis de l'autoroute A7.

Au droit du secteur Nd, la marge de recul est supprimée au règlement de zone pour les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement de l'Ecopôle environnemental.